



Comptes annuels et rapport de gestion 2014



## Sommaire

04

Audit

07

Informations économiques concernant le Groupe Elecnor

15

Rapport

109

Rapport de gestión

123

informations économiques concernant la sociéte Elecnor, S.A.

### TRADUCCIÓN JURADA AL FRANCÉS DE UN DOCUMENTO REDACTADO EN CASTELLANO

KPMG Auditores S.L. Torre Iberdrola Plaza Euskadi, 5 Planta 7<sup>a</sup> 48009 Bilbao

#### Rapport d'Audit Indépendant des Comptes Annuels Consolidés

Aux Actionnaires d'Elecnor, S.A.

#### Rapport sur les comptes annuels consolidés

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels ci-joints d'Elecnor, S.A. (la "Société") et sociétés dépendantes (le "Groupe"), qui incluent le bilan consolidé au 31 décembre 2014, le compte de résultat consolidé, l'état du résultat global consolidé, l'état de variation des capitaux propres consolidé, l'état des flux de trésorerie consolidé et le rapport consolidé correspondant à l'exercice annuel clos à cette date.

Responsabilité des Administrateurs par rapport aux comptes annuels consolidés

Il incombe aux Administrateurs de la Société d'arrêter les comptes annuels consolidés ci-joints, de manière à ce que ces derniers reflètent une image fidèle des capitaux propres consolidés, de la situation financière consolidée et des résultats consolidés d'Elecnor, S.A. et de ses sociétés dépendantes, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière adoptées par l'Union Européenne (NIIF-UE) et autres dispositions du cadre réglementaire d'information financière applicables au Groupe en Espagne, ainsi que de mettre en place en interne les contrôles qu'ils jugent utiles de manière à ce que les comptes annuels arrêtés soient exempts de toute erreur matérielle, que cela résulte d'une fraude ou d'une erreur.

#### Responsabilité des commissaires aux comptes

Il nous appartient d'exprimer un avis sur les comptes annuels consolidés ci-joints, fondé sur notre travail d'audit. Nous avons effectué notre audit conformément à la réglementation applicable à l'activité d'audit des comptes en vigueur en Espagne. Cette réglementation nous oblige à respecter les exigences de l'éthique, ainsi qu'à planifier et à effectuer le travail d'audit de manière à nous assurer, autant que raisonnablement possible, que les comptes annuels consolidés sont exempts de toute erreur matérielle.

Un audit requière la mise en place de procédures visant à recueillir des preuves d'audit concernant les montants et les informations indiqués dans les comptes annuels consolidés. Les procédures retenues dépendent du choix du commissaire aux comptes, qui est tenu d'évaluer les risques d'erreurs matérielles dans les comptes annuels consolidés, que cela résulte d'une fraude ou d'une erreur. Lors de l'évaluation des risques, le commissaire aux comptes doit tenir compte du contrôle interne effectué pour que les administrateurs de la société puissent arrêter les comptes annuels consolidés, afin de mettre en place les procédures d'audit les mieux adaptées aux circonstances, et non pas pour exprimer un avis sur l'efficacité du contrôle interne de l'établissement. Un audit comprend également une évaluation de la pertinence des politiques comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables effectuées par les dirigeants, ainsi qu'une évaluation de la présentation des comptes annuels consolidés pris dans l'ensemble.

Nous considérons que les preuves d'audit que nous avons recueillies fournissent une base suffisante et adéquate pour notre opinion d'audit.

#### Opinion

A notre avis, les comptes annuels consolidés ci-joints expriment, dans tous les aspects significatifs, l'image fidèle des capitaux propres consolidés et de la situation financière consolidée d'Elecnor, S.A. et de ses sociétés dépendantes au 31 décembre 2014, ainsi que de ses résultats consolidés et des flux de trésorerie consolidés de l'exercice social clos à la date susvisée, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière adoptées par l'Union Européenne et autres dispositions du cadre réglementaire d'information financière applicables en Espagne

#### Rapport sur les autres exigences légales et réglementaires

Le rapport de gestion consolidé ci-joint de l'exercice de 2014 contient les explications que les administrateurs d'Elecnor, S.A. ont jugé utile de présenter au sujet de la situation du Groupe, l'évolution de ses affaires et autres matières, et qui ne font pas partie intégrante des comptes annuels consolidés. Nous avons vérifié que les informations comptables que contient ledit rapport de gestion correspondent à celles des comptes annuels consolidés de l'exercice 2014. Notre travail en tant que commissaires aux comptes se limite à la vérification du rapport de gestion de la manière indiquée plus haut, et n'inclut pas la révision d'informations autres que celles recueillies sur la base des écritures comptables de la société Elecnor, S.A. et des sociétés dépendantes.

KPMG Auditores, S.L.

Cosme Carral López-Tapia

23 mars 2015



Informations économiques concernant le Groupe Elecnor

## Elecnor, S.A. et Sociétés dépendantes qui composent le Groupe Elecnor

## Bilans de situation financière consolidés

aux 31 décembre 2014 et 2013

	(Milliers	d'euros)
Actif	31/12/2014	31/12/2013
Actif non courant :		
Actif incorporel-		
Fonds de commerce (Note 7)	32.386	32.360
Autres actifs incorporels, net (Note 8)	65.371	70.506
	97.757	102.866
Immobilisations corporelles, nettes (Note 9)	1.208.149	1.093.068
Investissements comptabilisés par la méthode de la participation (Note 10) Actifs financiers non courants (Note 11)	75.259	92.375
Participations financiers	6.009	3.772
Autres investissements financiers	725.310	693.373
Addes investissements infanciers	731.319	697.145
Impôts différés actifs (Note 18)	78.255	74.267
Total actif non courant	2.190.739	2.059.721
Actif courant :		
Actif courant : Actifs non courants maintenus pour la vente (Note 3.a)	4.204	4.370
Stocks (Note 3.1)	44.091	36.328
Créances commerciales et autres comptes à recouvrer (Note 12)	895.347	910.173
Créances commerciales, sociétés liées (Note 26)	43.550	47.525
Administrations Publiques débitrices (Note 19)	72.257	73.634
Autres créances	10.995	10.303
Investissements dans des sociétés liées, à court terme (Note 26)	7.528	4.323
Autres actifs courants	8.920	7.899
Trésorerie et équivalents de trésorerie (Note 12)	258.899	244.351
Total actif courant	1.345.791	1.338.906
Total actif	3.536.530	3.398.627

 $L'annexe \ aux \ comptes \ consolid\'es \ ci-jointe \ fait \ partie \ int\'egrante \ des \ comptes \ annuels \ consolid\'es.$ 

	(Milliers d'euros)				
Passif et capitaux propres	31/12/2014	31/12/2013			
Capitaux propres (Note 13) :					
De la Société mère-					
Capital social	8.700	8.700			
Autres réserves	484.821	442.150			
Ajustements dans les capitaux propres pour évaluation	(82.258)	(48.573)			
Résultat de l'exercice - Société mère	58.542	53.289			
Acompte sur dividende de l'exercice (Note 5)	(4.193)	(4.193)			
7 too mpite our annuonae de 1 exteres (1 tette e)	465.612	451.373			
De participations ne donnant pas le contrôle	344.124	81.112			
Total capitaux propres	809.736	532.485			
iotal capitaux propres	307.733	332.403			
Passif non courant :					
Subventions (Note 3.q)	14.522	11.628			
Produits différés	6.946	7.610			
Provisions pour risques et charges (Note 16)	13.378	22.948			
Dette financière (Notes 14 et 15)	1.221.614	1.096.883			
Autres passifs non courants	19.574	19.454			
Impôts différés passifs (Note 18)	58.572	61.628			
Total passif non courant	1.334.606	1.220.151			
Passif courant :					
Dette financière (Notes 14 et 15)	295.810	315.588			
Dettes commerciales, sociétés associées et liées (Note 26)	3.498	3.623			
Dettes commerciales et autres comptes à payer-					
Dettes pour achats ou prestation de services	452.344	531.734			
Avances de clients et facturation anticipée (Note 17)	497.605	596.789			
	949.949	1.128.523			
Autres dettes-					
Administrations Publiques créditrices (Note 19)	72.328	104.683			
Autres passifs courants	70.603	93.574			
·	142.931	198.257			
Total passif courant	1.392.188	1.645.991			
Total passif et capitaux propres-	3.536.530	3.398.627			

### Elecnor, S.A. et Sociétés dépendantes qui composent le Groupe Elecnor

# Compte de résultats consolidés

correspondant aux exercices annuels clos les 31 décembre 2014 et 2013

	(Milliers d'euros)					
	(Charge	s) Produits				
	2014	2013				
Opérations continues :						
Montant net du chiffre d'affaires (Note 21)	1.723.728	1.864.174				
Variation des stocks de produits finis et en cours de fabrication (Note 3.1)	2.726	(6.622)				
Approvisionnements (Note 21)	(770.705)	(1.039.204)				
Autres produits d'exploitation (Note 3.h)	84.897	184.426				
Charges de personnel (Note 21)	(491.178)	(451.563)				
Autres charges d'exploitation	(320.622)	(330.780)				
Amortissements, dépréciation et dotations aux provisions (Note 21)	(94.008)	(78.890)				
Résultat d'exploitation	134.838	141.541				
Produits financiers (Notes 11 et 21)	79.483	61.934				
Charges financières (Note 21)	(91.327)	(82.673)				
Différences de change (Note 2.f)	6.985	(10.582)				
Dépréciation et résultat pour cession d'instruments financiers (Notes 2.g, 10, 11.a et 16)	5.611	(2.012)				
Variation de la juste valeur des instruments financiers (Note 2.g)	(1.850)	16.651				
Bénéfices (pertes) des investissements comptabilisées	<b>V</b> ,					
par la méthode de la participation (Note 10)	(17.786)	(15.793)				
Résultat avant impôts	115.954	109.066				
Impôts sur les bénéfices (Note 19)	(44.950)	(52.208)				
Résultat de l'exercice issu des opérations continues	71.004	56.858				
Résultat de l'exercice	71.004	56.858				
Attribuable à :						
Actionnaires de la Société mère	58.542	53.289				
Intérêts minoritaires (Note 13)	12.462	3.569				
Bénéfice par action (en euros) (Note 28)						
De base	0,69	0,63				
Dilué	0,69	0,63				

Elecnor, S.A et Sociétés dépendantes qui composent le Groupe Elecnor

# États du résultat global consolidé

correspondant aux exercices annuels clos les 31 décembre 2014 et 2013

		(Milliers d'euros)	
	Notes de	Exercice	Exercice
	l'Annexe aux comptes	2014	2013
SOLDE CONSOLIDÉ DU COMPTE DE RÉSULTAT (I)		71.004	56.858
Autres éléments du résultat global			
Postes qui seront reclassés ultérieurement en résultat			
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	:		
- Pour couverture de flux de trésorerie	Note 15	(19.945)	(6.762)
- Écarts de conversion	Note 13	(21.169)	(104.428)
- Participation en autres éléments du résultat global			
des investissements comptabilisés en utilisant la méthode			
de mise en équivalence	Note 10	(35.950)	(12.339)
- Incidence fiscale	Notes 15 et 18	4.987	2.030
		(70.077)	(404.400)
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (II)		(72.077)	(121.499)
		(72.077)	(121.499)
DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (II)  Transferts au compte de résultat consolidé :  - Pour couverture de flux de trésorerie	Note 15	(72.077)	<b>(121.499)</b> 16.740
DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (II)  Transferts au compte de résultat consolidé :  - Pour couverture de flux de trésorerie  - Participation en autres éléments du résultat global des	Note 15	, ,	
DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (II)  Transferts au compte de résultat consolidé :  - Pour couverture de flux de trésorerie  - Participation en autres éléments du résultat global des investissements comptabilisés en utilisant la méthode		3.086	16.740
DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (II)  Transferts au compte de résultat consolidé :  - Pour couverture de flux de trésorerie  - Participation en autres éléments du résultat global des investissements comptabilisés en utilisant la méthode de mise en équivalence	Note 10	, ,	
DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (II)  Transferts au compte de résultat consolidé :  - Pour couverture de flux de trésorerie  - Participation en autres éléments du résultat global des investissements comptabilisés en utilisant la méthode		3.086	16.740
DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (II)  Transferts au compte de résultat consolidé :  - Pour couverture de flux de trésorerie  - Participation en autres éléments du résultat global des investissements comptabilisés en utilisant la méthode de mise en équivalence	Note 10	3.086	16.740 12.807
DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (II)  Fransferts au compte de résultat consolidé :  - Pour couverture de flux de trésorerie  - Participation en autres éléments du résultat global des investissements comptabilisés en utilisant la méthode de mise en équivalence  - Incidence fiscale	Note 10	3.086	16.740 12.807
DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (II)  Fransferts au compte de résultat consolidé :  - Pour couverture de flux de trésorerie  - Participation en autres éléments du résultat global des investissements comptabilisés en utilisant la méthode de mise en équivalence  - Incidence fiscale	Note 10	3.086 13.559 (772)	16.740 12.807 (5.022)
DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (II)  Transferts au compte de résultat consolidé :  - Pour couverture de flux de trésorerie  - Participation en autres éléments du résultat global des investissements comptabilisés en utilisant la méthode de mise en équivalence  - Incidence fiscale  TOTAL DES TRANSFERTS AU COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ (III)	Note 10	3.086 13.559 (772)	16.740 12.807 (5.022)
DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (II)  Fransferts au compte de résultat consolidé :  - Pour couverture de flux de trésorerie  - Participation en autres éléments du résultat global des investissements comptabilisés en utilisant la méthode de mise en équivalence  - Incidence fiscale  FOTAL DES TRANSFERTS AU COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ (III)	Note 10	3.086 13.559 (772) <b>15.873</b>	16.740 12.807 (5.022) <b>24.525</b>

Elecnor, S.A et Sociétés dépendantes qui composent le Groupe Elecnor

# États des variations des capitaux propres consolidés

correspondant aux exercices annuels clos les 31 décembre 2014 et 2013

						(Millie	rs d'euros)						
	Capital social	Ajustements dans les capitaux propres pour évaluation	Réserve légale	Autres réserves consolidées	Autres Réserves libres	Réserves dans des sociétés consolidées	Actions propres	Écarts de conversion		Résultat net de l'exercice	Acompte sur dividende versé dans l'exercice	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Soldes au 31 décembre 2012		(68.907)	1.743	22.851	466.772	72.266	(22.836)	(46.980)	424.909	87.593	(4.663)	41.663	558.202
Total produits et charges comptabilisés pour l'exercice 2013 Affectation du résultat :	-	20.334	-	-	-	-	-	(111.814)	(91.480)	53.289	-	(1.925)	(40.116)
Aux réserves	-	-	-	-	20.656	44.335	-	-	64.991	(64.991)	-	-	-
Au dividende complémentaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(17.939)	-	(6.360)	(24.299)
Au dividende exceptionnel	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
À l'acompte sur dividende au titre de l'exercice 2012	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(4.663)	4.663	-	-
Achat d'actions propres	-	-	-	-	-	-	(1.247)	-	(1.247)	-	-	-	(1.247)
Vente d'actions propres	-	-	-	-	51	-	1.616	-	1.667	-	-	-	1.667
Transfert entre réserves	-	-	-	(415)	1.411	(996)	_	-	-	-	-	-	-
Acompte sur dividende versé dans l'exercice 2013	-	-	-	-	-	-	_	-	-	-	(4.193)	-	(4.193)
Autres pour variations du périmètre	-	-	-	-	-	816	-	-	816	_	_	10.839	11.655
Autres opérations sociétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	36.895	36.895
Autres	-	-	-	-	-	(6.125)	46	-	(6.079)	-	-	-	(6.079)
Soldes au 31 décembre 2013	8.700	(48.573)	1.743	22.436	488.890	110.296	(22.421)	(158.794)	393.577	53.289	(4.193)	81.112	532.485
Total produits et charges comptabilisés pour l'exercice 2014	_	(37.396)	_	_	_	_	_	(1.064)	(38.460)	58.542	_	(5.282)	14.800
Affectation du résultat :		, ,						, ,				, ,	
Aux réserves	-	_	_	_	7.503	25.444	_	_	32.947	(32.947)	_	_	_
Au dividende complémentaire	-	-	_	_	_	_	_	_	_	(16.149)	-	(1.901)	(18.050)
Au dividende exceptionnel	-	-	_	-	_	_	_	-	_	_	-	-	_
À l'acompte sur dividende au titre de l'exercice 2013	-	-	_	-	_	_	_	-	_	(4.193)	4.193	_	-
Achat d'actions propres	-	-	_	-	_	_	(2.512)	-	(2.512)	_	-	_	(2.512)
Vente d'actions propres	-	-	_	(157)	173	_	2.669	-	2.685	_	-	_	2.685
Transfert entre réserves	-	-	_	_	_	-	-	_	-	-	_	_	-
Acompte sur dividende versé dans l'exercice 2014	-	-	_	-	_	_	_	-	_	_	(4.193)		(4.193)
Autres pour variations du périmètre (Note 13.e)	-	3.711	-	-	-	(12.039)	-	29.318	20.990	-	-	264.733	285.723
Autres opérations sociétaires	-	-	_	-	-	_	-	-	0	-	-	5.462	5.462
Autres	-	-	-	-	(24)	(6.640)	0	-	(6.664)	-	-	-	(6.664)
Soldes au 31 décembre 2014	8.700	(82.258)	1.743	22.279	496.542	117.061	(22.264)	(130.540)	402.563	58.542	(4.193)	344.124	809.736

ELECNOR, S.A. et Sociétés dépendantes qui composent le Groupe Elecnor

## États des flux de trésorerie consolidés dans les exercices

clos les 31 décembre 2014 et 2013

	(Milliers d'euros)	
	Exercice	Exercice
	2014	2013
lux de trésorerie des activités d'exploitation :		
ésultat consolidé de l'exercice	71.003	56.858
Ajustements pour-		
Amortissements et variations de provisions d'actifs courants		
et non courants (Notes 8, 9, 10 et 21)	69.345	65.040
Variation des provisions pour risques et charges (Note 16)	26.550	13.850
Imputation produits différés	(451)	(1.227)
Résultat net de sociétés comptabilisées par la méthode de la participation (Note 10)	17.786	15.793
Variation de la juste valeur des instruments financiers (Note 15)	815	(16.822)
Dépréciation et résultat pour cession d'instruments financiers (Notes 10 et 16)	4.576	2.012
Produits et charges financiers (Note 21)	13.056	31.321
Impôt sur les sociétés	44.950	52.208
Ressources issues des opérations	247.630	219.033
ariation de capital circulant :		
Variation des créances commerciales et autres actifs courants	(6.285)	(67.020)
Variation des stocks	(7.763)	50.702
Variation des dettes commerciales et autres comptes à payer	(244.364)	(133.494)
Effet des différences de conversion sur le capital circulant des sociétés étrangères		
Variation dans d'autres créances	(37.465)	(1.601)
Impôt sur les gains payés	(29.338)	(24.827)
ux nets de trésorerie d'activités d'exploitation (I)	(77.585)	42.793
ux de trésorerie pour activités d'investissement :		
Acquisition d'entreprises du groupe, d'entreprises associées et d'entités		
contrôlées conjointement (Notes 7 et 10)		(3.197)
Acquisition d'actifs incorporels (Note 8)	(1.187)	(1.775)
Acquisition de portefeuille de valeurs et autres investissements financiers non courants (Note 11)	(88.208) 3.345	(154.936) 3.340
Subventions reçues pour l'acquisition d'immobilisations		
Acquisition d'actifs fixes corporels (Note 9)	(153.577)	(249.114)
Dividendes reçus de sociétés associées (Note 10)	850	5.160
ntérêts recouvrés	74.858	61.934
Recouvrements pour cession d'entreprises du groupe, d'entreprises associées	075 400	
et d'entités contrôlées conjointement	275.480	0.450
Recouvrements pour cession d'actifs corporels, incorporels et non courants (Notes 8 et 9)	5.268	8.152
Recouvrements pour vente d'actifs financiers, net (Note 11)	4.409	10.905
ux nets de trésorerie des activités d'investissement (II)	121.238	(319.531)
ux de trésorerie pour activités de financement :		
Entrées de trésorerie pour dette financière et pour dettes à long terme (Note 14)	202.922	245.386
ntérêts payés (Note 14)	(97.402)	(82.922)
Remboursement de dette financière et autre dette à long terme (Note 14)	(112.539)	(143.801)
Paiements de dividendes	(22.243)	(28.492)
Entrées de trésorerie pour cession d'actions propres (Note 13)	2.669	1.616
Sorties de trésorerie pour achat et vente d'actions propres (Note 13)	(2.512)	(1.201)
ux nets de trésorerie des activités de financement (III)	(29.105)	(9.414)
	-	2.417
• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •		
fet des variations dans le périmètre de consolidation (IV)	14.548	
ffet des variations dans le périmètre de consolidation (IV) ugmentation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie (I+II+III+IV) résorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	<b>14.548</b> 244.351	( <b>283.735</b> ) 528.086



Rapport 2014

Elecnor, S.A. et Sociétés dépendantes qui composent le Groupe ELECNOR (consolidé)

## Annexe aux consolidés

correspondant à l'exercice annuel clos le 31 décembre 2014.

## 1. Sociétés du Groupe et sociétés associées

Elecnor, S.A., la Société mère, a été constituée pour une durée indéfinie le 6 juin 1958, et son siège social se trouve à calle Marqués de Mondéjar 33, Madrid.

La Société mère a pour objet, selon ses statuts :

- l'activité commerciale la plus étendue en matière d'ingénierie, projet, construction, montage, réparation, maintenance et conservation de toutes sortes de travaux et installations de tout genre ou espèce, dans le sens le plus large du terme, c'est-à-dire, leur exécution complète, avec ou sans fourniture de matériel, pour le propre compte ou pour celui de tiers, sous forme exclusive ou par le biais d'association dans n'importe quelle modalité;
- la prestation de services publics et privés de ramassage de toutes sortes de déchets, balayage et nettoiement des rues, transfert et transport des déchets jusqu'au lieu de dépôt final, leur déchargement final, recyclage, traitement et dépôt des déchets publics, privés, industriels, hospitaliers, pathologiques, nettoiement, maintenance et conservation des égouts et, en général, services d'assainissement urbain et tout autre service complémentaire en rapport direct ou indirect avec tous les autres, entendu dans son sens le plus large;
- la conception, la recherche, le développement, la construction, l'exploitation, la maintenance et la commercialisation d'usines et installations de traitement, récupération et élimination de déchets, ainsi que l'achat et la vente de sous-produits générés par ces traitements;
- la conception, la recherche, le développement, la construction, l'exploitation, la maintenance et la commercialisation d'usines et d'installations de traitement des eaux et épuration des eaux usées et des déchets, la récupération et élimination de déchets, ainsi que l'achat et la vente de sous-produits générés par ces traitements ;
- l'exploitation, la transformation et la commercialisation de toutes sortes d'eaux ;

Les activités énumérées pourront aussi être menées par la Société, totalement ou en partie, indirectement, moyennant la participation dans d'autres sociétés ayant un objet analogue, tant en Espagne qu'à l'étranger. Le Groupe ELECNOR ne mènera aucune activité pour laquelle les lois exigent des conditions ou des contraintes spécifiques, tant qu'elle ne les remplira pas strictement.

Les sociétés dépendantes mènent essentiellement les différentes activités qui composent l'objet social indiqué plus haut, ainsi que l'exploitation de parcs de génération d'énergie éolienne, thermo-solaire et photovoltaïque, la prestation de services de recherche, conseil et développement de logiciels aéronautiques et aérospatiaux et la fabrication et la distribution de panneaux solaires et stations d'exploitation photovoltaïque.

Les Statuts sociaux et autre information publique concernant la Société peuvent être consultés sur www.elecnor.es et à son siège social.

Outre les opérations qu'elle mène directement, comme cela a été commenté, Elecnor, S.A. est le chef de file d'un groupe d'entités dépendantes qui se consacrent à des activités diverses et qui constituent, avec elle, le Groupe ELECNOR (ci-après, le « Groupe » ou le « Groupe ELECNOR »). Par conséquent, la Société mère est tenue d'élaborer, en plus de ses propres comptes annuels individuels, les comptes consolidés qui incluent également les participations dans des regroupements d'entreprises et les investissements dans des entités associées.

Dans l'Annexe I sont détaillées les entreprises du Groupe et associées comprises dans la consolidation et les informations relatives à cellesci au 31 décembre 2014 et au 31 décembre 2013, après leur conversion en euros, et avant les homogénéisations correspondant à leurs états financiers individuels respectifs et, le cas échéant, les ajustements pour conversion aux Normes Comptables Internationales (NIFF-

Les données de l'Annexe I ont été fournies par les entreprises du Groupe et leur situation patrimoniale figure dans leurs comptes annuels

# 2. Bases de presentation des comptes annuels consolides et principes de consolidation

#### a) Bases de présentation et cadre règlementaire d'information financière applicable au Groupe-

Les comptes annuels ont été formulés à partir des registres comptables d'Elecnor, S.A. et des entités consolidées. Les comptes annuels consolidés de l'exercice 2014 ont été élaborés conformément aux Normes internationales d'information financière adoptées par l'Union européenne (IFRS-UE) et aux autres dispositions du cadre règlementaire d'information financière applicable, dans le but de montrer l'image fidèle des capitaux propres consolidés et de la situation financière consolidée d'Elecnor, S.A. et des sociétés dépendantes au 31 décembre 2014 et des résultats financiers consolidés, des flux de trésorerie consolidés et des changements dans les capitaux propres consolidés correspondant à l'exercice annuel clos à cette date.

Le Groupe a adopté les normes NIFF-UE le 1er janvier 2004 et a appliqué à cette date la norme IFRS 1 « Première adoption des normes internationales d'information financière ».

Les Administrateurs de la Société mère considèrent que les comptes annuels consolidés de l'exercice 2014, qui ont été établis le 18 février 2015, seront approuvés par l'Assemblée générale des actionnaires sans aucune modification.

Les comptes annuels consolidés du Groupe ELECNOR correspondant à l'exercice 2013 ont été approuvés par l'Assemblée générale des actionnaires d'Elecnor le 21 mai 2014.

Ces comptes annuels consolidés ont été préparés sur la base de continuité d'exploitation en utilisant la méthode du coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés qui ont été enregistrés à la juste valeur.

#### b) Adoption des Normes Internationales d'Information Financière (IFRS)-

#### Normes et interprétations émises non en vigueur

Les nouvelles normes qui sont entrées en vigueur le 1er janvier 2014 n'ont pas entraîné de changement dans la politique comptable du Groupe. En revanche, le Groupe a inclus les nouvelles informations requises par la norme IFRS 12 dans les comptes annuels de l'exercice 2014. Par ailleurs, la Société n'a adopté aucune norme à l'avance.

L'IASB a publié de nouvelles normes comptables (IFRS) et interprétations (IFRIC) applicables aux exercices comptables ouverts à partir du 1er janvier 2015. Le détail de la nature du changement de la politique comptable et de l'évaluation de la part de la Direction du Groupe Elecnor de l'impact des nouvelles normes qui pourraient avoir un effet sur les états financiers du Groupe est résumé ci-après :

#### IFRS 9 Instruments financiers – publiée en octobre 2010 (en attente d'adoption par l'Union Européenne)

Cette norme, qui remplace partiellement l'IAS 39, simplifie les critères de reconnaissance et d'évaluation des instruments financiers en conservant un modèle mixte d'évaluation et en établissant deux uniques catégories principales pour les actifs financiers : coût amorti et juste valeur. Le critère de classification se base sur le modèle d'activité de l'entité et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs financiers.

La Direction estime que la future application de l'IFRS 9 n'aura pas un impact significatif sur les actifs et les passifs financiers actuellement enregistrés. Quoi qu'il en soit, à la date actuelle, le Groupe est en train d'analyser tous les impacts futurs de l'adoption de cette norme et il est impossible de fournir une estimation raisonnable de ses effets tant que cette analyse ne sera pas complète.

Cette norme, qui entrera en vigueur pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2018, n'a cependant pas encore été adoptée par

Modifications apportées à la norme IFRS 11 Comptabilisation des acquisitions de participations dans une entreprise commune (en attente d'adoption par l'Union européenne)

Cette modification éclaircit certains points relatifs à la comptabilisation des opérations conjointes lorsque celles-ci constituent une entité, auquel cas le traitement comptable des regroupements d'entités s'applique.

L'effet des modifications apportées à la norme IFRS 11 n'aura pas un impact significatif sur les actifs et les passifs financiers actuellement enregistrés et leurs possibles impacts seront enregistrés de manière prospective à compter du début de la première année d'application. Cette norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2016.

#### IRFS 15 Produits provenant de contrats avec les clients (en attente d'adoption par l'Union européenne)

La nouvelle norme, qui remplacera les normes IAS 11 et 18, définit un modèle en cinq étapes visant à établir le moment de comptabilisation des produits et du montant. Ce nouveau modèle établit que les produits doivent être comptabilisés lorsque (ou au fur et à mesure que) l'entité transmet le contrôle de biens ou de services à un client et selon le montant que l'entité estime avoir le droit de

La norme offre toute une série d'options de transition. D'un côté, elle permet de choisir d'appliquer la nouvelle norme à ses transactions historiques et d'ajuster de manière rétroactive chaque période comparative présentée dans les états financiers de 2017. De l'autre, on peut reconnaître l'effet cumulatif de l'application de la nouvelle norme à la date d'application initiale et ne pas ajuster ses informations comparatives. Il existe une série de simplifications pratiques facultatives qui représentent des alternatives supplémentaires et peuvent faciliter la transition.

À l'heure actuelle, le Groupe n'a pas défini l'option de transition qu'elle va adopter. Par conséquent, le Groupe n'a pas quantifié non plus l'impact de l'adoption de cette norme. Par ailleurs, il n'est pas possible de fournir une estimation raisonnable de ses effets tant que ladite analyse n'est pas complète.

Cette norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à partir du 1er janvier 2017.

#### c) Monnaie fonctionnelle-

Les présents comptes annuels consolidés sont présentés en milliers d'euros, la monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société mère.

#### d) Responsabilité de l'information et estimations réalisées-

L'information contenue dans ces comptes annuels consolidés relève de la responsabilité du Conseil d'Administration d'ELECNOR.

Dans les comptes annuels consolidés du Groupe ELECNOR correspondant à l'exercice 2014 on a utilisé occasionnellement des estimations et des appréciations faites par la Haute Direction du Groupe et des entités consolidées - ratifiées ensuite par leurs Administrateurs - pour quantifier certains des actifs, passifs, produits, charges et engagements qui y sont enregistrés. Ces estimations et appréciations se réfèrent essentiellement à :

- L'évaluation de pertes possibles pour dépréciation de certains actifs (Notes 7, 8, 9, 10, 11 et 18);
- L'évaluation de pertes possibles dans des travaux en cours d'exécution et/ou dans le carnet de commandes engagé ;
- Le critère appliqué pour calculer le degré d'avancement des travaux ;
- La vie utile des actifs matériels et incorporels (Notes 8 et 9) ;
- Le montant des provisions pour risques et charges (Note 16);
- La probabilité de production et le montant des passifs de montant indéterminé ou contingents (Note 16) ;
- L'évaluation de l'éventuelle dépréciation des fonds de commerce (Note 7) ;
- La juste valeur de certains actifs non cotés (Notes 11 et 15) ;
- Le choix d'un taux de change lorsque le marché met à disposition différents taux de change. Plus particulièrement, compte tenu du fait que le bolivar vénézuélien conserve différents taux de change officiels, la décision de prendre l'un ou l'autre, en fonction de celui qui reflète au mieux la valeur des transactions réalisées, a un impact significatif. Dans ce sens, à la clôture de l'exercice, les Administrateurs ont décidé d'utiliser le SICAD II alors qu'ils utilisaient auparavant le CENCOEX (anciennement le CADAVI), ce qui a eu un impact négatif sur le compte de résultat consolidé d'environ 33 millions d'euros.

Malgré que ces estimations aient été faites en fonction de la meilleure information disponible au 31 décembre 2014 sur les faits analysés, il est possible que des événements pouvant avoir lieu à l'avenir obligent à les modifier (à la hausse ou à la baisse) dans de prochains exercices ; cela serait fait conformément aux dispositions de la IAS 8, de manière prospective, en reconnaissant les effets du changement d'estimation sur le compte de résultat consolidé correspondant.

#### e) Comparaison de l'information-

Conformément aux exigences de la norme IAS 1, les informations contenues dans cette annexe relative à l'exercice 2014 est présentée, aux effets de comparaison, avec les informations similaires relatives à l'exercice 2013, qui ne constituent par elles-mêmes les comptes annuels consolidés du Groupe ELECNOR correspondant à l'exercice 2013.

#### f) Principes de consolidation-

#### Portée

Les comptes annuels consolidés du Groupe ELECNOR incluent toutes les sociétés dépendantes d'Elecnor, S.A., à l'exception de celles non significatives pris individuellement ou globalement.

Sont considérées comme entités dépendantes les entités sur lesquelles la Société, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, exerce un contrôle. La Société contrôle une entité dépendante lorsque, de par son implication dans celle-ci, elle est exposée, ou a le droit, à des rendements variables et elle a également la capacité d'influer sur lesdits rendements grâce au pouvoir qu'elle exerce sur celle-ci. La Société détient le pouvoir lorsqu'elle possède des droits fondamentaux en vigueur qui lui permettent de mener les activités pertinentes. La Société est exposée, ou a le droit, à des rendements variables de par son implication dans l'entité dépendante lorsque les rendements qu'elle obtient en vertu de cette implication peuvent varier en fonction de l'évolution économique de l'entité.

#### Procédures

Les sociétés dépendantes sont consolidées par la méthode de l'intégration globale, ce qui suppose que sont éliminés tous les soldes, toutes les transactions, tous les produits et charges intragroupe.

Les produits, les charges et les flux de trésorerie des entités dépendantes sont inclus dans les comptes annuels consolidés à compter de la date d'acquisition ; c'est-à-dire, la date à laquelle le Groupe obtient le contrôle de celles-ci.

Par ailleurs, tous les états financiers utilisés de la Société mère et des sociétés dépendantes se réfèrent à une même date et ont été élaborés en suivant des politiques comptables uniformes.

Les participations ne donnant pas le contrôle dans les actifs nets des sociétés dépendantes sont identifiées dans les capitaux propres de manière distincte des capitaux propres de la Société mère. Les participations ne donnant pas le contrôle dans les résultats consolidés de l'exercice (et dans le résultat global total consolidé de l'exercice) sont également présentées de manière séparée dans les comptes de résultats consolidés.

Les changements dans la participation d'une société dépendante qui n'entraînent pas une perte de contrôle sont comptabilisés comme des transactions de capitaux propres, c'est-à-dire que toute différence est reconnue directement dans les capitaux propres.

#### Regroupement d'entités

Le Groupe a appliqué l'exception prévue par la norme IFRS 1 « Première adoption des Normes internationales d'information financière » ; par conséquent, seuls les regroupements d'entités effectués à partir du 1er janvier 2004, date de transition aux normes IFRS-UE, ont été enregistrés par le biais de la méthode de l'acquisition. Les acquisitions d'entités réalisées avant cette date ont été enregistrées conformément aux normes comptables antérieures, après avoir tenu compte des corrections et des ajustements nécessaires à la date de

Il est considéré que le Groupe réalise un regroupement d'entités quand les actifs acquis et les passifs assumés constituent une entité. Le Groupe enregistre chaque regroupement d'entités en appliquant la méthode de l'acquisition, ce qui suppose d'identifier l'acquéreur, de déterminer la date d'acquisition, qui est celle à laquelle est obtenu le contrôle, ainsi que le coût d'acquisition, de reconnaître et de mesurer les actifs identifiables acquis, les passifs assumés et toute participation ne donnant pas le contrôle et, enfin, le cas échéant, de reconnaître et de mesurer le Fonds de Commerce ou la Différence Négative de Consolidation.

Les coûts encourus dans l'acquisition sont comptabilisés comme des charges de l'exercice dans lequel ils se produisent, de manière qu'ils ne sont pas considérés comme un plus grand coût de la combinaison.

Les actifs identifiables acquis et les passifs assumés sont mesurés à leur juste valeur à la date d'acquisition et la participation ne donnant pas le contrôle est évaluée pour la part proportionnelle de cette participation dans les actifs nets acquis.

Dans le cas des acquisitions par étapes, l'acquéreur réévalue, à la date de prise de contrôle, sa participation préalable à sa juste valeur, en enregistrant la plus-value ou la moins-value correspondante au compte de résultat.

Par ailleurs, les transactions entre la Société mère et les participations ne donnant pas le contrôle (opérations postérieures à l'obtention du contrôle dans lesquelles l'entité mère acquiert d'autres participations des intérêts minoritaires ou cède des participations sans perdre le contrôle), sont comptabilisées comme des transactions avec des instruments de capitaux propres.

L'excès existant entre la contrepartie versée, majorée de la valeur attribuée aux participations ne donnant pas le contrôle, et le montant des actifs acquis et les passifs assumés, est enregistré en tant que fonds de commerce. Le cas échéant, le défaut, après avoir évalué le montant de la contrepartie versée, la valeur attribuée aux participations ne donnant pas le contrôle et l'identification et l'évaluation des actifs nets acquis, figurent dans les résultats.

L'augmentation et la réduction des participations ne donnant pas le contrôle dans une société dépendante conservant le contrôle sont considérées comme des transactions avec des instruments de capitaux propres. Par conséquent, aucun nouveau coût d'acquisition n'apparaît dans les augmentations et les résultats ne sont pas comptabilisés dans les réductions. En revanche, la différence entre la contrepartie versée ou reçue et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle est reconnue dans les réserves de la société d'investissement, sans préjudice de la reclassification des réserves consolidées et de la réattribution de l'autre élément du résultat global entre le Groupe et les participations ne donnant pas le contrôle. En cas de diminution de la participation du Groupe dans une société dépendante, les participations ne donnant pas le contrôle sont comptabilisées pour leur participation dans les actifs nets consolidés, y compris le fonds de commerce.

#### Perte de contrôle

Quand le Groupe perd le contrôle sur une société dépendante, il retire les actifs (y compris le Fonds de Commerce) et les passifs de la dépendante, ainsi que la participation ne donnant pas le contrôle à sa valeur comptable à la date à laquelle il perd le contrôle, il reconnaît la contre-prestation reçue et la participation maintenue dans cette société à sa juste valeur à la date où il perd le contrôle, en reconnaissant le résultat pour la différence. L'autre élément du résultat global correspondant à la société dépendante est transféré intégralement aux résultats ou aux réserves en fonction de leur nature.

Sociétés associées, coentreprises et opérations conjointes

Une société est considérée comme associée quand, sans exercer un contrôle sur elle, une influence significative y est exercée.

Les investissements réalisés dans des entités associées et dans les coentreprises sont enregistrés selon la méthode de la mise en équivalence à compter de la date à laquelle une influence significative est exercée jusqu'à la date à laquelle la Société ne peut continuer de justifier l'existence de celle-ci. Sur la base de cette méthode, l'investissement est enregistré initialement à son coût d'acquisition, comptabilisant en outre tout coût directement imputable à l'acquisition.

La participation du Groupe aux bénéfices ou pertes des entités associées réalisés à partir de la date d'acquisition est enregistrée comme une augmentation ou une baisse de la valeur des investissements en les portant au crédit ou au débit du poste « Quote-part dans le résultat de l'exercice des investissements comptabilisés en appliquant la méthode de la mise en équivalence » du compte de résultat. De la même façon, la participation du Groupe dans « Autres éléments du résultat global» des entités associées obtenu à partir de la date d'acquisition, est enregistrée comme une augmentation ou une baisse de la valeur des investissements dans les entités associées, en reconnaissant la contrepartie par nature dans « Autres éléments du résultat global» de l'état du résultat global consolidé. Les distributions de dividendes sont enregistrées comme des dépréciations de la valeur des investissements.

Les pertes dans les entités associées qui correspondent au Groupe se limitent à la valeur de l'investissement net, à l'exception des cas où des obligations légales ou implicites aient été assumées par le Groupe ou qu'il ait effectué des paiements au nom des entités associées.

Par ailleurs, si la part des pertes d'une entité associée ou d'une coentreprise qui correspond au Groupe est égale ou supérieure à sa participation dans cette associée ou coentreprise, le Groupe ne reconnaîtra plus la part qui pourrait lui correspondre lors de pertes ultérieures. À ces effets, la participation dans l'associée ou dans la coentreprise sera égale au montant sur les livres de l'investissement, calculé selon la méthode de la mise en équivalence, auquel sera ajouté le montant de toute autre part à long terme qui, en substance, ferait partie de l'investissement net du Groupe dans l'entité associée.

Par ailleurs, indépendamment des pertes comptabilisées selon ce qui a été expliqué plus haut, le Groupe analyse les dépréciations additionnelles éventuelles selon les normes relatives aux actifs financiers (Note 3.m) et en considérant l'investissement dans sa totalité et non pas seulement pour le Fonds de Commerce qui serait éventuellement incorporé.

Sont considérées comme partenariats les partenariats où il existe un accord contractuel afin de partager le contrôle sur une activité économique, de telle sorte que les décisions sur les activités pertinentes exigent le consentement unanime de la Société et des autres participants ou acteurs/opérateurs. L'évaluation de l'existence d'un contrôle conjoint s'effectue en examinant la définition de contrôle des entités dépendantes.

- Coentreprises : les investissements réalisés dans des coentreprises sont enregistrés en appliquant la méthode de la mise en équivalence susmentionnée.
- · Opérations conjointes : dans les opérations conjointes, le Groupe reconnaît, dans les comptes annuels consolidés, ses actifs, y compris sa participation dans les actifs contrôlés conjointement ; ses passifs, notamment sa participation dans les passifs engagés conjointement avec les autres opérateurs ; les produits obtenus de la vente de sa part de la production découlant de l'opération conjointe, sa part des produits obtenus de la vente de la production découlant de l'opération conjointe, ses charges, y compris la part des charges conjointes lui correspondant. Le Groupe inclut dans cette catégorie les UTE (Unions Temporaires d'Entreprises) à travers lesquelles il mène une partie de son activité.

#### Écarts de conversion

Le Groupe a invoqué l'exemption figurant dans la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS » relative aux montants cumulés des

Écarts de conversion. De ce fait, les Écarts de conversion comptabilisés dans les comptes annuels consolidés générés avant le 1er janvier 2004 ont été inclus dans les résultats non distribués.

Dans la consolidation, les actifs et passifs des sociétés du Groupe à l'étranger dans une monnaie fonctionnelle autre que l'euro, sont convertis selon les taux de change en vigueur à la date du bilan. Les postes de produits et charges sont convertis selon les taux de change en vigueur à la date de chaque transaction. Les écarts de change découlant de l'application des critères susvisés sont considérées comme des Écarts de conversion en autres éléments du résultat global.

Ce même critère s'applique à la conversion des états financiers des sociétés appliquant la méthode de la mise en équivalence, étant donné que les Écarts de conversion correspondent à la participation du Groupe en autres éléments du résultat global.

#### g) Variations dans le périmètre de consolidation.

Il n'y a pas eu d'importantes variations dans le périmètre de consolidation au cours de l'exercice 2014.

Par ailleurs, les variations les plus significatives produites dans le périmètre de consolidation dans l'exercice 2013 ont été les suivantes :

• Le 15 août 2013, Elecnor, S.A. a constitué, à travers Elecnor, Inc., la société Elecnor Hawkeye, LLC. Le 14 novembre 2013 Elecnor Hawkeye, LLC a acquis auprès de Hawkeye, LLC les actifs et passifs nécessaires afin de développer son activité, avec des effets rétroactifs au 1er novembre 2013. Le placement financier dans la société de nouvelle création s'élève à 1,5 millions d'euros. Les montants comptabilisés d'actifs acquis et de passifs repris à leur juste valeur identifiables dans l'acquisition de cette société, correspondant à 100 % à celle-ci, sont les suivants :

·	Milliers d'euros
Immobilisations incorporelles	733
Immobilisations corporelles	5.554
Clients et autres débiteurs	15.432
Stocks	389
Passifs financiers	(20.618)
Total actif net identifiable	1,490

• En ce qui concerne l'acquisition de divers regroupements d'entités antérieurs, le Groupe ELECNOR a généré un passif pour paiements aux actionnaires antérieurs qui dépendaient de l'accomplissement de certaines variables, pour un montant de 16.037 milliers d'euros, enregistrés à la rubrique « Autres passifs non courants ». Pendant l'exercice 2013, les Administrateurs ont considéré qu'il existait suffisamment d'indicateurs que ce montant n'allait pas être versé, raison pour laquelle ils l'ont compensé dans sa totalité en enregistrant le produit correspondant à la rubrique « Variation de la juste valeur des instruments financiers du compte de résultat de l'exercice 2013 ».

# 3. Principes et politiques comptables et critères d'évaluation appliqués

#### a) Actifs non courants détenus en vue de la vente-

Les actifs non courants classés comme détenus en vue de la vente sont présentés au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminué des coûts de la vente.

Les actifs non courants sont classés comme des actifs détenus en vue de la vente si leur valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par leur utilisation continue. Cette condition est considérée remplie uniquement quand la vente est hautement probable et l'actif est disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel. La Direction du Groupe ELECNOR doit être engagée dans un plan de vente qui devrait se produire, selon les prévisions, dans un délai d'un an à partir de la date de classification.

Au 31 décembre 2014, un total d'environ 4.204 milliers d'euros (4.370 milliers d'euros dans l'exercice 2013), est classé dans cette rubrique de l'actif de l'état de situation financière consolidé ci-joint, correspondant principalement au coût des installations que la société dépendante Adhorna Prefabricación, S.A. maintient à Tortosa (Tarragone).

#### b) Fonds de commerce-

Le fonds de commerce généré dans la consolidation est calculé selon ce qui est expliqué à la Note 2.f.

Les fonds de commerce mis en évidence à partir du 1er janvier 2004 restent évalués à leur coût d'acquisition, et ceux mis en évidence antérieurement restent à leur valeur nette enregistrée au 31 décembre 2003, conformément aux critères comptables appliqués jusqu'à cette date (Note 2.f). Dans les deux cas, le fonds de commerce n'est plus amorti depuis le 1er janvier 2004 et, à la clôture de chaque exercice comptable, on évalue s'il s'y est produit une dépréciation qui réduit leur valeur récupérable à un montant inférieur au coût net enregistré et l'on procède, s'il y a lieu, à l'assainissement correspondant (Note 3.k).

Les pertes de valeur liées au fonds de commerce, ne font pas l'objet d'une réversion postérieure.

#### c) Reconnaissance de produits-

Les produits pour ventes et prestation de services sont comptabilisés à la valeur de marché des biens ou droits reçus en contre-prestation pour les biens et services prêtés, selon les cas, dans le courant de l'activité normale des sociétés du groupe, nets des déductions et des impôts applicables.

#### c.1 Contrats de construction et de prestation de services-

Si le résultat d'un contrat de construction peut être estimé de façon fiable, les produits et charges correspondants sont comptabilisés à travers l'application de la méthode du degré d'avancement, c'est-à-dire, en fonction du degré de réalisation de chacun des travaux à la date de l'état de situation financière.

Cela suppose que soit reconnu comme produit dans chaque exercice le pourcentage des produits totaux estimés, que représentent les coûts engagés dans cet exercice par rapport aux coûts totaux estimés.

Les produits totaux comprennent le montant initial convenu dans le contrat et les modifications et réclamations qu'il est fortement probable de recevoir et qui peuvent être mesurées avec fiabilité.

Les charges totales comprennent les coûts directement rattachés au contrat spécifique, les coûts relatifs à l'activité de contrats en général, qui peuvent être imputés au contrat spécifique, et tout autre coût pouvant être à la charge du client, sous les termes convenus dans le contrat.

Les pertes qui pourraient se produire sur les chantiers en cours sont toutes enregistrées quand elles sont connues ou peuvent être estimées.

Les montants correspondant aux décomptes ou facturations anticipés sont enregistrés à la rubrique « Fournisseurs et autres créditeurs -Avance de clients et facturation anticipée » du passif de l'état de situation financière consolidé ci-joint, pour les montants de 304.945 milliers d'euros et 360.570 milliers d'euros, respectivement, aux 31 décembre 2014 et 2013 (Note 17).

Les produits pour prestation de services sont comptabilisés en faisant référence au degré d'avancement de la transaction si le résultat de celle-ci peut être estimé de façon fiable. S'ils ne peuvent pas être estimés de manière fiable, les produits ne seront comptabilisés qu'à hauteur des charges comptabilisées qui sont recouvrables.

Le Groupe ELECNOR a comptabilisé comme chiffre d'affaires, en ce qui concerne les divers contrats de degré d'avancement et prestation de services qu'il maintient, des montants d'environ 1.576 millions et 1.728 millions d'euros, respectivement, dans les exercices 2014 et 2013 (Note 21). Par ailleurs, le montant des coûts encourus dans les contrats de construction et prestation de services dans l'exercice 2014 s'élève à environ 1.197 milliers d'euros (1.536 milliers d'euros dans l'exercice 2013).

Enfin, les montants correspondant aux retenues dans les paiements effectués par les clients s'élèvent respectivement à 19.828 et 18.518 milliers d'euros, pour les exercices 2014 et 2013, et sont repris à la rubrique « Clients et autres débiteurs » de l'actif de l'état de situation financière consolidé ci-joint.

#### c.2 Vente de biens-

Les ventes sont comptabilisées quand sont transférés tous les risques et avantages significatifs dérivés de la propriété des biens, quand n'est pas retenu un contrôle effectif sur ces derniers, quand le montant des produits peut être mesuré avec fiabilité, quand il est probable que soient reçus les produits et quand les coûts encourus, ou à encourir, en ce qui concerne la transaction, puissent être mesurés avec fiabilité.

#### c.3Intérêts et dividendes-

Ces produits sont comptabilisés dès l'instant que leur réception est probable et qu'ils peuvent être mesurés de façon fiable.

Les intérêts sont comptabilisés en suivant la méthode du taux d'intérêt effectif, qui est le taux qui déduit exactement les flux futurs de trésorerie estimés tout au long de la durée de vie prévue de l'actif financier à la valeur comptable nette de cet actif.

Les redevances sont comptabilisées en utilisant la méthode de la comptabilité d'engagement, conformément à la substance de l'accord

Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire de percevoir le paiement est établi.

#### d) Locations-

Groupe ELECNOR classe comme contrat de location-financement les contrats de location dans lesquels le loueur transmet au locataire tous les risques et bénéfices de la propriété du bien. Les autres locations sont classées comme contrats de location simple.

Les biens acquis dans le cadre d'un contrat de location-financement sont enregistrés dans la catégorie de l'actif non courant qui correspond à leur nature et à leur fonctionnalité, à la juste valeur du bien objet du contrat ou à la somme de la valeur actuelle des montants à payer au loueur et de l'option d'achat, selon celle qui est la plus basse, au crédit de la rubrique « Dette financière » de l'état de situation financière consolidé. Ces biens sont amortis selon des critères similaires à ceux utilisés pour les biens propriété du Groupe ELECNOR de même nature.

Les charges générées par les contrats de location simple sont imputées à la rubrique « Autres charges opérationnelles » du compte de résultat consolidé durant la vie du contrat en suivant la méthode de la comptabilité d'engagement.

Durant les exercices 2014 et 2013, les charges pour location enregistrées à la rubrique « Autres charges opérationnelles » du compte de résultat consolidé ci-joint se sont élevées respectivement à environ 58.774 et 44.819 milliers d'euros. Les contrats de location simple les plus significatifs du Groupe ELECNOR dans les exercices 2014 et 2013 sont ceux qui correspondent aux engins et éléments de transport, ainsi qu'aux immeubles utilisés dans le développement de son activité.

À la clôture de l'exercice 2014, le Groupe a convenu avec les preneurs les montants suivants de location minimums, conformément aux contrats actuels en vigueur, sans tenir compte de la répercussion des charges communes, des augmentations futures pour IPC, ni des actualisations futures de revenus convenus par contrat (en milliers d'euros) :

	Valeur r	nominale
Contrats de location simple Montants minimums	2014	2013
Moins d'un an	30.647	23.622
Entre un et cinq ans	20.259	21.143
Plus de cinq ans	24.794	28.958
Total	75.700	73.723

Les montants minimums des contrats de location simple n'incluent pas les locations d'engins et d'éléments de transport qui sont loués pendant la durée des travaux qu'exécute le groupe, puisque les Administrateurs de la Société mère estiment qu'il n'y a pas d'engagements à long terme en ce qui concerne ces locations.

#### e) Coûts d'emprunt-

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'actifs qui requièrent nécessairement une période de temps substantielle pour être prêts à l'usage ou à la vente prévus, sont ajoutés au coût de ces actifs, jusqu'au moment où les actifs sont substantiellement préparés pour leur usage ou leur vente (Note 3.h). Les produits issus d'un investissement temporaire, de l'argent obtenu de prêts spécifiques qui n'a pas encore été investi en actifs qualifiés, sont déduits des coûts d'emprunt qui peut être incorporés dans le coût des actifs.

Les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en résultats de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

#### f) Monnaie étrangère-

La monnaie fonctionnelle de la Société mère est l'euro. Par conséquent, tous les soldes et transactions exprimés dans des monnaies différentes de l'euro sont considérés exprimés en monnaie étrangère.

Les opérations réalisées dans une monnaie différente de l'euro sont enregistrées en euros aux taux de change en vigueur au moment de la transaction. Durant l'exercice, les différences qui se produisent entre le taux de change comptabilisé et celui qui est en vigueur à la date du recouvrement ou du paiement sont enregistrées en charge ou au crédit des résultats, sauf dans les cas suivants :

- Écarts de change dérivés d'opérations de couverture ou « hedging » (Note 15).
- Écarts de change dérivés d'un passif en monnaie étrangère qui est traité en comptabilité comme une couverture pour l'investissement net de l'entreprise dans une entité étrangère.

Par ailleurs, la conversion des valeurs à revenu fixe, ainsi que les crédits et débits en monnaie autre que la monnaie fonctionnelle au 31 décembre de chaque année, est effectuée au taux de change de clôture. Les différences d'évaluation produites sont enregistrées en charge ou au crédit du poste « Écarts de change » du compte de résultat consolidé.

Les opérations réalisées en monnaie étrangère, dans lesquelles le Groupe ELECNOR a décidé de mitiger le risque du taux de change moyennant la contraction de dérivés financiers ou autres instruments de couverture, sont enregistrées selon les principes décrits à la Note 3.m. En général, les monnaies fonctionnelles des entités consolidées et associées sises à l'étranger coïncident avec leurs monnaies de représentation. De même, aucune des monnaies fonctionnelles des entités consolidées et associées établies à l'étranger ne correspond à des économies considérées hyper inflationnistes selon les critères établis à ce sujet par les Normes Internationales d'Information Financière, sauf dans le cas de Venezuela. À la clôture comptable des exercices 2014 et 2013, ces états financiers ont été ré-exprimés en termes de l'unité de mesure ayant cours aux 31 décembre 2014 et 2013. Les états financiers du Venezuela étaient élaborés en utilisant la méthode du coût historique et ont été ré-exprimés en appliquant un indice général des prix de 50 % (45,78 % en 2013). Au 31 décembre 2014, l'impact cumulé de cette réexpression dans les capitaux propres s'élève à environ 1.211 milliers d'euros (environ 5.298 milliers d'euros, au 31 décembre 2013). La contre-valeur en euros des actifs et passifs monétaires en monnaie différente de l'euro maintenus par le Groupe ELECNOR aux 31 décembre 2014 et 2013 répond au détail suivant :

·	Contre-valeur en milliers d'euros						
	201	2014					
Monnaie des soldes	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs			
Peso argentin	9.053	11.137	10.751	10.136			
Réal brésilien	666.760	508.431	652.203	479.250			
Dollar USA	171.074	241.235	182.510	271.603			
Dollar canadien	3.666	2.034	32.839	172.106			
Bolivar vénézuélien	9.960	6.689	83.843	30.226			
Peso chilien	29.698	15.092	32.033	20.167			
Peso mexicains	38.867	31.632	28.389	24.264			
Peso uruguayen	31.455	27.576	18.450	15.204			
Dirham marocain	5.803	2.636	415	363			
Dinar algérien	10.346	2.420	3.073	658			
Lempira hondurien	478	-	393	-			
Kwanza angolais	6.875	551	10.385	355			
Peso domilASain	1.804	29	3.066	1.359			
Livre sterling	7.488	6.029	5.920	4.914			
Dinar jordanien	1.415	28.632	-	-			
Dollar australien	20.036	16.282	-	-			
Autres	6.477	1.885	4.030	542			
Total	1.021.255	902.290	1.068.300	1.031.147			

Le détail des principaux soldes en monnaie étrangère, selon la nature des postes qui les intègrent, est le suivant :

	Contre-valeur en milliers d'euros			
	201	14	20	)13
Nature des soldes	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Investissements financiers à long terme (*)	559.669		549.809	-
Stocks	12.106		14.911	-
Débiteurs	367.727		366.999	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	81.753		136.581	-
Créditeurs		603.121	-	337.482
Dette financière (Note 14)		299.169	-	693.665
Total	1.021.255	902.290	1.068.300	1.031.147

<sup>(\*)</sup> Ils correspondent principalement aux actifs financiers pour concessions administratives (Note 11).

#### g) Impôt sur les bénéfices-

La charge pour l'Impôt sur les Sociétés espagnol et les impôts de nature similaire applicables aux sociétés étrangères consolidées sont comptabilisés sur le compte de résultat consolidé, sauf quand ils sont la conséquence d'une transaction dont les résultats sont enregistrés directement dans les capitaux propres, auquel cas, l'impôt correspondant est enregistré lui aussi dans les capitaux propres.

La comptabilisation de la charge pour impôt sur les sociétés est effectuée par la méthode du passif basé sur le bilan général. Cette méthode consiste à déterminer les impôts anticipés et différés en fonction des différences entre la valeur comptable des actifs et passifs et leur assiette fiscale, en utilisant les taux fiscaux que l'on estime objectivement être en vigueur quand les actifs et passifs seront réalisés (Notes 18 et 19).

Les impôts différés actifs et passifs générés par des débits et des versements directs sur les comptes de capitaux propres sont comptabilisés également au débit et au crédit des capitaux propres.

Les passifs pour impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables, sauf si la différence temporaire découle de la reconnaissance initiale du fonds de commerce dont l'amortissement n'est pas déductible aux effets fiscaux ou de la reconnaissance initiale (sauf dans un regroupement d'entreprises) d'autres actifs et passifs dans une opération qui n'affecte ni le résultat fiscal ni le résultat comptable.

Le Groupe ne reconnaît pas le passif d'impôt différé correspondant aux différences temporaires imposables associées aux investissements dans des subsidiaires ou à des participations dans des entités contrôlées conjointement, car il considère que si elles existent, il peut contrôler le moment de la réversion de la différence temporaire et qu'il est probable que celle-ci ne soit pas réversible dans un futur prévisible.

Groupe ELECNOR procède à la reconnaissance d'actifs pour impôts différés dès l'instant qu'il espère disposer de gains fiscaux futurs suffisants contre lesquels il puisse les rendre effectifs.

Par ailleurs, les déductions du montant pour éviter la double imposition et pour primes fiscales, et les bonifications de l'Impôt sur les Sociétés générées par des faits économique qui ont eu lieu dans l'exercice diminuent la charge produite par l'Impôt sur les Sociétés, sauf s'il existe des doutes à propos de leur réalisation.

Conformément aux IFRS, les impôts différés sont classés comme des actifs ou des passifs non courants même s'il est estimé que leur réalisation aura lieu dans les douze prochains mois.

La charge pour l'impôt sur les bénéfices représente la somme de la charge pour l'impôt sur les bénéfices de l'exercice et de la variation dans les actifs et passifs pour impôts différés comptabilisés qui ne sont pas enregistrés dans les capitaux propres (Notes 18 et 19).

À l'occasion de chaque clôture comptable, les impôts différés enregistrés (tant les actifs que les passifs) sont révisés afin de vérifier qu'ils restent en vigueur, en y effectuant les corrections opportunes en fonction des résultats des analyses réalisées.

#### h) Immobilisations corporelles-

Les biens compris dans les immobilisations corporelles, qui sont entièrement pour le propre usage, sont enregistrés à leur coût d'acquisition moins l'amortissement cumulé et tout perte reconnue pour dépréciation de valeur. Toutefois, avant le 1er janvier 2004, Groupe ELECNOR a actualisé la valeur de certains actifs des immobilisations corporelles en vertu de diverses dispositions légales à ce sujet. Groupe ELECNOR, conformément aux IFRS, a considéré le montant de ces revalorisations comme une part du coût de ces actifs parce qu'il entend qu'elles équivalaient à l'évolution des indices des prix.

Quant aux coûts encourus après la mise en marche du bien, il faut tenir compte des circonstances suivantes :

- Les coûts dérivés de la maintenance du bien, c'est-à-dire, les coûts de réparation et conservation sont portés directement en charge de l'exercice.
- Dans les substitutions d'éléments on enregistre comme actif le coût de l'élément incorporé et l'on élimine le coût du substitué.

Les coûts capitalisés incluent les charges financières relatives au financement externe, exigibles durant la période de construction sur des chantiers dont la période de construction dépasse un an. Le total des charges financières cumulées activées à la rubrique « Immobilisations corporelles nettes » de l'actif de l'état de situation financière consolidé dans l'exercice 2014 s'élève à 43.675 milliers d'euros (37.739 milliers d'euros dans l'exercice 2013).

Les travaux réalisés par le Groupe pour ses propres immobilisations, sont reflétés au coût cumulé qui résulte de l'addition des coûts externes et des coûts internes, déterminés en fonction des propres consommations de matériels d'entrepôt et des coûts de fabrication, déterminés selon les taux horaires d'absorption similaires à ceux utilisés pour évaluer les stocks. Durant l'exercice 2014, les montants enregistrés à ce titre s'élèvent à environ 61.282 milliers d'euros (166.694 milliers d'euros en 2013) et sont enregistrés à la rubrique « Autres produits opérationnelles » du compte de résultat consolidé, correspondant principalement à la construction de parcs éoliens et de lignes de transport d'énergie.

D'une manière générale, le Groupe ELECNOR amortit ses immobilisations corporelles en suivant la méthode linéaire, en distribuant le coût des actifs sur les années suivantes de vie utile estimée : Assissa da via utila movenne

	Années de vie utile r	noyennes estimées
	2014	2013
Constructions	33-50	33-50
Installations techniques et machines (*)	10-25	10-20
Outils	3 -10	3 -10
Mobilier et objets	3-10	3-10
Équipements pour le traitement de l'information	3-5	3-5
Éléments de transport	2-10	2-10
Autres immobilisations	3-10	3-10

(\*) Il inclut les machines et les installations liées aux projets éoliens, principalement des aérogénérateurs.

Dans le présent exercice, et compte tenu de l'expérience acquise depuis le début de l'exploitation des parcs éoliens du Groupe et de la maintenance adéquate de leurs éléments, les Administrateurs ont réalisé une nouvelle estimation de la vie utile de ses actifs éoliens en Espagne, basée sur une étude technique menée en interne, soit une augmentation de 5 ans de ladite vie utile. Conformément aux critères décrits dans cette même note, le Groupe Elecnor a appliqué de manière prospective cette nouvelle vie utile à compter du 1er janvier 2014 pour les sociétés Galicia Vento, S.L., Éolicas Páramo de Poza, S.A. et Aerogeneradores del Sur, S.A., soit une réduction de l'amortissement enregistré dans le présent exercice d'environ 3.942 milliers d'euros, 1.521 milliers d'euros et 1.788 milliers d'euros, respectivement.

Les Administrateurs de la Société mère considèrent que la valeur comptable des actifs ne dépasse pas leur valeur récupérable, en calculant celle-ci en fonction des flux de caisse futurs que génèrent ces actifs (Note 3.k).

Étant donné que le Groupe ELECNOR n'est pas tenu de faire face aux coûts significatifs relatifs à la clôture de ses installations, l'état de situation financière consolidé ci-joint n'inclut aucune provision à ce titre.

#### i) Autres actifs incorporels-

Ce sont des actifs non monétaires identifiables, sans apparence physique, qui surgissent comme conséquence d'une affaire juridique ou qui ont été développés par les sociétés du Groupe. Ils sont comptabilisés initialement à leur coût d'acquisition ou de production et ils seront évalués ensuite à leur coût moins, selon les cas, leur amortissement cumulé correspondant et les pertes de valeur qu'ils auront subies dès l'instant que l'obtention de bénéfices économiques sera probable et que leur coût pourra être mesuré avec fiabilité.

#### Actifs incorporels générés en interne

Les coûts d'activités de recherche sont comptabilisés comme charge dans la période dans laquelle ils sont engagés.

Les charges encourues dans le développement de divers projets sont enregistrées à l'actif, sous les conditions suivantes :

- Les coûts sont spécifiquement identifiés et contrôlés par projet et leur distribution dans le temps est nettement définie.
- Les Administrateurs peuvent prouver la manière selon laquelle le projet engendrera des bénéfices futurs.
- Le coût du développement de l'actif, qui inclut, le cas échéant, les coûts du personnel du Groupe ELECNOR dédié à ces projets, peut s'évaluer d'une manière fiable.

Les actifs incorporels générés en interne sont amortis linéairement tout au long de leur durée de vie utile.

Quand un actif incorporel généré en interne ne peut pas être reconnu, les coûts de développement sont comptabilisés comme une charge dans la période dans laquelle ils se produisent.

#### Actifs incorporels acquis séparément

Ils correspondent aux coûts encourus dans leur acquisition, en les amortissant linéairement au long de leur durée de vie utile estimée, qui est normalement de cinq ans.

#### j) Concessions administratives-

Le Groupe considère que les éléments correspondant aux concessions administratives qu'il maintient ne peuvent pas être comptabilisés comme des immobilisations corporelles puisque les contrats ne lui donnent pas le droit de les utiliser mais d'y avoir accès pour fournir un service public au nom du concédant.

Puisque, d'après ces contrats, le Groupe prête divers services (construction, maintenance et service d'opération), les produits sont comptabilisés d'après la juste valeur de chaque service prêté.

#### Services de construction

Le montant reçu ou à recevoir pour la construction des infrastructures à exploiter est enregistré à sa juste valeur.

Ce montant sera comptabilisé comme un actif financier si la concessionnaire a un droit contractuel inconditionnel à recevoir ces montants de la part du concédant, c'est-à-dire, indépendamment de l'utilisation du service public dont il s'agit par ses usagers. Par contre, il sera comptabilisé comme un actif incorporel si la réception de ces montants est soumise au risque de demande du service.

Ces actifs, après leur reconnaissance initiale, seront comptabilisés conformément à ce qui est expliqué pour chaque type d'actif dans les normes d'évaluation correspondantes (Notes 3.i et 3.m).

#### Services de maintenance et opération

Ils seront comptabilisés selon ce qui est expliqué à la Note 3.c.

#### k) Dépréciation de la valeur des actifs-

À la clôture de chaque exercice (pour le cas du Fonds de Commerce ou des actifs incorporels à durée de vie indéfinie) ou dès l'instant qu'il existe des indices de perte de valeur (pour les autres actifs), le Groupe ELECNOR estime, par ledit « Test de dépréciation », l'existence possible de pertes de valeur qui réduisent la valeur récupérable de ces actifs à un montant inférieur à celui de leur valeur comptable. Si l'actif ne génère pas de flux monétaire récupérable indépendant d'autres actifs, le Groupe ELECNOR calcule le montant récupérable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient (Note 7).

Lorsque le montant récupérable est inférieur à la valeur nette de l'actif sur les livres, la perte correspondante pour dépréciation est enregistrée en charge de la rubrique « Amortissements et provisions » du compte de résultat consolidé. Les pertes de valeur comptabilisées dans un actif dans des exercices antérieurs sont reversées en crédit de cette rubrique quand se produit une variation dans les estimations de leur montant récupérable en augmentant la valeur de l'actif, dans les limites de la valeur comptable que l'actif aurait eue si l'assainissement n'avait pas été réalisé, sauf dans le cas d'assainissement du fonds de commerce, qui n'est pas réversible.

#### I) Stocks-

Cette rubrique de l'état de situation financière consolidé reprend les actifs que Groupe ELECNOR :

- Maintient pour leur vente dans le cours ordinaire de son activité ;
- A en cours de production, de construction ou de développement dans ce but sauf en ce qui concerne les travaux en cours, pour lesquels la reconnaissance de produits est réalisée comme indiqué à la Note 3.c ; ou
- Prévoit de les consommer dans le processus de production ou dans la prestation de services.

Les stocks sont évalués à la plus petite des deux valeurs suivantes : leur coût et leur valeur nette réalisable. Le coût inclut toutes les charges dérivées de leur acquisition et de leur transformation, y compris celles encourues pour les placer dans leurs conditions et leur emplacement actuels.

Si les stocks sont des produits qui ne sont pas normalement interchangeables entre eux, leur coût est établi spécifiquement, tandis que pour le reste on utilise la méthode du coût moyen pondéré.

La valeur nette réalisable est le prix estimé de vente moins les coûts estimés pour achever leur production et ceux nécessaires pour effectuer la vente.

La composition de la rubrique « Stocks » du groupe ELECNOR pour les exercices 2014 et 2013 est la suivante :

	Milliers d'euros		
	31/12/2014	31/12/2013	
Matières premières et autres approvisionnements	5.028	7.224	
Stocks commerciaux	169	219	
Produits semi-finis et finis	6.425	4.300	
Acomptes versés aux fournisseurs	32.469	24.585	
	44.091	36.328	

#### m) Instruments financiers-

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés quand le Groupe devient la partie obligée selon les clauses contractuelles de l'instrument

Vu la nature des instruments financiers du groupe, les Administrateurs de la Société mère considèrent que leur montant comptable, qui est ajusté si une dépréciation est détectée, est une approximation valable de leur juste valeur.

#### Actifs financiers

Les actifs financiers sont enregistrés initialement à leur juste valeur plus les coûts inhérents à l'opération lorsque l'actif n'est pas reconnu comme un actif financier négociable.

Le Groupe ELECNOR classe ses actifs financiers, courants ou non courants, dans les catégories suivantes :

- Prêts et comptes à recouvrer générés par la propre entreprise. Ce sont ceux dont le montant est fixe ou déterminé et générés par les sociétés en échange de la fourniture d'argent, de biens ou de services directement à un créancier. Les actifs inclus dans cette catégorie sont évalués à leur « coût amorti ».
- · Actifs financiers disponibles à la vente. Ce sont tous les instruments financiers non dérivés qui ne remplissent pas les conditions requises pour être inclus dans une autre catégorie d'instruments financiers et dont la quasi-totalité correspond à des investissements financiers en capital. Ces investissements figurent également dans l'état de situation financière consolidé à leur juste valeur. Sauf les pertes de valeur, les variations de cette valeur de marché sont enregistrées, en charge ou au crédit de la rubrique « Autres éléments du résultat global » et se cumulent dans la rubrique « Ajustements dans les capitaux propres pour évaluation » des capitaux propres consolidés, jusqu'au moment où se produit la cession de ces investissements, où le montant cumulé dans cette rubrique relative à ces investissements est imputé intégralement au compte de résultat consolidé.

La Direction du Groupe ELECNOR détermine la classification la plus appropriée à chaque actif au moment de son acquisition. Groupe ELECNOR retire un actif financier de son état de situation financière quand les droits contractuels à percevoir un « cash flow » pour cet actif ont expiré ou si cet actif est vendu ou transmis à une autre société, en transférant de manière substantielle tous les risques et avantages qui lui sont associés.

#### Catégorie d'instruments financiers à juste valeur

Nous donnons ci-après une analyse des instruments financiers qui sont évalués aux 31 décembre 2014 et 2013 à la juste valeur après leur reconnaissance initiale, regroupés par niveau du 1 au 3, selon le système de calcul de la juste valeur :

- Niveau 1 : leur juste valeur est obtenue par l'observation directe de leur cours sur des marchés actifs pour des actifs et passifs identiques.
- Niveau 2 : leur juste valeur est déterminée par l'observation sur le marché d'inputs différents des prix inclus dans la catégorie 1, qui sont observés pour les actifs et passifs, soit directement (prix) ou indirectement (c'est-à-dire, obtenus des prix).
- Niveau 3 : leur juste valeur est déterminée par des techniques d'évaluation qui incluent des inputs pour les actifs et passifs non observés directement sur les marchés.

		Juste valeur au 3	1 décembre 2014	1
		Milliers	d'euros	
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers non courants				
Instruments financiers dérivés (Notes 11 et 15)	-	3.415	-	3.415
Participations nettes en capital (Note 11)	-	-	6.009	6.009
Actifs financiers courants				
Instruments financiers dérivés (Note 15)	-	-	-	
Passif non courant				
Instruments financiers dérivés (Note 15)	-	(40.252)	-	(40.252
Passif courant				
Instruments financiers dérivés (Note 15)	-	(4.188)	-	(4.188)
	-	(41.025)	6.009	(35.016)

		Juste valeur au 3	1 décembre 2013	3
		Milliers	d'euros	
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers non courants				
Instruments financiers dérivés (Notes 11 et 15)	-	528	-	528
Participations nettes en capital (Note 11)	-	-	3.772	3.772
Actifs financiers courants				
Instruments financiers dérivés (Note 15)	-	11	-	11
Passif non courant				
Instruments financiers dérivés (Note 15)	-	(21.865)	-	(21.865)
Passif courant				
Instruments financiers dérivés (Note 15)	-	(4.335)	-	(4.335)
	-	(25.661)	3.772	(21.889)

#### Dépréciation d'actifs financiers

Les actifs financiers sont analysés par la Direction du Groupe ELECNOR afin de vérifier s'il existe un indicateur objectif de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements survenus postérieurement à la reconnaissance initiale de l'actif, et si cet événement ayant causé la perte a un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif ou du groupe d'actifs financiers.

Le Groupe ELECNOR considère comme indicateurs objectifs de la dépréciation de ses actifs financiers, entre autres, les suivants :

- La difficulté financière de l'émetteur ou de la contrepartie significative ;
- Le défaut ou retard dans le paiement ;
- La probabilité que le prestataire entre en banqueroute ou en réorganisation financière.

#### Trésorerie et autres moyens de trésorerie

Sous cette rubrique de l'état de situation financière consolidé est enregistré l'argent en caisse, les dépôts à vue et autres investissements à court terme de haute liquidité qui sont rapidement réalisables à la caisse et dont la valeur ne présente pas de risque de changements.

#### Passifs financiers

Les passifs financiers sont classés comme des instruments financiers dérivés, des opérations de couverture et autres passifs financiers.

#### Instruments financiers dérivés et opérations de couverture

Les activités du Groupe sont exposées principalement aux risques financiers dérivés des variations de taux de change et des taux d'intérêt. Pour couvrir ces risques, Groupe ELECNOR utilise des assurances de change, « cross currency swaps » et des contrats de swap sur des taux d'intérêt aux fins de couverture.

Les dérivés financiers sont enregistrés initialement dans l'état de situation financière consolidé à leur juste valeur plus, s'il y en a et dans le cas de ceux qui accomplissent les critères de la comptabilité de couverture, les coûts de transaction qui sont directement attribuables au contrat de ces derniers, ou moins, s'il y en a, les coûts de transaction qui sont directement attribuables à l'émission de ces derniers, les ajustements de la valeur nécessaires étant intégrés par la suite afin de refléter leur valeur de marché à tout moment. Les bénéfices ou les pertes de ces fluctuations sont enregistrés sur le compte de résultat consolidé sauf si le dérivé a été désigné comme instrument de couverture et que celui-ci est hautement effectif, auquel cas il est comptabilisé de la manière suivante :

- Dans les couvertures de flux de caisse, s'il y en a, les changements dans la valeur de marché des instruments financiers dérivés de couverture sont enregistrés, dans la part dans laquelle ces couvertures ne sont pas effectives, sur le compte de résultat consolidé, en enregistrant la part effective à la rubrique « Ajustements dans les capitaux propres pour évaluation » de l'état de situation financière consolidé. La perte ou le gain cumulé à cette rubrique est transféré au compte de résultat consolidé à mesure que l'élément couvert affecte le compte de résultat ou dans l'exercice dans lequel a lieu la cession.
- Le Groupe ELECNOR réalise périodiquement un test de rendement de ses couvertures, élaboré de manière prospective et rétrospective. Toute opération de couverture est présentée en vue de son approbation au Conseil d'Administration de la Société du Groupe correspondante et elle est documentée et signée par le Directeur Financier correspondant en suivant les conditions établies par l'IFRS 39. Au début de la couverture le Groupe désigne et documente formellement les opérations de couverture, ainsi que l'objectif et la stratégie qu'il assume par rapport à ces dernières. La comptabilisation des opérations de couverture n'est applicable que lorsqu'il est prévu que la couverture sera hautement efficace dès le début de la couverture et pendant les exercices suivants afin de compenser les changements dans la juste valeur ou dans les flux de trésorerie attribuables au risque couvert, pendant la période pour laquelle cette couverture a été désignée (analyse prospective) et lorsque l'efficacité réelle se situera dans une fourchette de 80-125 % (analyse rétrospective) et pourra être déterminée avec fiabilité.
- De la même façon, dans les couvertures des flux de trésorerie des transactions prévues, le Groupe évalue si ces transactions sont hautement probables ou si elles présentent une exposition aux variations des flux de trésorerie qui pourraient finalement avoir un impact sur le résultat de l'exercice.
- Au moment de la discontinuité de la couverture, la perte ou le gain cumulés à cette date à la rubrique « Ajustements dans les capitaux propres pour évaluation » sont maintenus à cette rubrique jusqu'à ce que soit réalisée l'opération couverte, moment où le bénéfice ou la perte de cette opération seront ajustés. Si l'on n'attend pas que l'opération couverte se produise, la perte ou le gain reconnu à cette rubrique sera imputé au compte de résultat.

Les dérivés implicites dans d'autres instruments financiers, le cas échéant, sont comptabilisés séparément quand leurs caractéristiques et risques ne sont pas étroitement liés aux instruments financiers dans lesquels ils sont implicites et à condition que l'ensemble ne soit pas comptabilisé à la valeur de marché, les variations de valeur étant enregistrées en charge ou au crédit du compte de résultat consolidé.

#### Autres passifs financiers

Ils comprennent les prêts, obligations et similaires et sont enregistrés initialement à leur juste valeur, nette des coûts directs d'émission, et ils sont enregistrés ensuite par la méthode du coût amorti en employant pour cela le taux d'intérêt effectif.

#### n) Actions propres en portefeuille-

Les actions propres en portefeuille du Groupe ELECNOR à la clôture de l'exercice sont enregistrées à leur coût d'acquisition et sont enregistrées en diminution de la rubrique « Capitaux propres - Autres réserves » de l'état de situation financière consolidé, pour un montant de 22.264 milliers d'euros, environ (22.421 milliers d'euros au 31 décembre 2013). Au 31 décembre 2014 elles représentaient 2,84 % (2,86 % au 31 décembre 2013) du capital émis à cette date (Note 13).

Les bénéfices et pertes obtenus par Groupe ELECNOR dans la cession de ces actions propres sont enregistrés également à la rubrique « Capitaux propres - Autres réserves » de l'état de situation financière consolidé ci-joint.

#### o) Provisions-

La politique du Groupe est celle de constituer des provisions pour le montant estimé nécessaire pour faire face efficacement aux responsabilités, légales ou implicites, probables ou certaines, issues de contingences, de litiges en cours ou d'obligations, qui surgissent comme résultat d'événements passés, à condition que soit probable le fait de se défaire de ressources et qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de leur montant. Leur dotation est effectuée à la naissance de la responsabilité ou de l'obligation (Note 16) en charge de la rubrique du compte de résultat correspondante selon la nature de l'obligation pour la valeur présente de la provision quand l'effet de l'actualisation de l'obligation est significatif.

Par ailleurs, les passifs contingents ne sont pas comptabilisés s'ils correspondent à des obligations possibles (qui dépendent du fait que se produisent ou non des événements futurs incertains) ou à des obligations présentes qui ne remplissent pas la condition de reconnaissance de provision (parce qu'elles ne sont pas probables ou parce que leur montant ne peut être quantifié avec fiabilité (Note 16)).

#### p) Indemnités de licenciement-

Les indemnités de licenciement sont comptabilisées à la date antérieure entre celle où le Groupe ne peut plus retirer son offre et celle où sont comptabilisés les coûts d'une restructuration que représente le versement d'indemnités de licenciement.

Dans le cas des indemnités de licenciement découlant de la décision des employés d'accepter une offre, il est considéré que le Groupe ne peut plus retirer son offre à la date antérieure entre celle où le Groupe ne peut plus retirer son offre et celle où prend effet une restriction sur la capacité du Groupe à retirer son offre.

Dans le cas des indemnités de licenciement involontaire, il est considéré que le Groupe ne peut plus retirer son offre quand il a communiqué le plan aux employés concernés ou aux représentants syndicaux, et les actions nécessaires afin de le compléter indiquent qu'il est improbable qu'il se produise des changements significatifs dans ce plan, et quand le nombre d'employés qui vont être licenciés a été identifié, ainsi que la catégorie de l'emploi ou des fonctions et le lieu de travail et la date de licenciement prévue, le Groupe établissant alors les indemnités de licenciements que les employés vont percevoir, avec suffisamment de détails afin que les employés puissent déterminer le type et le montant des rétributions qu'ils recevront au moment du licenciement. Dans les comptes annuels consolidés cijoints une provision de caractère significatif a été enregistrée à ce titre pour un montant de 4.162 milliers d'euros (4.136 milliers d'euros en 2013).

#### q) Subventions officielles-

Les subventions de capital non remboursables accordées par des organismes officiels sont enregistrées au moment de leur concession pour le montant accordé à la rubrique « Passif non courant - Subventions » de l'état de situation financière et sont imputées aux résultats de chaque exercice proportionnellement à la dépréciation comptable expérimentée dans la période par les actifs subventionnés.

Au 31 décembre 2014, le Groupe ELECNOR a reçu des subventions de capital pour un montant de 14,5 millions d'euros (11,6 millions d'euros en 2013), non encore imputées aux résultats. Ces subventions correspondent à des aides accordées par le Gouvernement de Castille-Léon à la société dépendante Deimos Imaging, S.L. en ce qui concerne un projet de construction d'un satellite qui est achevé, et à une subvention accordée par le Ministère de l'Industrie, du Tourisme et du Commerce à la société dépendante Deimos Castilla La Mancha, S.L. pour développer un centre pour la spécification, la conception, le développement, l'intégration, la vérification et l'exploitation de systèmes spatiaux d'observation de la Terre, ayant la capacité suffisante de créer des satellites d'observation, ainsi que d'autres coûts associés à la construction d'un satellite d'observation de la Terre. Le montant des subventions officielles de capital imputé au résultat dans l'exercice 2014 a été de 451 milliers d'euros environ (1.227 milliers d'euros en 2013).

Les subventions à l'exploitation sont imputées aux résultats dans l'exercice dans lequel se produisent les charges subventionnées correspondantes. La rubrique « Autres produits opérationnelles » des comptes de résultats consolidés correspondant aux exercices 2014 et 2013 inclut respectivement à ce titre des montants d'environ 3.064 et 2.835 milliers d'euros, respectivement. La plupart des subventions d'exploitation reçues par le Groupe ELECNOR dans l'exercice 2014 se rapportent aux coûts supportés par Deimos Space, S.L.U. et ses filiales dans le développement de leurs activités.

#### r) Instruments de capital-

Les instruments de capital émis par les sociétés du Groupe ELECNOR sont enregistrés dans les capitaux propres, pour le montant reçu, net des coûts directs d'émission.

#### s) État des changements dans les capitaux propres-

Les normes applicables établissent que certaines catégories d'actifs et de passifs soient enregistrées à leur juste valeur avec une contrepartie dans les capitaux propres. Ces contreparties, dénommées « Ajustements en capitaux propres pour évaluation », sont incluses dans les capitaux propres du Groupe, nettes de leur effet fiscal, qui a été enregistré, selon les cas, comme impôts différés d'actif ou passif. Dans cet état sont présentées les variations qui se sont produites dans l'exercice dans les « Ajustements dans les capitaux propres pour évaluation » détaillés par concept, plus les résultats générés dans l'exercice plus/moins, selon les cas, les ajustements effectués pour changements des critères comptables ou pour erreurs d'exercices antérieurs. Il inclut également les variations dans le capital et les réserves expérimentées dans l'exercice.

#### t) État des flux de trésorerie consolidé-

Dans l'état des flux de trésorerie consolidés, préparé selon la méthode indirecte, on a utilisé les expressions suivantes, dans le sens indiqué :

- Flux de trésorerie. entrées et sorties d'argent liquide et de ses équivalents, ceux-ci étant entendus comme les investissements à court terme de grande liquidité et sans risque significatif d'altération de leur valeur.
- · Activités d'exploitation. Activités typiques des entités qui forment Groupe ELECNOR, et autres activités qui ne peuvent pas être qualifiées d'investissement ou de financement.
- · Activités d'investissement. Celles d'acquisition, cession ou disposition par d'autres moyens d'actifs à long terme et autres investissements non inclus dans la trésorerie et ses équivalents.
- · Activités de financement. Activités qui produisent des changements dans la taille et la composition des capitaux propres et des passifs qui ne font pas partie des activités d'exploitation.

#### u) Bénéfices par action-

Le bénéfice de base par action est calculé comme le quotient de la division du bénéfice net de la période attribuable à ELECNOR par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant cette période, sans inclure le nombre moyen d'actions d'ELECNOR en

De son côté, le bénéfice par action dilué est calculé comme le quotient de la division du résultat net de la période attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant la période, ajusté par la moyenne pondérée des actions ordinaires qui seraient émises si toutes les actions ordinaires potentielles étaient converties en actions ordinaires de la société. Aux 31 décembre 2014 et 2013, le bénéfice de base par action coïncide avec le dilué, puisqu'il n'y a pas eu d'actions potentielles en circulation durant cet exercice.

#### v) Dividende-

L'acompte sur dividende approuvé par le Conseil d'Administration durant l'exercice 2014 est diminué des fonds propres du Groupe ELECNOR (Note 5). Cependant, le dividende complémentaire proposé par le Conseil d'Administration d'ELECNOR à son Assemblée Générale d'actionnaires n'est pas déduit des fonds propres tant que celle-ci ne l'a pas approuvé.

## 4. Politique de gestion des risques financiers

ELECNOR est exposée à certains risques financiers qu'elle gère moyennant le regroupement de systèmes d'identification, mesure, limitation de concentration et supervision. La gestion et la limitation des risques financiers s'effectuent de manière coordonnée entre la Direction Corporative et les différentes Unités d'Activité et Filiales qui composent le Groupe. Les opérations relatives à la gestion des risques financiers sont approuvées au plus haut niveau de décision et conformément aux normes, aux politiques et aux procédures établies.

#### a) Risque de marché (principalement pour risque de taux de change, taux d'intérêt et autres risques de prix)-Risque de taux de change-

Le risque de marché concernant le taux de change est la conséquence des opérations que mène le Groupe sur les marchés internationaux dans le cours de ses opérations. Une part des produits et charges d'approvisionnements est exprimée en monnaies distinctes de l'euro. C'est pourquoi pourrait exister le risque que les fluctuations dans les taux de change de ces monnaies par rapport à l'euro puissent affecter les bénéfices du Groupe (Note 3.f).

RAPPORT

Pour gérer et minimiser ce risque ELECNOR utilise des stratégies de couverture, puisque l'objectif est de générer des bénéfices uniquement à travers le développement des activités ordinaires qu'elle mène et non pas à travers la spéculation sur les fluctuations du taux

Les instruments utilisés pour obtenir cette couverture sont essentiellement l'endettement référencé à la devise de recouvrement du contrat, les assurances de change et les opérations de swap au moyen desquels ELECNOR et l'entité financière échangent les courants d'un prêt exprimé en euros pour les courants d'un autre prêt exprimé dans autre devise, ainsi que l'utilisation de « panier de monnaies » pour couvrir des financements mixtes indexés à différentes devises.

La principale devise face à l'euro dans laquelle la Société a opéré dans les exercices 2014 et 2013 est le réal brésilien, et la sensibilité est la suivante:

		Milliers d'euros	
		Effet sur le	Effet sur
	Augmentation/baisse	résultat avant	les capitaux
Exercice	du taux de change	impôts	propres avant impôts
	5 %	(2.236)	(1.565)
2014	-5 %	2.472	1.730
		Milliers d'euros	
		Effet sur le	Effet sur
	Augmentation/baisse	résultat avant	les capitaux
Exercice	du taux de change	impôts	propres avant impôts
	5 %	(1.675)	(1.172)
2013	-5 %	1.851	1.296

#### Risque de taux d'intérêt-

Les variations dans les taux d'intérêt modifient la juste valeur des actifs et passifs qui produisent un intérêt à taux fixe ainsi que les flux futurs des actifs et passifs référencés à un taux d'intérêt variable. ELECNOR bénéficie d'un financement externe pour la réalisation de ses opérations, en rapport essentiellement avec la promotion, la construction et l'exploitation des parcs éoliens, des projets thermo-solaires et des concessions d'infrastructures électriques, et qui sont réalisés sous la modalité de « Project financing ». Ce type de contrats requiert que soient clos contractuellement les Risques d'Intérêt moyennant des contrats d'instrument de couverture de taux.

Tant pour les financements de type Project Financing, que pour les financements corporatifs, l'endettement est établi contractuellement à un taux variable, en utilisant, s'il y a lieu, des instruments de couverture pour minimiser le risque d'intérêt du financement. Les instruments de couverture qui sont spécifiquement assignés à des instruments de dette et qui ont au maximum les mêmes montants nominaux et les même dates d'échéance que les éléments couverts, sont essentiellement des « swaps » des taux d'intérêts, dont la finalité est d'avoir un taux d'intérêt fixe pour les financements concertés à l'origine à des taux d'intérêt variables. Quoi qu'il en soit, les couvertures de taux d'intérêt sont contractées selon un critère d'efficience comptable.

La sensibilité de la dette du Groupe Elecnor face aux fluctuations du taux d'intérêt, en considérant les instruments de couverture existants (Notes 14 et 15), est la suivante

	Milliers d'euros		
Augmentation/baisse	Effet sur les	Effet sur	-
du taux d'intérêt	capitaux propres	le résultat	
(points de base)	(avant impôts)	(avant impôts)	
+50	1.922	(2.745)	-
-50	(1.922)	2.745	

	Milliers d'euros		
Augmentation/baisse	Effet sur les	Effet sur	
du taux d'intérêt	capitaux propres	le résultat	
(points de base)	(avant impôts)	(avant impôts)	
+50	1.859	(2.655)	
-50	(1.859)	2.655	

#### b) Autres risques de prix-

De même, le Groupe est exposé au risque que ses flux de caisse et ses résultats soient affectés, entre autres, par l'évolution du prix de l'énergie. Dans ce sens. Pour gérer et minimiser ce risque, le Groupe utilise ponctuellement des stratégies de couverture (Note 15).

#### c) Risque de liquidité-

Le risque de liquidité est mitigé par la politique consistant à maintenir la trésorerie et les instruments hautement liquides et non spéculatifs à court terme, comme l'acquisition temporaire de Bons du Trésor avec condition de rachat non optionnel et impositions en dollars à très court terme à travers des entités de crédit de premier ordre afin de pouvoir honorer ses engagements futurs, ainsi que les contrats de facilités de crédit engagées pour un montant suffisant pour supporter les besoins prévus. Dans ce sens, le Groupe dispose à la clôture 2014 de facilités de crédit engagées non utilisées qui représentent un montant de 269.890 milliers d'euros environ (313.784 milliers d'euros, environ, à la clôture 2013) (Note 14).

#### d) Risque de crédit-

Le principal Risque de Crédit est attribuable à des comptes à recouvrer pour des opérations commerciales, dans la mesure où une contrepartie ou un client n'honore pas ses engagements contractuels. Pour mitiger ce risque, on opère avec des clients présentant un historique de crédit approprié ; en outre, vu l'activité et les secteurs dans lesquels opère la groupe, Elecnor dispose de clients de haute qualité de crédit. Toutefois, dans des ventes internationales à des clients non récurrents, on utilise des mécanismes tels que la lettre de crédit irrévocable et couverture de polices d'assurance pour garantir le recouvrement. Une analyse de la solvabilité financière du client est par ailleurs réalisée et des conditions spécifiques sont incluses dans le contrat afin de garantir le recouvrement.

Dans le cas des parcs éoliens, l'énergie produite, selon le cadre règlementaire électrique en vigueur, est vendue sur le Marché Ibérique d'Électricité (MIBEL), en recouvrant les produits de l'opérateur du marché OMIE, avec un système de garantie de paiements et de la Commission nationale des marchés et de la concurrence (CNMC), entité régulatrice des marchés énergétiques d'Espagne, dépendant du Ministère de l'Industrie. Pour leur part, Ventos do Sul Energía, S.A., Parques Eólicos Palmares, S.A., Ventos da Lagoa, S.A., Ventos do Litoral Energía, S.A. et Ventos dos Indios Energía, S.A. (Brésil) ont signé des contrats de vente de l'énergie électrique qu'elles produisent pour une période de 20 ans par le biais de contrats à long terme conclus avec les compagnies de distribution électrique brésiliennes correspondantes, de même que les sociétés brésiliennes concessionnaires d'infrastructures électriques ont des accords de distribution d'énergie avec des clients de haute qualification, ce qui, avec les restrictions imposées par le propre système de transmission, écarte la possibilité d'insolvabilité.

Dans une conjoncture économique comme l'actuelle, ce risque est marqué comme un risque prépondérant sur le reste des risques financiers. Dans cette situation, Elecnor continue de prendre toutes les mesures possibles pour le mitiger et procède à des analyses périodiques de son exposition au risque de crédit, en dotant les provisions correspondantes (Note 3.k).

Quant au risque régulateur et, en particulier, celui qui est lié aux énergies renouvelables, Elecnor mène un suivi détaillé afin de recueillir de façon adéquate son impact dans le compte de résultat.

## 5. Distribution du résultat

Le Conseil d'Administration d'ELECNOR, S.A. (Société mère du Groupe ELECNOR) proposera à sa réunion du mois de mars, comme dans les exercices antérieurs, la distribution du résultat de l'exercice 2014, en établissant donc alors la part de ce dernier qui sera destinée au dividende complémentaire et aux réserves libres.

Dans ce sens, le Conseil d'Administration de la Société mère a approuvé à sa réunion du 19 novembre 2014 la distribution d'un acompte sur dividende de l'exercice 2014 pour un montant de 4.193 milliers d'euros, environ, lequel a été enregistré en diminuant les capitaux propres à la rubrique « Acompte sur dividende de l'exercice » du passif de l'état de situation financière consolidé ci-joint, qui a été versé le 14 janvier 2015.

Lors de l'Assemblée Générale du 21 mai 2014, un dividende complémentaire a été distribué pour un montant de 16.147 milliers d'euros, correspondant à un dividende par action de 0,1856 euros et compte tenu de l'acompte sur dividende de l'exercice 2013 versé en janvier 2014 pour un montant de 4.193 milliers d'euros.

L'état comptable prévu de la Société mère dressé conformément aux exigences légales (article 277 du Texte Remanié de la Loi des Sociétés de Capital), qui met en évidence l'existence d'une liquidité suffisante pour distribuer le dividende, a été le suivant :

#### SITUATION DU CIRCULANT AU 31 OCTOBRE 2014

(À l'exclusion des Stocks et Comptes de régularisation)

Valeurs réalisables-	
Clients	621.175
Autres comptes	118.064
	739.239
Dettes à court terme	235.326
Fournisseurs	117.527
Prêts à court terme	126.503
Autres comptes	
	479.356
Total circulant	259.883
Trésorerie au 31/10/2014	
Comptes de caisse/banques (y compris monnaie étrangère)	33.163
Total trésorerie	33.163
Acompte sur dividende brut proposé-	
(0,0482 euros pour 87.000.000 actions)	4.193
% sur le bénéfice net à cette date	37,15 %
% sur le solde circulant + trésorerie	1,43 %

Milliers d'euros

### 6. Information par segment

L'IAS 8 requiert que les segments opérationnels soient identifiés d'après l'information que la gérance de l'entité utilise pour prendre des décisions au sujet de questions concernant les opérations. Dans ce sens, les Administrateurs de la Société mère considèrent que les segments dont ils doivent donner l'information parce qu'ils constituent la base sur laquelle le Groupe prend ses décisions pour assigner des ressources et dont les résultats d'opération sont révisés régulièrement par la première autorité pour évaluer leur rendement, sont le Marché Intérieur et le Marché Extérieur. Par ailleurs, sur chacun de ces marchés sont obtenus des produits correspondant aux différentes activités que mène le Groupe.

#### a) Information sur les segments d'activité-

Les actifs et passifs d'usage général, ainsi que les résultats générés par eux n'ont pas fait l'objet d'une assignation aux autres segments. De même, les postes de conciliation qui surgissent de la comparaison du résultat de l'intégration des états financiers des différents segments d'opération (qui sont dressés selon des critères de gestion) avec les états financiers consolidés du Groupe ELECNOR n'ont pas fait non plus l'objet d'une assignation. Dans l'information donnée ci-après ces éléments apparaissent sous la rubrique de « Corporatifs ». L'information relative aux segments d'opération est détaillée ci-après :

a) La distribution par segment du montant net du chiffre d'affaires consolidé pour les exercices clos aux 31 décembre 2014 et 2013 est la suivante :

Segment Marché intérieur	Millie	rs d'euros
	2014	2013
	794.539	818.004
Marché extérieur	929.189	1.046.170
Montant net du chiffre d'affaires	1.723.728	1.864.174

b) Le détail par segment des apports aux résultats après impôts pour les exercices clos aux 31 décembre 2014 et 2013 est le suivant :

	Milliers	d'euros
Segment	2014	2013
Marché intérieur (**)	42.589	36.354
Marché extérieur (**)	85.076	92.329
Corporatif (*)	(69.122)	(75.394)
Résultat de l'exercice attribuable à la Société mère	58.543	53.289

<sup>(\*)</sup> Il inclut essentiellement les « Charges et produits financiers », « Dépréciation et résultat pour cession d'instruments financiers », « Écarts de change », « Variation de la juste valeur des instruments financiers » et « Impôts sur le résultat ».
(\*\*) Il inclut pertes dans des sociétés comptabilisées par la méthode de la mise en équivalence d'un montant de 18.321 milliers d'euros dans l'exercice 2014 (pertes d'un

montant de 17.602 milliers d'euros dans l'exercice 2013).

(\*\*\*) Il inclut bénéfices dans des sociétés comptabilisées par la méthode de la mise en équivalence d'un montant de 535 milliers d'euros dans l'exercice 2014 (bénéfices d'un montant de 1.809 milliers d'euros dans l'exercice 2013).

### c) Le détail des actifs et passifs par segment aux 31 décembre 2014 et 2013 est le suivant :

**RAPPORT** 

Exercice 2014		Milliers	d'euros	
	Marché	Marché		Total au
	intérieur	extérieur	Corporatifs	31/12/2014
Actif-			•	
Immobilisations corporelles	345.802	852.007	10.340	1.208.149
Actifs incorporels	83.916	11.764	2.077	97.757
Impôts différés actifs	30.559	28.464	19.232	78.255
Stocks	22.041	21.563	486	44.091
Créances	433.920	597.148	-	1.031.068
Investissements comptabilisés par la				
méthode de la mise en équivalence	5.591	69.668	-	75.259
Actifs financiers non courants	17.203	623.788	90.328	731.319
Actifs non courants détenus en vue de la vente	2.405	20	1.780	4.204
Autres actifs (*)	69.862	138.264	58.302	266.428
Total actif	1.011.299	2.342.686	182.545	3.536.530
Passif et capitaux propres-				
Dette financière non courante	483.155	738.459	-	1.221.614
Provisions pour risques et charges	462	12.915	-	13.377
Produits différés et subventions	19.038	2.430	-	21.468
Autres passifs non courants	16.688	2.886	-	19.574
Impôts différés passifs	23.417	31.343	3.812	58.572
Dette financière courante	59.871	134.892	101.048	295.811
Dettes non financières courantes	360.585	722.390	13.404	1.096.379
Autres passifs et capitaux propres (**)	233.548	151.050	425.137	809.735
Total Passif	1.196.764	1.796.365	543.401	3.536.530

<sup>(\*)</sup> Il inclut essentiellement la rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie ».". (\*\*) Il inclut, principalement, les capitaux propres du Groupe.

Total Passif	1.069.297	1.782.693	546.637	3.398.627		
Autres passifs et capitaux propres (**)	45.788	71.043	415.654	532.485		
Dettes non financières courantes	432.917	875.545	21.941	1.330.403		
Dette financière courante	57.448	163.088	95.052	315.588		
Impôts différés passifs	24.797	22.841	13.990	61.628		
Autres passifs non courants	8.523	10.931	-	19.454		
Produits différés et subventions	7.309	11.929	-	19.238		
Provisions pour risques et charges	1.419	21.529	-	22.948		
Passif et capitaux propres- Dette financière non courante	491.096	605.787	-	1.096.883		
D 11						
Total actif	1.010.184	2.199.650	188.793	3.398.627		
Autres actifs (*)	78.057	141.489	29.128	248.674		
Actifs non courants détenus en vue de la vente	2.532	58	1.780	4.370		
Actifs financiers non courants	19.177	554.160	123.808	697.145		
méthode de la mise en équivalence	22.178	70.197	-	92.375		
Investissements comptabilisés par la						
Créances	432.742	616.792	-	1.049.534		
Stocks	16.235	20.093	-	36.328		
Impôts différés actifs	23.919	29.173	21.175	74.267		
Actifs incorporels	88.551	11.969	2.346	102.866		
Immobilisations corporelles	326.793	755.719	10.556	1.093.068		
Actif-						
	intérieur	extérieur	Corporatifs	31/12/2013		
	Marché	Marché		Total au		
Exercice 2013		Milliers d'euros				

<sup>(\*)</sup> Il inclut essentiellement la rubrique « Trésorerie et équivalents de trésorerie ».". (\*\*) Il inclut, principalement, les capitaux propres du Groupe.

d) Le détail du coût total engagé dans l'acquisition d'immobilisations corporelles et autres actifs incorporels non courants durant les exercices clos aux 31 décembre 2014 et 2013 est le suivant :

	Milliers	Milliers d'euros		
Segment	2014	2013		
Marché intérieur	25.509	21.941		
Marché extérieur	111.510	219.461		
Corporatif	1.069	993		
Total	138.088	242.395		

e) La distribution par segment des dotations aux amortissements dans les exercices 2014 et 2013 a été la suivante :

	Milliers	d'euros
<b>Segment</b> Marché intérieur Marché extérieur	2014	2013
	30.474	39.659
	37.315	23.836
Corporatif	1.553	1.545
Total	69.342	65.040

L'information correspondant aux charges financières et aux impôts n'a pas été détaillée parce qu'elles ne sont pas incluses dans l'information fournie à la Direction du Groupe pour la gestion.

La localisation géographique des clients du Groupe ELECNOR ne diffère pas significativement, en général, de celle des actifs dans les segments primaires considérés.

#### b) Information relative aux produits et services-

Les secteurs dans lesquels le Groupe ELECNOR mène ses activités sont :

- Électricité
- Installations
- Gaz
- Génération d'énergie
- Chemins de fer
- Construction
- Environnement et eau
- Infrastructures de télécommulASations
- Systèmes de télécommulASations
- Maintenance

La génération d'énergie électrique (dans le secteur de Génération d'énergie) à travers les parcs éoliens et centrales thermo-solaires, principalement, est une des activités du Groupe ELECNOR réalisée à travers des sous-groupes dépendants dont les sociétés mères sont Enerfin Enervento, S.A., Enerfin Sociedad de Energía, S.A. et Elecnor Financiera, S.L. (toutes dans le Sous-groupe Enerfin), en ce qui concerne les parcs éoliens et Celeo Termosolar, S.L. (Sous-groupe Celeo), en ce qui concerne les centrales thermo-solaires.

L'activité de génération électrique des sociétés dépendantes espagnoles intégrées dans le Groupe ELECNOR est réglée par la Loi 54/1997, du 27 novembre, du secteur électrique, ainsi que par les dispositions réglementaires postérieures qui la développent.

Le 27 mars 2004 a été publié le Décret Royal 436/2004, du 12 mars, portant établissement de la méthodologie pour l'actualisation, la systématisation et la refonte du régime juridique et économique de l'activité de production d'énergie en régime spécial. Ce Décret établit deux options de rétribution pour choisir les installations de production d'électricité en régime spécial. La première se base sur la cession de l'électricité à l'entreprise de distribution d'énergie électrique à un prix fixe consistant en un pourcentage sur le prix du tarif électrique moyen défini à l'article 2 du Décret Royal 1432/2002 du 27 décembre, qui se situe entre 90 % et 80 % durant toute la durée de vie utile de l'installation. La seconde suppose de vendre l'électricité sur le marché de gros au prix qui en résulte plus une incitation et une prime de 10 % et 40 %, respectivement, du tarif électrique moyen.

Ce régime est entré en vigueur le 28 mars 2004, en établissant un régime transitoire jusqu'au 1er janvier 2007 pour les installations visées par le Décret Royal 2818/1998, durant lequel le nouveau régime économique ne leur serait pas applicable, à moins qu'elles le choisissent, en renonçant expressément à l'antérieur, dont elles ne pourraient plus bénéficier. Le Groupe n'a pas choisi cette disposition transitoire.

Le 26 mai 2007 a été publié le Décret Royal 661/2007, du 25 mai, portant régulation de l'activité de production d'énergie électrique en régime spécial. Ce Décret Royal établit deux options de rétribution pour choisir les installations de production d'énergie électrique en régime spécial. La première se base sur la vente de toute l'énergie produite à l'entreprise de distribution d'énergie électrique à un prix fixe et indépendant du tarif électrique moyen. La seconde option consiste à vendre l'énergie sur le marché de production d'énergie électrique, en touchant le prix de marché plus une prime, avec un mécanisme par lequel la rétribution de la prime est variable en fonction du prix de marché, avec établissement d'une limite inférieure et d'une limite supérieure pour le prix final à toucher par le producteur.

Ce régime est entré en vigueur le 1er janvier 2008, en établissant une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2012 pour les installations visées par le Décret Royal 436/2004, durant laquelle le nouveau régime économique ne sera pas applicable, à moins qu'elles le choisissent en renonçant expressément à l'antérieur.

La Première Disposition Transitoire du Décret Royal 661/2007 établit que les installations éoliennes avec procès-verbal de mise en marche définitive antérieur au 1er janvier 2008 pouvaient choisir entre rester sous le régime économique du Décret Royal 436/2004 ou se placer sous le nouveau régime tarifaire. Le Groupe a pris la décision de rester dans le cadre tarifaire du Décret Royal 436/2004. Toutefois, à partir du 1er janvier 2013, l'exploitation des parcs éoliens et des centrales thermo-solaires appartenant au Groupe mentionnés antérieurement, sera régie selon les normes prévues dans le Décret Royal 661/2007 et ses amendements postérieurs.

Le 19 juin 2009, a été publié le Décret Royal 1011/2009, qui établissait que la Commission Nationale d'Énergie (CNE) liquiderait à partir du 1er novembre 2009, en substitution des entreprises de distribution, les primes équivalentes, les primes, les incitations et compléments aux installations affectées par le régime économique établi dans le Décret Royal 661/2007, du 25 mai, dans le Décret Royal 436/2004, du 12 mars et dans le Décret Royal 1578/2008, du 26 septembre et toute règlementation qui les substitue. Il établit également qu'il correspond à la Commission Nationale d'Énergie de superviser l'accomplissement des normes et procédures liées aux changements de fournisseur, ainsi que l'activité de l'Office de Changements de Fournisseur.

Dans l'exercice 2010 est entré en vigueur le Décret Royal 1565/2010, le Décret Royal 1614/2010 et le Décret Royal-Loi 14/2010, qui ont modifié certains aspects relatifs à l'activité de production d'énergie électrique en régime spécial, dont notamment le régime tarifaire, modifié par une limitation du nombre d'heures à partir du 1er janvier 2011 pour lesquelles est applicable le tarif primé établi par la régulation d'origine. Durant les exercices 2012 et 2013 la limitation de prime à la facturation des sociétés dépendantes en exploitation n'a pas été appliquée, car la production nationale n'a pas dépassé la limite d'heures moyenne établie pour l'application de cette limitation.

Le 28 décembre 2012 a été promulguée la loi 15/2012, du 27 décembre, de mesures fiscales pour la durabilité énergétique, qui établit un nouvel impôt à la valeur de la production d'énergie électrique qui frappe la réalisation d'activités de production et l'incorporation au système électrique d'énergie électrique dans le système électrique espagnol. La base imposable de l'impôt est donc constituée par le montant total qu'il correspond de toucher au contribuable pour la production et l'incorporation au système d'énergie électrique dans la période d'imposition, qui coïncide avec l'année naturelle, le taux d'imposition étant de 7 % sur cette base.

Par ailleurs, cette loi établit, dans sa première disposition finale, un amendement à la Loi 54/1997, en vertu duquel l'énergie électrique imputable à l'utilisation d'un combustible dans une installation de génération qui utilise comme énergie primaire une énergie renouvelable non consommable, ne fera pas l'objet d'un régime économique primé, aspect qui pourrait affecter les centrales thermo-solaires que le Groupe est en train de construire.

Le 2 février 2013 a été publié le Décret Royal-loi 2/2013, du 1er février, de mesures urgentes dans le système électrique et dans le secteur financier qui prévoit, entre autres, les questions suivantes :

- À partir du 1er janvier 2013, l'actualisation des rétributions, des tarifs et des primes que touchent les sujets du système électrique et qui, jusqu'à l'entrée en vigueur de ce Décret Royal-loi, était calculée conformément à l'Indice des Prix à la Consommation (IPC), sera calculée en vertu de l'Indice des Prix à la Consommation à impôts constants sans les aliments non élaborés ni les produits
- Par ailleurs, le Décret Royal 661/2007, du 25 mai, qui régule l'activité de production d'énergie électrique en régime spécial est modifié, de sorte qu'est établie une formule unique de rétribution aux installations de régime spécial : cette rétribution est réalisée selon la formule de tarif régulé, sauf si le titulaire de l'installation décide de ne toucher que le prix de marché (sans prime). L'option « pool » plus prime, système utilisé habituellement dans ce type d'installations, est donc éliminé.

Le 13 juillet 2013 a été publié le Décret Royal-loi 9/2013, du 12 juillet, portant adoption de mesures urgentes afin de garantir la stabilité financière du système électrique, qui contemple, entre autres questions, les suivantes :

- Il est annoncé que le Gouvernement est habilité afin d'approuver un nouveau régime juridique et économique des installations de production d'énergie électrique existantes à partir de sources d'énergie renouvelable, de cogénération et de déchets. De la sorte, l'article 30.4 de la Loi 54/1997, du 27 novembre, sur le secteur électrique, est modifié afin d'introduire les principes concrets qui constitueront la base de ce régime, dans le but de définir les marges d'action du Gouvernement dans le cadre du développement des régimes de rétribution de ces installations. Ce régime se basera sur la perception de produits dérivant de la participation sur le marché, avec une rétribution complémentaire qui, si elle était nécessaire, couvrira les coûts d'investissements qu'une entreprise efficiente et bien gérée ne récupérerait pas sur le marché. Dans ce sens, conformément à la jurisprudence communautaire, il sera estimé qu'une entreprise efficiente et bien gérée est celle qui est dotée des moyens nécessaires pour développer son activité, dont les coûts sont ceux d'une entreprise efficiente dans cette activité et en tenant compte des produits correspondants et d'un bénéfice raisonnable pour la réalisation de ses fonctions.
- Pour calculer la rétribution spécifique il sera tenu compte, pour une installation type, des produits de la vente de l'énergie générée évaluée au prix du marché de production, des coûts d'exploitation moyens nécessaires pour réaliser l'activité et de la valeur de l'investissement initial de l'installation type, tout cela pour une entreprise efficiente et bien gérée. Ainsi, un régime de rétribution est implanté sur des paramètres standards en fonction des différentes installations type qui seront établies.
- Pour mettre en place ce nouveau régime il est procédé à l'abrogation de l'article 4 du Décret Royal-loi 6/2009, du 30 avril, portant adoption de certaines mesures dans le secteur énergétique et approuvant le tarif social, du Décret Royal 661/2007, du 25 mai, régulant l'activité de production d'énergie électrique en régime spécial, et du Décret Royal 1578/2008, du 26 septembre, sur la rétribution de l'activité de production d'énergie électrique au moyen de technologie solaire photovoltaïque pour des installations postérieures à la date limite de maintien de la rétribution du Décret Royal 661/2007, du 25 mai, pour cette technologie. Cependant, dans le but de maintenir tant les flux de rétribution aux installations que le reste des procédures, droits et obligations, il est disposé que ce qui est visé dans les normes citées sera appliqué, à l'exception de certains cas, avec un caractère transitoire jusqu'à ce que le développement règlementaire du présent Décret Royal-loi ait été promulgué.

- De cette façon, les installations feront l'objet, le cas échéant, d'un acompte de liquidation en vertu de ce régime transitoire et, par la suite, une fois que les dispositions règlementaires nécessaires auront été approuvées afin d'appliquer le nouveau régime économique, elles se soumettront à la régularisation correspondant aux droits de recouvrement ou aux obligations de paiement résultant de l'application de la nouvelle méthodologie, avec effet à partir de l'entrée en vigueur du présent Décret Royal-loi.
- Par conséquent, bien que l'effectivité des dispositions règlementaires de rétribution qui seront approuvées avec effet à partir de l'entrée en vigueur du présent Décret Royal-loi soit stipulée, la règlementation accorde la nécessaire prévisibilité aux agents dans la mesure où elle établit le mécanisme de rétribution, avec la participation sur le marché et la perception d'une rétribution des investissements, et détermine en outre le taux de rentabilité raisonnable d'une installation type.
- Par ailleurs, dans le cas des installations qui à l'entrée en vigueur du présent Décret Royal-loi auraient droit au régime économique primé, une rentabilité est déterminée, avant impôts, sur la base du rendement moyen des dix dernières années des Obligations de l'État à dix ans, sur le marché secondaire, majorée de 300 points de base et qui, quoi qu'il en soit, pourra être révisée au bout de six ans.

De la même façon, le 3 février 2014, le Ministère de l'industrie a remis pour information à la CNMC la proposition d'ordre portant approbation des « paramètres de rétribution des installations type » applicables à certaines installations de production d'énergie électrique à partir de sources d'énergie renouvelable, de cogénération et de déchets. Ce texte a également été envoyé aux membres du conseil consultatif de l'électricité de cet organisme (entreprises concernées, associations de consommateurs et communautés autonomes). Le 21 juin 2014 a été enfin publié le Décret Royal 413/2014 portant régulation de l'activité de production d'énergie électrique.

Selon ce qui est exposé ci-dessus, et compte tenu du fait que l'objectif du Gouvernement était de réduire les primes au secteur des énergies renouvelables, le Groupe ELECNOR a effectué une réévaluation des flux futurs de tous les actifs liés à cette règlementation, du fait qu'il estime que celle-ci pourrait constituer un indice de dépréciation de ces derniers.

L'impact de cette règlementation a représenté un montant total dans le résultat de l'exercice d'environ 8 millions d'euros (Note 10).

Quant aux parcs éoliens sis au Brésil et au Canada, ils maintiennent les contrats de vente de l'énergie électrique qu'ils génèreront pendant une période de 20 ans, ces contrats ayant été souscrits avec différents acquéreurs (Eletrobas, la Chambre de commerce d'énergie électrique et Hydroquebec), et signés dans le cadre du programme développé par le Gouvernement Fédéral du Brésil.

Les Administrateurs considèrent qu'il n'existe pas d'autres règlementations sur les énergies renouvelables pouvant avoir un impact significatif dans les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2014.

L'information relative aux activités décrites plus haut est détaillée ci-après :

a) La distribution des ventes par typologie d'affaires aux 31 décembre 2014 et 2013 est la suivante :

		Millier	s d'euros		
Type d'activité	Montant au		Montant au		
	31/12/2014	%	31/12/2013	%	
Électricité	640.583	37,2%	669.425	35,9%	
Installations	117.301	6,8%	96.211	5,2%	
Gaz	104.272	6,0%	104.583	5,6%	
Génération d'énergie	325.129	18,9%	582.211	31,2%	
Chemins de fer	31.789	1,8%	19.377	1,1%	
Construction	73.859	4,3%	88.194	4,7%	
Environnement et eau	68.377	4,0%	52.370	2,8%	
Infrastructures de télécommulASations	185.203	10,7%	110.628	5,9%	
Systèmes de télécommulASations	38.866	2,3%	31.971	1,7%	
Maintenance	138.349	8,0%	109.204	5,9%	
Total	1.723.728	100%	1.864.174	100%	

b) La distribution du total d'immobilisations corporelles, nette par typologie d'affaires aux 31 décembre 2014 et 2013 est la suivante :

	Millier	s d'euros
Type d'activité	Solde au	Solde au
	31/12/2014	31/12/2013
Électricité	32.975	28.720
Installations	6.066	3.739
Gaz	3.359	2.425
Génération d'énergie Chemins de fer	1.088.142	1.002.311
	1.165	633
Construction	1.929	1.655
Environnement et eau	2.371	2.035
Infrastructures de télécommulASations	10.596	7.387
Systèmes de télécommulASations	56.316	38.643
Maintenance	5.231	5.520
Total	1.208.150	1.093.068

c) La distribution du total des investissements en immobilisations corporelles par typologie d'affaires aux 31 décembre 2014 et 2013 est la suivante :

Type d'activité	Millie	rs d'euros
	2014	2013
Électricité	7.968	8.102
Installations	1.791	792
Gaz	967	898
Génération d'énergie	103.608	214.069
Chemins de fer	240	136
Construction	516	371
Environnement et eau	847	609
Infrastructures de télécommulASations	1.980	2.220
Systèmes de télécommulASations	17.826	12.844
Maintenance	1.179	1.343
Total	136.922	241.384

### 7. Fonds de commerce

Le détail du solde de la rubrique « Immobilisation incorporelle - Fonds de commerce » des états de situation financière consolidés des exercices 2014 et 2013, en fonction des sociétés qui le génèrent, ainsi que le mouvement enregistré durant ces exercices, sont les suivants

_				Milliers d'euros	5		
	Solde au	Entrées		Solde au	Entrées		Solde au
_	31/12/2012	(Note 2.g)	Sorties	31/12/2013	(Note 2.g)	Sorties	31/12/201
Sociétés consolidées par							
intégration globale :							
Parcs éoliens :							
- Eólicas Páramo de Poza, S.A.	1.104	-	-	1.104	-	-	1.104
- Galicia Vento, S.L.	8.702	-	-	8.702	-	-	8.702
- Aerogeneradores del Sur, S.A.	3.630	-	-	3.630	-	-	3.630
- Bulgana Wind Farm (Note 2.g)	-	85	-	85	-	-	85
Autres activités :							
- Deimos Space, S.L.U.	158	-	-	158	-	_	158
- Deimos Engenharia, S.A.	4.227	-	-	4.227	-	_	4.227
- Ehisa Construcciones y Obras, S.A.	1.932	-	-	1.932	-	_	1.932
- Hidroambiente, S.A.U.	388	-	-	388	_	_	388
- Instalaciones y Proyectos							
de Gas, S.A.U (*)	1.031	-	-	1.031	_	_	1.031
- Helios Inversión y Promoción							
Solar, S.L.U.	1.125	-	-	1.125	_	_	1.125
- Audelec Conservación y							
Mantenimiento, S.L.U. (*)	-	-	-	-	_	_	_
- Zaragua, S.L.	290	-	-	290	_	_	290
- Ditra Cantabria, S.A.	2.096	-	-	2.096	_	_	2.096
- Jomar Seguridad, S.L.U. (Note 2.g)	1.647	-	_	1.647	_	_	1.647
- Belco Electric, Inc.	269	-	(14)	255	26	_	281
- IQA Operations Group Limited			, ,				
(Note 2.g)	5.690	-	-	5.690	-	-	5.690
	32.289	85	(14)	32.360	26		32.386

<sup>(\*)</sup> Société fusionnée avec ELECNOR, S.A.

Comme indiqué à la Note 3.b le Groupe évalue annuellement la dépréciation de ses fonds de commerce.

Les unités génératrices de trésorerie considérées aux effets des tests de dépréciation correspondants des fonds de commerce inclus dans le tableau précédent sont identifiées aux sociétés auxquelles ils ont été assignés puisque, en règle générale, ces sociétés sont configurées comme des entités mono-projet.

Le montant récupérable est la valeur la plus grande entre celle du marché, diminuée des coûts de vente, et la valeur d'usage, cette dernière étant entendue comme la valeur actuelle des flux de caisse futurs estimés, approuvés par la Direction et considérés raisonnables. Pour calculer la valeur d'usage, les hypothèses utilisées incluent les taux d'escompte, les taux de croissance et de change attendus dans les prix de vente et dans les coûts. Les Administrateurs de la Société mère estiment les taux d'escompte qui reprennent la valeur de l'argent dans le temps et les risques associés à l'unité génératrice de trésorerie.

En particulier, en ce qui concerne les tests de dépréciation des fonds de commerce assignés aux parcs ou projets éoliens sis en Espagne, qui sont réalisés en considérant leur valeur conjointement avec la valeur enregistrée des actifs immobilisés correspondants, qui s'élève à

184 millions d'euros (198 millions d'euros en 2013) (Note 9), les estimations relatives au chiffre d'affaires sont faites en tenant compte de la législation applicable (Note 6.b), en considérant des augmentations annuelles conformes à une estimation prudente de l'évolution de l'indice des prix, ainsi qu'aux niveaux de production moyens obtenus dans des exercices antérieurs ou estimés d'après les études menées à cet effet par des experts indépendants. Les principales hypothèses utilisées par les Administrateurs de la Société mère dans la réalisation des tests de dépréciation dans les exercices 2014 et 2013 ont été les suivantes :

- Période des projections : 25 ans à partir du début de l'opération.
- Produits : rétributions proposées par le Ministère dans la proposition d'ordre, plus l'estimation de la vente d'électricité au système à des prix de marché (cohérents avec ceux qui ont été estimés par le Ministère dans cette proposition d'ordre).
- Taux d'escompte : 5,4 % (\*)

(\*) Taux après l'effet fiscal.

Des résultats obtenus dans ces tests il ne ressort aucune dépréciation possible des fonds de commerce enregistrés.

De même, des analyses de sensibilité réalisées par la Direction incluant des variations de +-5 % des principales hypothèses expliquées, il ne ressort aucune dépréciation.

Par ailleurs, en ce qui concerne les tests de dépréciation des autres fonds de commerce, qui ne sont pas significatifs, les taux d'escompte employés se situent quoi qu'il en soit au-dessus de 8,5 % (après l'effet fiscal). Les taux de croissance et les variations dans les prix et coûts se basent sur les prévisions internes et sectorielles et sur l'expérience et les expectatives futures, respectivement, sans dépasser en aucun cas 5 %. Dans les cas où ces calculs considèrent l'estimation d'un revenu perpétuel, aucun taux de croissance n'est pris en compte. De ces analyses ne ressort non plus aucune dépréciation additionnelle.

### 8. Autres actifs incorporels

Le mouvement enregistré à ce chapitre de l'état de situation financière consolidé dans les exercices 2014 et 2013 a été le suivant :

	Milliers d'euros						
	Charges de	Propriété	Applications	Concessions	Autres actifs		
	développement	industrielle	informatiques	administratives	incorporels	Total	
Solde au 1 janvier 2013	1.729	869	7.004	56.213	29.325	95.140	
Variation dans le périmètre de							
consolidation (Note 2.g)	-	-	-	-	753	753	
Entrées	-	30	830	91	-	951	
Sorties	(2)	-	(109)	-	(592)	(703)	
Transferts	(11)	2.096	5	-	(2.096)	(6)	
Actualisation	-	-	20	-	-	20	
Écarts de conversion (Note 13)	-	-	(112)				
Solde au 31 décembre 2013	1.716	2.995	7.638	56.304	27.365	96.016	
Variation dans le périmètre de							
consolidation (Note 2.g)	-	_	25	-	-	25	
Entrées	147	95	893	-	-	1.135	
Sorties	-	-	(285)	-	-	(285)	
Transferts	-	141	(49)	-	142	(48)	
Actualisation	-	-	-	-	-	-	
Écarts de conversion (Note 13)	-	75	(68)	-	-	7	
Solde au 31 décembre 2014	1.863	3.024	8.154	56.304	27.507	96.852	
Amortissement cumulé -							
Solde au 1 janvier 2013	918	614	5.464	9 215	3.450	19.661	
Dotations (Note 21)	293	516	866	2.910	1.380	5.965	
Sorties	-	-	(39)	-	-	(39)	
Transferts	-	614	(5)	-	(614)	(5)	
Actualisation	-	-	20	-	-	20	
Écarts de conversion (Note 13)	-	-	(90)	-	-	(90)	
Solde au 31 décembre 2013	1.211	1.744	6.216	12.125	4.216	25.512	
Dotations (Note 21)	193	620	818	2.765	1.973	6.369	
Sorties	-1	-	(285)	-	-	(286)	
Transferts	-	(614)	(40)	-	614	(40)	
Actualisation	-	-	-	-	-	-	
Écarts de conversion (Note 13)	-	6	(80)	-	-	(74)	
Solde au 31 décembre 2014	1.403	1.756	6.629	14.890	6.803	31.481	
Total autres actifs incorporels, net	460	1.268	1.525	41.414	20.704	65.371	

Le chapitre « Autres actifs incorporels » du tableau précédent inclut un montant brut de 27.506 milliers d'euros correspondant à la juste valeur estimée des contrats avec les administrations publiques pour la maintenance et l'entretien de routes de la société dépendante Audeca, S.L.U. à la date de son acquisition par le Groupe ELECNOR, qui a eu lieu en 2010. Le Groupe amortit cet actif sur une période de 15 ans, qui est la période moyenne de durée estimée desdits contrats, d'après l'expérience historique, et compte tenu des renouvellements correspondants.

Au chapitre des « Concessions administratives » sont enregistrés pour un montant d'environ 37.404 milliers d'euros (39.965 milliers d'euros en 2013), correspondant à l'estimation de leur juste valeur (estimée selon la juste valeur de la contrepartie versée, c'est-à-dire la construction), nette des amortissements correspondants, les investissements réalisés dans diverses stations d'épuration dont la construction et l'exploitation sont réalisées en régime de concession en vertu des concessions administratives correspondantes accordées par l'Institut Aragonais de l'Eau. À travers ces concessions, le Groupe ELECNOR exploite ces stations d'épuration en obtenant des produits en fonction du volume d'eau épurée en m3. Au 31 décembre 2014 toutes les stations d'épuration sont en exploitation et la durée des concessions est de 20 ans.

Durant la phase d'exploitation, le paiement des obligations dérivées des contrats par l'Institut Aragonais de l'Eau pour les exercices correspondants sera effectué moyennant l'approbation des listes évaluées qui sont émises mensuellement et la présentation de factures, sur la base des tarifs établis, lesquelles pourront faire l'objet d'une révision tout au long de la durée du contrat. Il n'y a pas de révision de prix concernant le prix de construction des installations.

Le concessionnaire aura à sa charge la gestion des stations d'épuration, et devra veiller à tout moment à leur bon fonctionnement. En cas d'interruption des services des stations d'épuration, le concessionnaire devra le rétablir avec la plus grande diligence, sans qu'il n'ait le droit de toucher un tarif quelconque pour l'installation affectée durant la période d'interruption.

La concession sera entendue éteinte pour accomplissement quand sera écoulé le délai établi initialement ou, le cas échéant, celui résultant des prorogations ou réductions qui auront pu être convenues. Le concessionnaire sera tenu de remettre à l'Administration concédante, en bon état de conservation et d'usage et gratuitement, les ouvrages inclus dans la concession ainsi que les biens et installations nécessaires pour les exploiter.

Dans l'exercice 2014, les produits générés par ces concessions se sont élevés à 7.030 milliers d'euros (4.036 milliers d'euros dans l'exercice 2013), environ, enregistrés à la rubrique « Montant net du chiffre d'affaires » du compte de résultat consolidé ci-joint.

Les montants des actifs incorporels en exploitation totalement amortis aux 31 décembre 2014 et 2013 s'élèvent respectivement à environ à 4.616 et 4.054 milliers d'euros.

## 9. Immobilisations corporelles

Le mouvement enregistré à ce chapitre de l'état de situation financière consolidé dans les exercices 2014 et 2013 a été le suivant :

					Milliers d'eur	os			
	-	Constructions,			Équipements				
		installations			pour le	Éléments	Im	nmobilisatic	ns
		techniques		Mobilier	traitement de	de	Autres	en	
	Terrains	et machines	Outils	et objets	l'information	transport	immobilisations	cours	Total
COÛT:									
Solde au 1 janvier 2013	24.903	876.204	15.142	8.477	20.701	24.417	4.235	424.309	1.398.388
Variation dans le périmètre de									
consolidation (Note 2.g)	-	1.150	1.931	170	75	2.690	265	1.449	7.730
Entrées	708	17.519	2.219	743	1.344	3.062	1.880	213.909	241.384
Sorties	-	(8.609)	(3.864)	(586)	(1.209)	(3.556)	(26)	(312)	(18.162)
Transferts	-	457.719	(11)	-	32	-	(309)	(457.544)	(113)
Écarts de conversion (Note 13)	(296)	(98.548)	(382)	(360)	(327)	(3.909)	(133)	(24.044)	(127.999)
Solde au 31 décembre 2013	25.315	1.245.435	15.035	8.444	20.616	22.704	5.912	157.767	1.501.228
Variation dans le périmètre de									
consolidation (Note 2.g)	-	16.641	10	4	8	-	-	-	16.663
Entrées	98	17.771	5.035	231	1.019	2.311	158	110.291	136.914
Sorties	_	(3.825)	(2.400)	(230)	(574)	(1.493)	(239)	(1.080)	(9.841)
Transferts	_	396	(14)	68	-	10	(179)	(314)	(33)
Écarts de conversion (Note 13)	(708)	9.514	28	(374)	(257)	(4.907)		18.672	20.570
Solde au 31 décembre 2014	24.705	1.285.932	17.694	8.143	20.812	18.625	4.254	285.336	1.665.501
4440 DT100 DT40 DT40 DT40 DT40 DT40 DT40 DT40 DT									
AMORTISSEMENT CUMULÉ :		227.072	7.500	F 270	12 5/5	1/ 110	2.240		202 477
Solde au 1er janvier 2013	-	336.972	7.509	5.379	13.565	16.442	2.310	-	382.177
Dotations (Note 21)	-	52.853	316	555	3.131	1.833	387	-	59.075
Sorties	-	(6.409)	(1.782)	(398)	(1.079)	(1.269)		-	(10.967)
Transferts	-	-	-	-	9	- (0.707)	-	-	9
Écarts de conversion (Note 13)	-	(18.631)	(232)	(219)	(213)	(2.797)	(42)	-	(22.134)
Solde au 31 décembre 2013	-	364.785	5.811	5.317	15.413	14.209	2.625	-	408.160
Variation dans le périmètre de									
consolidation (Note 2.g)	-	-	-	1	2	-	-	-	3
consolidation (Note 2.g)									
Dotations (Note 21)	-	59.796	(149)	648	1.548	2.418	(1.288)	-	62.973
Sorties	-	(3.288)	(20)	(80)	(525)	(654)	(6)	-	(4.573)
Transferts	-	2	(1)	(10)	1	-	199	-	191
Écarts de conversion (Note 13)	-	(3.817)	(252)	(398)	(247)	(4.768)	80	-	(9.402)
Solde au 31 décembre 2014	-	417.478	5.389	5.478	16.192	11.205	1.610	-	457.352
DÉPRÉCIATION									
Coût net, au 31 décembre 2014	24.705	868.454	12.305	2.665	4.620	7.420	2.644	285.336	1.208.149

La rubrique « Constructions, installations techniques et machines » inclut principalement le montant brut et l'amortissement cumulé des parcs éoliens en fonctionnement qui ont été construits dans des exercices antérieurs. Les aérogénérateurs des parcs éoliens ont une période de garantie de 2 ans après la date de leur réception, tandis que celle des deux parcs brésiliens est de 3 ans.

Les principales entrées d'immobilisations corporelles de l'exercice 2013 correspondaient aux investissements en parcs éoliens au Canada et en lignes de transmission d'énergie électrique au Chili (voir Note 14), ainsi qu'au projet de construction d'un satellite de commulASations.

Les principales entrées de la rubrique « Immobilisations en cours » correspondent aux investissements dans le parc éolien de la société dépendante Ventos dos Indios, S.A., ainsi que dans les travaux de transmission du réseau de base de la société Alto Jahuel Transmisora de Energía, S.A. qui, au 31 décembre 2014, est en phase de construction.

Deimos Castilla La Mancha, S.L. a commencé dans l'exercice 2010 la construction d'un autre satellite de communications, pour lequel a été investi jusqu'à cette date un montant d'environ 49,5 millions d'euros.

Le montant des actifs corporels affectés comme garantie du remboursement de certains prêts bancaires s'élève au 31 décembre 2014 à 1.241 millions d'euros (1.094 millions d'euros en 2013) environ, dérivés pour la plupart des projets éoliens abordés par les sociétés du Groupe (Note 14).

Les principales incorporations au périmètre de consolidation correspondent principalement au parc éolien de Montes del Cierzo.

Les bureaux utilisés par le Groupe dans le déroulement de son activité, sauf ceux acquis dans l'exercice 2007 moyennant le contrat de location-financement, correspondent pour la plupart à des locaux loués.

Le montant des immobilisations corporelles du Groupe qui était totalement amorti et en usage aux 31 décembre 2014 et 2013 s'élève respectivement à 52.517 et 47.339 milliers d'euros. De ces montants, 48.782 et 44.922 milliers d'euros, respectivement, correspondent à la Société mère. Le détail par nature des immobilisations corporelles de la Société mère entièrement amorties à la clôture 2014 et 2013 est le suivant:

Milliers d'euros

	IVIIIICI3	u euros
	2014	2013
Constructions, installations techniques et machines	44.689	41.126
Mobilier et objets	1.119	1.030
Équipements pour le traitement de l'information	2.803	2.593
Éléments de transport	171	173
	48.782	44.922

La politique du Groupe est de signer des polices d'assurance pour couvrir les risques possibles auxquels sont exposés les divers éléments de ses immobilisations corporelles, ainsi que les réclamations possibles qui peuvent être présentées pour l'exercice de son activité, étant entendu que ces polices couvrent suffisamment les risques auxquels elles sont soumises.

# 10. Investissements comptabilisés par la méthode de la mise en équivalence

Aux 31 décembre 2014 et 2013, les participations dans des entités associées et des coentreprises au Groupe ELECNOR qui ont été évaluées par la méthode de la mise en équivalence (Note 2.f) sont les suivantes :

	Milliers d'euros			
Société	2014	2013		
Eólica Cabanillas, S.L.	-	2.307		
Eólica Montes del Cierzo, S.L.	-	5.221		
Eólica La Bandera, S.L.	-	3.318		
Eólica Caparroso, S.L.	-	4.083		
Cosemel İngenieria, A.I.E.	398	398		
Consorcio Eólico Marino Cabo de Trafalgar, S.L.	71	74		
Parque Eólico Gaviota, S.A.	434	1.294		
Jauru Transmissora de Energía, S.A.	21.541	20.673		
Brilhante Transmissora de Energia, S.A.	37.213	36.526		
Sociedad Aguas Residuales Pirineos, S.A.	4.767	5.484		
Gasoducto de Morelos, S.A.P.I. de C.V.	10.652	12.997		
Dioxipe Solar, S.L. (*)	-	-		
Aries Solar Termoeléctrica, S.L. (*)	-	-		
Brillhante Transmissora de Energia, S.A. II	183	-		
	75.259	92.375		

<sup>(\*)</sup> Une fois que le montant de la participation est à zéro, les pertes de la société participée sont considérées comme la valeur la plus basse des autres actifs financiers faisant partie de l'investissement net dans ladite société participée (Note 11).

Les mouvements qui se sont produits dans les exercices 2014 et 2013 à cette rubrique de l'état de situation financière consolidé ont été les suivants:

	Milliers	d'euros
	2014	2013
Solde initial	92.375	101.935
Résultat de l'exercice	(17.786)	(15.793)
Augmentations de capital	-	3.197
Réductions de capital	(1.789)	-
Écarts de conversion	2.727	(13.091)
Dividendes	(850)	(5.160)
Sorties du périmètre de consolidation	(14.490)	-
Variation juste valeur dérivés de couverture (net de tout effet fiscal)	(25.911)	13.559
Autres mouvements	(171)	1.544
Transfert aux actifs financiers (*)	41.154	6.184
Solde final	75.259	92.375

<sup>(\*)</sup> Une fois que le montant de la participation est à zéro, les pertes de la société participée sont considérées comme la valeur la plus basse des autres actifs financiers faisant partie de l'investissement net dans ladite société participée (Note 11).

L'Annexe IV jointe reprend les principaux comptes des sociétés multigroupe.

Les sorties de l'exercice 2014 correspondent principalement à la vente de 50 % des sociétés Eólica Cabanillas, S.L., Eólica La Bandera S.L. et Eólica Caparroso, S.L. et à l'acquisition de 50 % de Eólica Montes del Cierzo S.L., société qui a été consolidée par la méthode de l'intégration globale, n'étant pas significatifs l'effet sur le résultat des ventes ni l'effet du regroupement d'entités sur les actifs et passifs acquis.

D'autre part, dans les exercices 2014 et 2013, la dépréciation du réal brésilien par rapport à l'euro a supposé une diminution des capitaux propres des sociétés brésiliennes évaluées par la méthode de la mise en équivalence dans le processus de conversion de ses états financiers à la monnaie fonctionnelle du Groupe (Notes 2.c et 2.f).

En 2010, le Groupe a acquis 55 % des sociétés dépendantes Dioxipe Solar, S.L. et Aries Solar Termoeléctrica, S.L., dont l'objet social est la construction et l'exploitation de trois centrales thermo-solaires à technologie cylindro-parabolique en Estrémadure et Castille-La Manche. Par ailleurs, dans ce même exercice, différents accords ont été signés entre leurs sociétaires, pour réguler leurs relations en tant que sociétaires, leurs relations avec leurs propres sociétés, leur gestion et administration, ainsi que les divers aspects du développement des projets et de leurs phases postérieures. Ces accords établissent notamment une série de matières réservées sur lesquelles toute décision à prendre requiert l'unanimité.

Les matières réservées à propos desquelles toute décision de l'Assemblée Générale d'associés requiert l'unanimité, sont les suivantes :

- a) Remboursement de la Prime, augmentation ou réduction du capital social, modifications des statuts et, notamment, l'approbation de toute clause en matière de restrictions à la transmission de participations ;
- b) Fusion, scission, transformation, dissolution, cession globale d'actifs et passifs et disposition d'une part substantielle des actifs ;
- c) Participation dans toute joint-venture, société ou association ou dans l'acquisition de toute participation dans le capital social ou les actifs et activités de toute autre société;
- d) Conclusion, modification et achèvement de tout contrat souscrit avec les associés ou les sociétés qui font partie du même Groupe, ou l'approbation de toute opération avec des entités liées aux antérieures ;
- e) Approbation de la concession aux associés ou entités liées, de prêts, gages ou garanties de tout type ;
- f) Modification du nombre d'administrateurs ;
- g) Nomination ou destitution d'audits ;
- h) Modification de la politique de maximisation des distributions aux associés ;
- i) Accords relatifs à des décisions clé du Projet à propos de tout changement d'activité, souscription de toute opération ou contrat qui altèrent la nature de l'activité ou la portée du projet ou qui le modifient de façon substantielle, et l'abandon du Projet, ainsi que la conclusion de tout contrat qui ne se réfère pas à l'activité habituelle ou qui n'est pas menée dans le cours habituel de l'activité de la Société;
- j) Modification du régime fiscal ;
- k) Accords relatifs à la souscription du financement du projet et à tout refinancement possible ; et
- l) Modification des termes des contrats de crédit qui conforment le financement du projet, en affectant la TIR sur l'investissement à la date de clôture financière, les garanties du financement, ou la résolution de ces contrats.

Quant aux matières réservées à propos desquelles toute décision du Conseil d'Administration requiert l'unanimité des Administrateurs, ce

- a) Concession de prêts, crédits ou toute autre forme de financement, ou la prestation de toute garantie à un tiers ;
- b) Reprise de tout endettement, et octroi de garanties différentes de celles requises par les fournisseurs courants ;
- c) Approbation du plan d'activités et du premier budget d'exploitation ;
- d) Approbation du budget d'exploitation quand il comporte une augmentation des charges totales dépassant 10 % du budget de l'exercice antérieur;
- e) Octroi de pouvoirs relatifs à des matières réservées ;
- f) Modification de contrats de financement relatifs au financement du projet ;
- g) Constitution de filiales ou acquisition d'actions d'autres sociétés ;
- h) Augmentations du Capital Social;
- i) Octroi du Certificat d'Agrément Provisoire et Définitif de la centrale conformément au contrat EPC, approbation de waivers et variations du contrat EPC, O&M ou « Owner's Engineering ».

Vu la nature des matières réservées et les régimes de majorités établis pour la prise de décisions les concernant, le GROUPE ELECNOR a considéré, conformément aux principes de consolidation décrits à la note 2.f, que les participations dans ces sociétés doivent être qualifiées comme un regroupement d'entités et, au moins, comme des entités contrôlées de manière conjointe, donc ces participations ont été consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. À la date de présentation de ces comptes annuels consolidés, les trois centrales thermo-solaires dans lesquelles se matérialisent ces projets sont opérationnelles. Le tableau suivant reprend les principaux comptes de ces sociétés au 31 décembre 2014 :

		2014
	Dioxipe	Aries Solar
	Solar, S.L.	Termoeléctrica, S.L.
Actifs:		
Immobilisations corporelles	264.609	487.317
Autres actifs non courants	26.488	54.766
Actif courant	11.674	53.764
Passifs:		
Dette financière (*)	243.711	467.147
Prêts participatifs	57.446	115.391
Autres passifs non courants	39.182	99.897
Autres passifs courants	22.815	58.631

<sup>(\*)</sup> Y compris les passifs correspondant aux évaluations des dérivés de taux d'intérêt au 31 décembre 2014.

Comme nous l'avons commenté, l'activité des sociétés associées Dioxipe Solar, S.L. et Aries Solar Termoeléctrica, S.L. consiste en la construction et l'exploitation des trois centrales thermo-solaires à technologie cylindro-parabolique.

Le Groupe a analysé l'impact des changements règlementaires introduits depuis l'exercice 2012 dans ces sociétés associées, en révisant en 2013 les projections financières de ces projets et en réalisant les correspondants tests de dépréciation des immobilisations corporelles de ces derniers, tout en tenant compte de la situation règlementaire actuelle et des diverses incertitudes existantes liées au développement et au fonctionnement futur du secteur.

Les principales hypothèses utilisées par les Administrateurs de la Société mère dans la réalisation des tests de dépréciation dans les exercices 2014 et 2013 ont été les suivantes :

Période des projections : 25 ans.

Produits: production selon des rapports du secteur pour ce type de centrale.

Taux d'escompte : 5,4 %.

D'après le résultat des tests de dépréciation effectués par la Direction de ces sociétés dans ces deux projets au 31 décembre 2013, la valeur des immobilisations corporelles a subi une dépréciation additionnelle de 8.209 milliers d'euros, après avoir tenu compte du pourcentage de participation correspondant au Groupe et de son effet fiscal, c'est pourquoi a été enregistrée ce montant en charge de la rubrique « Résultats dans des sociétés comptabilisées par la méthode de la mise en équivalence » du compte de résultat consolidé correspondant à l'exercice annuel ci-joint clos le 31 décembre 2013.

Les projets thermo-solaires participés par le Groupe sont soumis à une réglementation garantissant une rentabilité raisonnable des projets pour une entreprise efficiente et bien gérée, et ce jusqu'à ladite valeur d'investissement initial.

En vue de maintenir cette rentabilité raisonnable dans le temps, la rétribution règlementaire s'appuie sur le rendement moyen des Obligations de l'État à dix ans sur le marché secondaire, majorée d'un différentiel. De cette manière, des variations dans le coût du capital sont transférées aux produits attendus, de telle sorte que ces variations dans le coût du capital n'affectent aucunement la valeur récupérable.

Il existe en outre certaines obligations assumées par les entités accréditées dont le manquement pourrait être cause de résolution anticipée obligatoire de ces prêts. Selon les Administrateurs de la Société mère, ces obligations ont été remplies dans l'exercice 2014 pour la plupart des financements et l'on n'attend pas d'éventuels manquements à ces obligations à l'avenir. Dans le cas où lesdites obligations n'ont pas été remplies, cela est dû à l'entrée en vigueur de la réglementation en matière de production d'énergie renouvelable. Pour ces cas, les Administrateurs des Sociétés sont en pourparlers avec les établissements de crédit et il est attendu qu'un accord sera trouvé.

Quant aux participations que le Groupe maintient dans ces sociétés et dans les parcs éoliens d'Eólica Montes del Cierzo, S.L. et de Parques Eólicos Gaviota, S.A., il existe un droit réel de gage en faveur des entités financières en garantie de l'accomplissement de toutes les obligations de paiement qui résultent des prêts que ces sociétés ont souscrits, en général, sous la modalité de « Project financing ». De

l'avis des Administrateurs de la Société mère, ces obligations sont honorées normalement (Note 14). Les Annexes I et IV incluent une liste des participations dans des sociétés associées et coentreprises dans laquelle est détaillée l'information légale et financière la plus significative les concernant.

### 11. Actifs financiers non courants

Actifs

Le détail des différents postes qui composent les actifs financiers non courants, différents des sociétés comptabilisées par la méthode de la mise en équivalence, est le suivant :

	financiers disponibles								
	pour la vente			Prêts et comptes à recouvrer					
		Instruments	Prêts à					_	
	Participations	dérivés	long				Autres actifs		
	nettes en	d'actif	terme	Prêts au	Financement	Concessions	non		
	capital	(Note 15)	(Note 26)	personnel	aux clients	administratives	courants	Total	
Solde au 31 décembre 2012	3.986	943	115.209	33	12	463.516	60.158	643.857	
Variation dans le périmètre de									
consolidation (Note 2.g)	(174)	-	-	-	-	5.348	-	5.174	
Entrées	313	-	8.642	-	-	130.024	9.976	148.955	
Sorties	(175)	-	(614)	(2)	-	-	(9.940)	(10.731)	
Transferts (Note 10)	-	-	(6.184)	-	-	-	-	(6.184)	
Dépréciation	(178)	-	-	-	-	-	-	(178)	
Écarts de conversion	-	-	-	-	-	(77.787)	(5.546)	(83.333)	
Variation dans la valeur de marché	-	(415)	-	-	-	-	-	(415)	
Solde au 31 décembre 2013	3.772	528	117.053	31	12	521.101	54.648	697.145	
Variation dans le périmètre de									
consolidation (Note 2.g)	(199)	3.054	_	_	_	(1.740)		1.115	
Entrées	2.436	_	5.200	_	_	51.562	12.789	71.987	
Sorties	-	_	-	(2)	-	_	(4.407)	(4.409)	
Transferts (Note 10)	-	-	(41.154)	_	-	-	-	(41.154)	
Dépréciation	-	-	-	_	-	-	-	_	
Écarts de conversion	-	-	2.003	-	-	5.210	(411)	6.802	
Variation dans la valeur de marché	-	(167)	-	-	-	-	-	(167)	
Solde au 31 décembre de 2014	6.009	3.415	83.102	29	12	576.133	62.619	731.319	

#### a) Participations nettes en capital-

Les principales données des participations les plus représentatives dans le capital de sociétés non incluses dans le périmètre de consolidation aux 31 décembre 2014 et 2013 sont données à l'Annexe II. Tel que cela est décrit dans la Note 2.f, ces sociétés n'ont pas été consolidées car les Administrateurs de la Société mère estiment que l'effet de leur exclusion du périmètre de consolidation n'est pas

La juste valeur des participations maintenues à cette rubrique a été déterminée en utilisant des estimations internes faites par le Groupe puisqu'il existe des cours de ces dernières sur des marchés organisés. Dans ce sens, le Groupe analyse périodiquement l'évolution future prévisible de ces sociétés participées et, notamment, la nature de leurs principaux actifs, la capacité de celle-ci pour récupérer la valeur à laquelle ces actifs sont enregistrés et l'existence de passifs possibles non enregistrés. S'il détecte des indices de dépréciation, le groupe analyse l'impact qu'ils peuvent avoir sur la possibilité de récupération de ses investissements dans ces sociétés participées, et corrige la valeur de ces investissements pour l'ajuster à leur juste valeur si cette analyse fait apparaître une dépréciation.

Le 26 juillet 2010, Elecnor, S.A. a constitué avec trois associés la société CPTR-Companhia Paranaense de Tratamento de Residuos au capital social de 50.000 milliers de réales brésiliens, et a souscrit 26 % de ce capital, soit un montant de 5.673 milliers d'euros environ, dont il reste encore à débourser au 31 décembre 2014 un montant de 3.640 milliers d'euros environ (3.604 milliers d'euros au 31 décembre 2013).

Le 28 décembre 2005, Elecnor Financiera S.L. a acquis 100 % des actions de Vendaval Promociones Eólicas, S.A.U. pour un montant d'environ 53.850 milliers d'euros. Cette opération incluait la participation minoritaire dans Sociedad Eólica de Andalucía, S.A. (5,27 %) que le Groupe Elecnor a classée au compte de résultat consolidé comme « Actifs financiers disponibles à la vente ».

#### b) Prêts à long terme-

Le chapitre « Prêts à long terme » du tableau précédent, au 31 décembre 2014, inclut principalement divers prêts accordés à des entreprises associées au Groupe ELECNOR (Notes 10 et 26).

Le 20 décembre 2011, la société dépendante Celeo Termosolar, S.L. a accordé à Aries Solar Termoeléctrica, S.L. un crédit participatif et un crédit subordonné au financement principal obtenu par elle (Note 10), respectivement pour un montant d'environ 33.720 et 67.440 milliers d'euros, dont l'échéance est le 1er janvier 2031, pour le financement de deux centrales thermo-solaires en Castille-La Manche (Notes 10 et 20). Le crédit participatif produit un taux d'intérêt qui se compose d'un intérêt fixe annuel et d'un intérêt variable annuel référencé à la marge d'exploitation de l'accrédité après impôts et après déduction des intérêts correspondant à ce crédit participatif ou à toute autre dette subordonnée. Le crédit subordonné produit un taux d'intérêt référencé à l'Euribor plus un différentiel de marché. Les montants dont il a été disposé au 31 décembre 2014 s'élèvent respectivement à environ 38.364 et 77.028 milliers d'euros (environ 36.705 milliers d'euros et 74.255 milliers d'euros respectivement au 31 décembre 2013) et ils sont enregistrés aux rubriques « Actifs financiers non courants -Autres investissements financiers » et « Actifs financiers courants - Créances commerciales, sociétés liées » de l'état de situation financière consolidé ci-joint à cette date.

Le 5 mars 2010, la société dépendante Celeo Termosolar, S.L. a accordé à Dioxipe Solar, S.L. un crédit participatif subordonné au financement principal obtenu par elle (Note 10), d'un montant d'environ 68.514 milliers d'euros environ, dont l'échéance est le 6 mars 2030, pour financer une centrale thermo-solaire en Estrémadure (Notes 10 et 20). Ce crédit produit un intérêt qui se compose d'un intérêt fixe annuel et d'un intérêt variable annuel référencé aux bénéfices bruts du bénéficiaire avant impôts et avant de déduire les intérêts correspondant à ce crédit participatif ou à toute autre subordonnée. Le montant dont il a disposé au 31 décembre 2014 s'élève à environ 57.446 milliers d'euros (54.669 milliers d'euros au 31 décembre 2013) et il est enregistré aux rubriques « Actifs financiers non courants -Autres investissements financiers » et « Actifs financiers courants – Créances commerciales, sociétés liées » de l'état de situation financière consolidé ci-joint à cette date.

Le crédit participatif et le crédit subordonné cités, accordés par Celeo Termosolar, S.L. à Aries Solar Termoeléctrica, S.L. et à Dioxipe Solar, S.L., ont été minorés au 31 décembre 2014 pour un montant de 102.702 milliers d'euros (61.548 milliers d'euros au 31 décembre 2013) (Note 2.2) du fait qu'ils ont été considérés comme un investissement net lors de l'enregistrement de la valeur de ces Sociétés par la méthode de la mise en équivalence. Par conséquent, le solde figurant sur le compte de résultat est constitué par les montants des paragraphes antérieurs minoré par l'ajustement signalé, dont le montant net total s'élève à 70.136 milliers d'euros au 31 décembre 2014 (104.081 milliers d'euros au 31 décembre 2013).

Les Administrateurs de la Société mère considèrent que tous les prêts mentionnés ne seront pas annulés à court terme, ce pourquoi ils restent classés à long terme dans l'état de situation financière consolidé ci-joint.

#### c) Concessions administratives-

Le Groupe ELECNOR développe et exécute actuellement, en régime de concession, divers projets pour la construction et la maintenance de diverses lignes de transport d'énergie électrique au Brésil, à travers ses filiales constituées à cet effet et dont le chef de file dans ce pays est Elecnor Transmissao de Energia, S.A. D'après les contrats de concessions, le Groupe touchera un montant donné au cours de la période de la concession comme rétribution, tant pour les travaux de construction que pour ceux d'exploitation et de maintenance, montant qui ne dépend pas de l'utilisation qui sera faite, le cas échéant, de ces lignes de transport. Les périodes de la concession tournent

autour de 30 ans environ. Ce montant à recouvrer fera l'objet d'une actualisation périodique en fonction de certaines variables comme les taux d'intérêt, l'indice général des prix à la consommation et autres taux de référence du marché selon ce qu'établissent les divers contrats, bien que les modifications ne soient pas significatives.

Le Groupe s'engage, en vertu des accords de concession, à implanter intégralement les installations de transmission dans une période déterminée, et à prêter les services d'opération et de maintenance en employant des matériaux et des équipements de qualité, et en maintenant les installations et les méthodes opératives adaptées qui garantissent de bons niveaux de régularité, efficience, sécurité, actualité, effort permanent de réduction des coûts, intégration sociale et conservation de l'environnement. L'entité concessionnaire ne pourra céder ni donner en garantie les actifs associés au service public de transmission sans l'autorisation d'ANEEL.

L'extinction de la concession aura lieu dans les cas suivants : terme final du contrat, caducité, rescision, annulation pour vice ou irrégularité, ou extinction de la société de transmission. L'extinction de la concession déterminera la réversion au pouvoir concédant de tous les biens liés au service, en procédant aux évaluations et aux analyses correspondantes, qui serviront, le cas échéant, à déterminer l'indemnisation à verser à la société de transmission. Les biens devront être dans des conditions correctes d'opération et techniques, maintenues conformément aux procédures de réseaux approuvés par l'ANEEL qui assurent la continuité du service public de transmission d'énergie.

Au terme final du contrat, ANEEL est autorisée, sur son choix exclusif, à proroger le contrat. Le délai de rénovation maximum est pour la même période que la concession et moyennant demande de la société de transmission. Une éventuelle prorogation du délai de concession peut également être accordée en fonction de l'intérêt public et des conditions stipulées dans le contrat.

La société de transmission pourra promouvoir la rescision du contrat en cas de manquement par le pouvoir concédant aux normes établies dans le contrat. Dans ce cas, la société de transmission ne pourra pas interrompre la prestation du service tant que n'aura pas été donnée l'approbation par décision judiciaire décrétant l'extinction du contrat.

Conformément aux critères décrits à la Note 3.j, le Groupe enregistre au moment initial un actif financier à la juste valeur des montants à toucher pour la construction des infrastructures, qui est dès lors évalué à son coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Selon ce critère, le Groupe a enregistré, dans l'exercice 2014, un versement à la rubrique « Produits financiers » du compte de résultat de l'exercice en question, d'un montant de 55.276 milliers d'euros (42.175 milliers d'euros dans l'exercice 2013) environ, correspondant à l'effet financier de l'application de cette méthode.

Pendant l'exercice 2014, la société concessionnaire Cantareria Transmissora de Energía, S.A., qui développe le même type d'activité décrite antérieurement, est entrée dans le périmètre de consolidation. Le chapitre « Concessions administratives » du tableau précédent inclut au 31 décembre 2014 un montant de 3.662 milliers d'euros environ pour ladite société.

Pendant l'exercice 2013 la société concessionnaire Brilhante II Transmissora de Energía, S.A., qui développe le même type d'activité décrite antérieurement, est entrée dans le périmètre de consolidation. Le chapitre « Concessions administratives » du tableau précédent a inclus au 31 décembre 2013 un montant de 5.348 milliers d'euros environ.

Autres actifs non courants-

La composition du chapitre solde « Autres actifs non courants » du tableau précédent est la suivante :

	62.619	54.648	
Autres	4.147	4.152	
Cautions	1.974	2.088	
ompte de réserve du service de la dette autions	56.498	48.408	
	2014	2013	
	56.498 48.408		

Le chapitre « Compte de réserve du service de la dette » inclut les montants que les sociétés dépendantes Aerogeneradores del Sur, S.A., Galicia Vento S.L., Ventos Do Sul Energía, S.A., Parques Eólicos Villanueva, S.L.U., Parques Eólicos Palmares, S.A., Ventos da Lagoa, S.A. et Ventos do Litoral Energía, S.A. doivent maintenir sous forme de dépôts bancaires, en vertu des contrats de financement qu'elles ont souscrits (Note 14), et qui s'élèvent respectivement à 2.503, 7.572, 6.024, 3.184, 11.004, 5.009 et 5.543 milliers d'euros au 31 décembre 2014 (au 31 décembre 2013, le compte de réserve du service de la dette correspondant aux sociétés Eólicas Páramo de Poza, S.A., Aerogeneradores del Sur, S.A., Galicia Vento, S.L., Ventos Do Sul Energía, S.A., Parques Eólicos Villanueva, S.L.U., Parques Eólicos Palmares, S.A., Ventos da Lagoa, S.A. et Ventos do Litoral, S.A. s'élevait à 41.018 milliers d'euros).

Ce chapitre inclut en outre le montant du compte de réserve du service de la dette des sociétés concessionnaires LT Triangulo, S.A., Vila Do Conde Transmissora de Energía, S.A., Coqueiros Transmissora de Energía, S.A., Pedras Transmissora de Energía, S.A., Encruzo Novo

Transmissora de Energía, S.A., Caiua Transmisora de Energía, S.A. et Linha de Transmissao Corumba, LTDA pour un montant de 15.569 milliers d'euros environ (au 31 décembre 2013, le compte de réserve du service de la dette correspondant aux sociétés concessionnaires LT Triangulo, S.A., Vila Do Conde Transmissora de Energia, S.A., Coqueiros Transmissora de Energía, S.A., Pedras Transmissora de Energía, S.A. et Encruzo Novo Transmissora de Energía, S.A. s'élevait à 7.387 milliers d'euros). Ces dépôts produisent un taux d'intérêt de marché.

Par ailleurs, Elecnor, S.A. maintient des cautions et des dépôts pour locations d'un montant de 1.957 milliers d'euros environ (2.046 milliers d'euros au 31 décembre 2013).

### 12. Actifs financiers courants

#### a) Clients et autres débiteurs-

Le chapitre « Clients et autres débiteurs » de l'actif courant de l'état de situation financière reprend les comptes à recouvrer qu'a le Groupe comme conséquence des opérations réalisées avec des tiers.

Aux 31 décembre 2014 et 2013, il existait des comptes à recouvrer échus pour un montant de 182.743 milliers d'euros et 238.804 milliers d'euros. L'analyse d'ancienneté de ces comptes est la suivante :

	Milliers	d'euros
Description	2014	2013
Soldes non échus	712.604	671.369
Jusqu'à 6 mois	48.314	87.595
Entre 6 et 12 mois	69.754	72.694
Plus de 12 mois	64.675	78.515
Total	895.347	910.173

Par ailleurs, le Group dote une provision pour couvrir les dettes en situation irrégulière pour arriérés de paiement, suspension de paiements, insolvabilité ou autres causes, après une étude individualisée de leur possibilité de recouvrement. Les dotations sont réalisées en fonction des meilleures estimations à la clôture de l'exercice.

Le mouvement enregistré durant les exercices 20134 et 2012 et la composition de la rubrique « Dépréciation des comptes à recouvrer » aux 31 décembre 2014 et 2013, sont les suivants :

	Milliers d'euros						
		comptabilisées	des soldes	le périmètre	Écarts de		
	31/12/2013	dans l'exercice	irrécouvrables	de consolidation	conversion	31/12/2014	
Dépréciation	51.990	19.183	(1.699)	(453)	(6.238)	62.783	

		Milliers d'euros						
		Dépréciations	Annulation	Variation dans				
		comptabilisées	des soldes	le périmètre	Écarts de			
	31/12/2012	dans l'exercice	irrécouvrables	de consolidation	conversion	31/12/2013		
Dépréciation	31 979	23.018	(2 747)	_	(260)	51 990		

#### b) Trésorerie et autres moyens de trésorerie

La composition de ce chapitre de l'état de situation financière consolidé ci-joint est la suivante :

	Milliers	d'euros
	2014	2013
Équivalents de trésorerie Trésorerie	75.112	76.636
	183.787	167.715
	258.899	244.351

Le solde final de la rubrique « Équivalents de trésorerie » du tableau antérieur correspond principalement à l'acquisition temporaire de lettres du trésor avec pacte de rachat à date fixe non optionnelle et à des dépôts et impositions, tous à très court terme, qui produisent un intérêt de marché. À leur échéance ils sont reversés en actifs de nature similaire et de délai en fonction des besoins de trésorerie à tout moment.

### 13. Capitaux propres de la Société mère

#### a) Capital social-

Aux 31 décembre 2013 et 2012, le capital social d'Elecnor, S.A. était représenté par 87.000.000 d'actions ordinaires au porteur d'une valeur nominale de 0,10 euros chacune, entièrement souscrites et libérées. Les actions d'Elecnor, S.A. sont cotées sur le marché continu espagnol.

Aux 31 décembre 2014 et 2013, la composition de l'actionnariat de la Société mère, ainsi que sa participation, était la suivante :

	% Pari	% Participation 2014 2013 52,76 %		
	2014	2013		
Cantiles XXI, S.L.	52,76 %	52,76 %		
Bestinver Gestión, S.A., S.G.I.I.C.	4,76 %	3,76 %		
Autres (*)	42,48 %	43,48 %		
	100,00 %	100,00 %		

<sup>(\*)</sup> Tous avec un % de participation inférieur à 3 %. Ils comprennent par ailleurs les actions propres de la Société mère qui s'élèvent à 2,84 % en 2014 (2,86 % en 2013 (Note 3.n)).

#### b) Ajustements dans les capitaux propres pour évaluation-

Le mouvement produit dans cette réserve durant les exercices 2014 et 2013 est le suivant :

					Milliers	d'euros				
			Variation				Variation			
			dans la	Liquidation	ı		dans la	Liquidation		
			valeur de	de			valeur de	de	Transfert	
	31/12/2012	Contrat	marché	dérivés	31/12/2013	Contrat	marché	dérivés	(note 13.e)	31/12/2014
Par intégration globale-										
Couverture de flux de caisse :										
Swaps de taux d'intérêt-IRS (Note 15)	(60.457)	(3.588)	3.927	36.880	(23.238)	(784)	(19.069)	2.233	-	(40.858)
Assurances de taux de change (Note 15)	(5.271)	(26)	(1.255)	5.686	(866)	2.729	(2.822)	853	-	(106)
Commodities (Nota 15)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres (Note 11)	1.957	(3)	(467)	-	1.487	-	1	-	-	1.488
	(63.771)	(3.617)	2.205	42.566	(22.617)	1.945	(21.890)	3.086	-	(39.476)
Impôts différés pour ajustements dans les capitaux propres pour évaluation (Note 19)	13.928	1.085	(661)	(8.927)	5.425	(486)	5.473	(772)	-	9.640
Total ajustements dans les capitaux propres pour évaluation par la méthode										
d'intégration globale	(49.843)	(2.532)	1.544	33.639	(17.192)	1.459	(16.417)	2.314	-	(29.836)
Sociétés mises en équivalence	(19.555)	505	246	(12.807)	(31.611)	-	(39.472)	13.559	-	(57.524)
Minoritaires	491	-	(261)	-	230	81	1.080	-	3.711	5.102
Total ajustements dans les capitaux										
propres pour évaluation	(68.907)	(2.027)	1.529	20.832	(48.573)	1.540	(54.809)	15.873	3.711	(82.258)

### c) Autres réserves-

Le détail, par concept, du solde de ce chapitre de l'état de situation financière consolidé est le suivant :

	Milliers d'euros		
	2014	2013	
Réserves restreintes-			
Réserve légale	1.743	1.743	
Réserve de reconversion à l'euro	15	15	
Réserve pour actions propres (Note 3.n)	22.264	22.421	
Autres réserves	496.542	488.890	
Réserves de la société mère	520.564	513.069	
Réserves sociétés consolidés (*)	117.061	110.296	
Écarts de conversion	(130.540)	(158.794)	
Actions propres (Notes 3.n)	(22.264)	(22.421)	
Total	484.821	442.150	

<sup>(\*)</sup> II inclut les ajustements de consolidation et ajustements aux Normes Internationales

#### Réserve légale-

Conformément au Texte Remanié de la Loi des Sociétés de Capital espagnole, un montant égal à 10 % du bénéfice de l'exercice doit être destiné à la réserve légale jusqu'à ce que celle-ci atteigne au moins 20 % du capital social, limite qui est atteinte.

La réserve légale pourra être utilisée pour augmenter le capital dans la part de son solde qui dépasse 10 % du capital une fois augmenté. Sauf aux fins mentionnées antérieurement, et tant qu'elle ne dépassera pas les 20 % du capital social, cette réserve ne pourra pas être destinée qu'à la compensation de pertes, à condition qu'il n'y ait pas d'autres réserves disponibles suffisantes à cette fin.

#### d) Actions propres en portefeuille-

En vertu des décisions successives prises par l'Assemblée Générale des Actionnaires d'Elecnor, S.A., durant les derniers exercices, diverses actions propres de cette société ont été acquises et destinées à leur cession progressive sur le marché. En particulier, le 23 mai 2012, l'Assemblée Générale des Actionnaires a décidé d'autoriser pour une durée de cinq ans l'acquisition, par elle-même ou à travers des sociétés du Groupe, des actions émises par la Société jusqu'à 10 % du capital social (Note 3.n), à condition que le prix d'achat ne diffère pas, de plus ou moins 30 % du prix du marché.

Le détail et le mouvement des actions propres durant les exercices 2014 et 2013 sont les suivants :

	14 d delions
Actions propres au 31 décembre 2013	2.488.452
Acquisition d'actions propres	241.137
Vente d'actions propres	(258.557)
Actions propres au 31 décembre 2014	2.471.032

No diactions

L'achat et la vente des actions propres ont représenté des montants d'environ 2.512 et 2.669 milliers d'euros, respectivement.

La totalité des actions propres que possédait la Société mère aux 31 décembre 2014 et 2013 représentaient, respectivement, 2,84 % et 2,86 % du total d'actions qui composent le capital social d'Elecnor S.A. à ces dates.

Aux 31 décembre 2014 et 2013, la réserve correspondante non disponible pour actions propres reste constituée pour le montant des actions d'Elecnor, S.A. en portefeuille à ces dates.

#### e) Participations ne donnant pas le contrôle-

La composition de la rubrique « Capitaux propres – Participations ne donnant pas le contrôle » du passif de l'état de situation financière consolidé ci-joint durant les exercices 2014 et 2013 est la suivante :

	Milliers	d'euros
	2014	2013
Eólicas Páramo de Poza, S.A.	4.388	4.940
Galicia Vento, S.L.	2.568	1.948
Elecven Construcciones, S.A.	111	391
Rasacaven, S.A.	83	274
Sociedad Aragonesa de Estaciones Depuradoras, S.A.	1.267	1.954
Deimos Engenharia, S.A.	241	201
Elecnor Argentina, S.A.	(28)	18
IQA Operations Group Limited	76	804
Ventos Do Sul Energía, S.A.	9.303	4.102
Aerogeneradores del Sur, S.A.	420	218
Enerfin Enervento, S.A.	15.853	15.667
Parque Eólico Malpica, S.A.	1 356	1.637
Enervento Galicia, S.L.U.	(1)	(1)
Infraestructuras Villanueva, S.L.U.	1	1
Parques Eólicos Palmares, S.A.	4.411	4.225
Ventos do Litoral Energia, S.A.	3.495	3.440
Ventos da Lagoa, S.A.	3.191	3.113
Enerfin Rodonita Galicia, S.L.	1	1
Ventos do Faro Farelo, S.L.	1	1
Eoliennes de L'erable, SEC.	33.948	-
Sous-groupe Celeo Redes	262.642	38.097
Autres	797	81
	344.124	81.112

Pendant l'exercice 2014, le Groupe a réalisé diverses transactions de ventes dans des participations ne donnant pas le contrôle. Les transactions les plus importantes et leurs effets sur les capitaux propres sont détaillées ci-après :

	Attribué à la Société mère						
Transaction	Montant vente	Coûts transaction	Réserves	Écarts de conversion	Ajustements capitaux propres évaluation	Total	Participations ne donnant pas le contrôle
Vente 49 % Celeo Redes, S.L.U.	236.740	(7.511)	(18.833)	28.293	3.711	13.171	216.058
Vente 49 % Eoliennes de L'Erable Sec Vente 10 % Ventos do Sul Energía, S.A.	50.645 10.448	(2.894) (1.705)	3.973 2.821	1.025	-	3.973 3.846	43.778 4.897

Le mouvement enregistré durant les exercices 2014 et 2013 à cette rubrique de l'état de situation financière consolidé, est détaillé cidessous:

	Milliers d'euro
Solde au 31 décembre 2012	41.663
- Résultat de l'exercice	3.569
- Variation de la valeur de marché des instruments de couverture (*)	211
- Dividendes distribués	(6.360)
- Écarts de conversion (**)	(5.704)
- Autres (Note 10)	47.733
Solde au 31 décembre 2013	81.112
- Résultat de l'exercice	12.462
- Variation de la valeur de marché des instruments de couverture (*)	(1.161)
- Dividendes distribués	(1.901)
- Écarts de conversion (**)	(16.583)
- Réductions du capital	(8.840)
- Augmentation du capital	15.074
- Variations des participations	264.733
- Autres	(772)
Solde au 31 décembre 2014	344.124

### 14. Dette financière

Comme part essentielle de sa stratégie, le Groupe suit une politique de prudence financière maximum. La structure de capital objectif est définie par cet engagement de solvabilité et l'objectif de maximiser la rentabilité de l'actionnaire.

Toutefois, certains projets dont le Groupe est titulaire, essentiellement la construction et exploitation de parcs éoliens et leurs lignes d'interconnexion électrique correspondantes et sous-stations, ainsi que ceux d'infrastructures de distribution électrique et de stations d'épuration d'eaux usées qu'exploite le Groupe en régime de concession, sont financés pour la plupart moyennant des prêts syndiqués en régime de « Project financing ». En vertu de ces prêts, les sociétés dépendantes titulaires de ces projets assument certaines contraintes à la distribution de dividendes, qui est soumise à certaines conditions, comme la constitution d'un compte de réserve pour le service de la dette. Par ailleurs, ces sociétés dépendantes devront maintenir un ratio Fonds Externes/Ressources Propres et une structure de ressources propres déterminées.

La quantification de la structure de capital objectif, hormis l'effet des projets financés par financement sans recours, s'établit comme un rapport entre le financement net et ceux des capitaux propres, selon la formule :

> Dette financière nette Dette financière nette + Capitaux propres

La dette financière nette inclut les rubriques suivantes de l'état de situation financière consolidé (après élimination de l'effet de la dette financière nette des financés par financement sans recours) :

<sup>(\*)</sup> Elle correspond aux variations dans l'évaluation des Swaps de couverture qu'utilise le Groupe ELECNOR (Note 15). (\*\*) Elles correspondent principalement aux écarts de conversion générés dans le groupe Transmissao (Ventos do Sul Energía, S.A. en 2013).

**RAPPORT** 

	Milliers d'euros		
	2014	2013	
Passif non courant - Dette financière	347.125	356.483	
Passif courant - Dette financière	191.983	172.319	
Actifs financiers courants - Autres investissements financiers	(15.663)	(23.689)	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(175.537)	(145.660)	
Dette financière nette	347.908	359.453	

L'analyse et l'évolution de ce ratio sont faits de manière continue, avec en plus des estimations à futur comme facteur clé et limitatif dans la stratégie d'investissements et dans la politique de dividendes du Groupe. Aux 31 décembre 2014 et 2013, ce ratio se situait respectivement à environ 30,05 % et 40,30 %.

La composition des rubriques « Dette financière » du passif non courant et du passif courant des états de situation financière consolidés aux 31 décembre 2014 et 2013 ci-joints est la suivante :

	Milliers d'euros			
	31/12	31/12/2014		13
	Long terme	Court terme	Long terme	Court terme
Prêts et crédits syndiqués	291.162	_	258.000	66.000
Prêts concessions	340.859	29.872	217.686	60.055
Prêts syndiqués parc éoliens et photovoltaïques	502.150	54.759	506.319	62.891
Prêts avec garantie personnelle	22.935	22.136	63.504	74.481
Prêts avec garantie hypothécaire	8.509	646	9.144	633
Passifs financiers pour l'émission d'obligations et				
autres valeurs négociables	_	98.800	-	-
Crédits TVA Parcs éoliens et concessions	_	17.057	-	16.860
Lignes de crédits avec garantie personnelle	8.751	49.677	12.500	19.137
Effets en attente d'échéance	_	13.841	-	8.606
Intérêts produits non payés :				
Parc éoliens, photovoltaïques et concessions	85	676	-	70
Reste	_	1.872	437	1.748
Dettes pour contrat de location-financement (Note 9)	6.853	550	7.428	772
Instruments dérivés de couverture (Note 15) :				
Parc éoliens, photovoltaïques et concessions	31.395	1.461	16.396	3.396
Reste	8.915	2.831	5.469	939
Lignes d'escompte	-	1.632	-	-
Total	1.221.614	295.810	1.096.883	315.588

Le détail par échéance de la part à long terme (« non courante ») des prêts et crédits est le suivant pour les exercices 2014 et 2013 :

	Milliers d'euros
Dettes dont l'échéance est en	31/12/2014
2016	145.357
2017	137.321
2018	166.285
2019 et suivants	772.651
Total	1.221.614
	Milliers d'euros
Dettes dont l'échéance est en	31/12/2013
2015	168.199
2016	191.089
2017	223.884
2018 et suivants	513.711
Total	1.096.883

#### Prêts et crédits syndiqués

En juillet 2014, Elecnor a bénéficié d'un financement à hauteur de 600 millions d'euros avec un groupe de 19 établissements financiers, aussi bien nationaux qu'internationaux, financement qui remplace les 401 millions d'euros alloués (à la date du refinancement) du financement syndiqué signé en 2012. Ce financement est composé de deux tranches : la tranche-prêt, d'un montant de trois cents millions d'euros, et la tranche ligne de crédit revolving, d'un montant de trois cents millions d'euros et d'une durée de cinq ans. La dernière échéance de ce financement est le 19 juillet 2019, avec des amortissements semestriels à partir du 19 décembre 2014.

Ce prêt produit un taux d'intérêt référencé à l'Euribor du délai de la période d'intérêt choisie par l'accrédité (1, 3 et 6 mois) plus un différentiel, lequel est référencé au niveau du ratio Dette Financière Nette/(EBITDA + Dividendes de projet). La Société s'est engagée à accomplir pendant la durée du contrat de financement bancaire différents ratios ((Dette financière nette/Fonds propres ajustés), (EBITDA + Dividendes de projet)/Charges financières nettes) et (Dette financière nette/(EBITDA + Dividendes de projet) qui seront calculés en se basant sur les chiffres consolidés correspondants du Groupe ELECNOR et dont l'inaccomplissement pourrait être une cause de résiliation du contrat. De plus, le prêt prévoit l'obligation de respecter les Ratios de Couverture de Garanties qui, au 31 décembre 2014, sont

Au 31 décembre 2014, le solde disposé du prêt syndiqué signé en juillet 2014 s'élève à 300 millions d'euros correspondant dans leur intégralité à la première tranche. De même, au 31 décembre 2013, le solde disposé du prêt syndiqué s'élevait à 324 millions d'euros, dont 234 millions d'euros correspondaient à la première tranche, et le reste, à la tranche crédit.

La Société a souscrit pendant l'exercice 2014 des couvertures de taux d'intérêt associées au financement syndiqué obtenu au cours dudit exercice, couvertures qui ont abouti à huit swaps de taux d'intérêt d'un montant de 132 millions d'euros de valeur nominale maximale avec 8 établissements financiers, ainsi qu'à une opération du type basis swap pour une valeur nominale de 132 millions d'euros, dans laquelle sont échangés des taux d'intérêt variables. Les valeurs nominales des swaps, ainsi que les dates de liquidation des intérêts, coïncident avec celles du contrat de prêt auquel elles sont assignées. Ces contrats demeurent en vigueur au 31 décembre 2014.

Dans des exercices antérieurs, la Société mère avait contracté 5 swaps de type d'intérêt d'un montant de 300 millions d'euros de valeur initiale pour la couverture de l'intérêt du prêt syndiqué contracté dans l'exercice 2012. Ces contrats ont été maintenus dans l'exercice 2014 et sont liés au financement contracté au cours de cet exercice pour une valeur nominale restante de 168 millions d'euros. Les valeurs nominales des swaps, ainsi que les dates de liquidation des intérêts, coïncident avec celle du contrat de prêt auquel elles sont assignées.

Les contrats de financement syndiqué susmentionnés ont généré environ 14.078 milliers d'euros, avant de considérer l'effet des couvertures au titre d'intérêts dans l'exercice 2014 (13.943 milliers d'euros dans l'exercice 2013) que la Société a enregistrés dans la rubrique « Charges financières » du compte de résultat de l'exercice 2014 joint (Note 21).

Le 22 mai 2013 la société Elecnor Transmissao de Energía, S.A. a obtenu un prêt pour un montant de 110 millions de réales brésiliens, dont la dernière échéance est au 21 novembre 2014, pour financer ses participations dans des concessionnaires de transmission d'énergie au Brésil au moyen de l'apport de fonds. Ce prêt produisait un taux d'intérêt résultant de la somme d'une marge de 2,95 % au taux d'intérêt variable interbancaire CDI (« Certificat de Dépôt Interbancaire »). Au 31 décembre 2014, il est entièrement amorti (environ 35,6 millions d'euros en attente de paiement en 2013).

#### Prêts concessions

Le 15 janvier 2013, la concessionnaire Alto Jahuel Transmisora de Energía, S.L. a souscrit un prêt en régime de « Project finance » pour un montant de 167 millions de dollars, en sus d'un crédit de financement de la TVA pour un montant de 29 millions de dollars. L'objet de ce financement est la construction et future exploitation d'une ligne de transmission d'énergie au Chili (Note 9). Ce financement, dont l'échéance finale est en 2032, produit un taux d'intérêt référencé au LIBOR à 180 jours plus un différentiel de 4,25 % pour la tranche en dollars, et au TAB UF à 180 jours plus un différentiel de 1,60 % pour la tranche en UF. Le montant disposé au 31 décembre 2014 s'élève à environ 135,9 millions d'euros (101,8 millions d'euros au 31 décembre 2013), dont environ 118,9 millions (85,5 millions en 2013) correspondent au prêt et le reste au crédit de financement de la TVA. Elle a en outre contracté une opération de couverture de 75 % du principal du prêt afin de couvrir la possible variation à la hausse des taux d'intérêt du crédit. Les échéances des liquidations des intérêts coïncident avec celles des intérêts du crédit.

Le 5 juillet 2007, la concessionnaire Sociedad Aragonesa de Aguas Residuales, S.A. a contracté un crédit d'une limite de 23 millions d'euros dont l'échéance est le 5 décembre 2026. La concessionnaire a disposé de la totalité du crédit. Ce financement produit un intérêt au taux de l'Euribor plus un différentiel. La charge financière générée par ce prêt dans les exercices 2014 et 2013 s'est élevée respectivement à 244 et 299 milliers d'euros environ. Cette société a contracté un swap de taux d'intérêt de 17.250 milliers d'euros pour se protéger contre la variation possible à la hausse des taux d'intérêt du crédit. Les échéances des liquidations des intérêts coïncident avec celles des intérêts du crédit. Quoi qu'il en soit, les Administrateurs de la Société mère ont estimé qu'était meilleur le classement du montant en attente de paiement au 31 décembre 2013, qui s'élevait à 18.623 milliers d'euros, à la rubrique « Dette financière » du passif courant de l'état de situation financière consolidé face au manquement prévisible à l'obligation de maintenance de certains ratios financiers par ladite société à la date de présentation des comptes annuels consolidés du GROUPE ELECNOR correspondant à l'exercice 2013, qui pourrait entraîner l'échéance anticipée du crédit. En 2014, les Administrateurs ont décidé de reclasser le solde en attente de recouvrement qui s'élève à 17.468 milliers d'euros face au respect des ratios susmentionnés.

Le 21 juillet 2009, la concessionnaire Sociedad Aragonesa de Estaciones Depuradoras, S.A. a pris un crédit d'une limite de 15,5 millions d'euros dont l'échéance est le 31 décembre 2026. La concessionnaire a disposé de la totalité du crédit. Ce financement produit un intérêt au taux de l'Euribor plus un différentiel. La charge financière générée par ce prêt dans les exercices 2013 et 2012 s'est élevée respectivement à 416 et 459 milliers d'euros environ. Cette société a contracté un swap de taux d'intérêt de 11.625 milliers d'euros pour se protéger contre la variation possible à la hausse des taux d'intérêt du crédit. Les échéances des liquidations des intérêts coïncident avec celles des intérêts du crédit. Au 31 décembre 2014, le montant en attente de paiement du crédit s'élève à 12.805 milliers d'euros, environ (13.301 milliers d'euros au 31 décembre 2013).

Le 30 décembre 2013, la société Integração Maranhense T. de Energia, S.A. a obtenu un prêt pour un montant de 142 millions de réales brésiliens, dont la dernière échéance est le 15 février 2029. Ce prêt produit un taux d'intérêt qui résulte de la somme d'une marge de 2,42 % au taux d'intérêt à long terme. Au 31 décembre 2014, le montant de ce prêt est de 45,7 millions d'euros (au 31 décembre 2013, rien n'avait été utilisé de ce prêt).

Le 23 décembre 2013, la société concessionnaire Caiua T. Energía, S.A. a obtenu un prêt d'un montant de 84,6 millions de réales brésiliens, dont la dernière échéance est le 15 février 2028. Ce prêt produit un taux d'intérêt qui résulte de la somme d'une marge de 2,28 % au taux d'intérêt à long terme. Au 31 décembre 2014, le montant de ce prêt est de 27,6 millions d'euros (au 31 décembre, rien n'avait été utilisé de ce prêt).

Durant l'exercice 2010, la société LT Triángulo, S.A. a été consolidée par la méthode de l'intégration globale puisque le Groupe détient désormais la totalité de son capital social. Cette entité a obtenu un prêt en régime de « Project finance » d'une entité de financement le 7 octobre 2008, avec une échéance ultime le 4 octobre 2022, pour le financement des infrastructures de transmission d'énergie électrique objet de la concession, qui produit un intérêt à un taux qui résulte de la somme d'une marge de marché au taux d'intérêt variable à long terme du pays (« T.J.L.P »). Au 31 décembre 2014, le montant en attente de paiement de ce prêt s'élève à 73 millions d'euros environ (81 millions d'euros en 2013).

La Groupe Elecnor a acquis dans l'exercice 2011 66 % de Vila do Conde Transmissora de Energía, S.A., et consolide désormais cette société par la méthode de l'intégration globale. Le 19 décembre 2006, BNDES a accordé à Vila do Conde Transmissora de Energía, S.A. un crédit destiné au financement de la construction de lignes de transmission d'énergie électrique dont l'échéance est le 15 avril 2019. Ce crédit se divise en deux sous-crédits : le sous-crédit A produit un taux d'intérêt résultat de l'addition d'une marge de marché au coût moyen pondéré du captage de monnaie étrangère par BNDES, et le sous-crédit B produit un taux d'intérêt résultat de l'addition d'une marge de marché au taux d'intérêt variable à long terme du pays (« T.J.L.P »).

Au 31 décembre 2014, le montant en attente de paiement de ce prêt s'élève à 22,1 millions d'euros environ (26,2 millions d'euros environ au 31 décembre 2013).

Le remboursement des prêts à LT Triangulo, S.A. et Vila do Conde Transmissora de Energía, S.A. est garanti par gage sur les droits de la

concession, garantie sur la totalité des actions, garantie sur les droits de crédit pour prestation de services et aval bancaire. Ces sociétés dépendantes doivent en outre maintenir les ratios financiers suivants pendant toute la durée de validité du contrat de prêt :

- Le taux de couverture résultant de la division du flux de caisse disponible par les intérêts à payer plus l'amortissement du principal doit être égal ou supérieur à 1,3.
- Taux de capitalisation (Capitaux Propres/Actif Total) égal ou supérieur à 0,3.

#### Prêts syndiqués parc éoliens et photovoltaïques-

Dans l'exercice 2012, le Groupe a obtenu un financement syndiqué pour la construction d'un parc éolien à Québec (Canada) pour environ 250 millions de dollars canadiens. Ce financement, dont l'échéance est en 2033, produit un taux d'intérêt référencé au cours du bon canadien. Pour ce prêt syndiqué en régime de « Project financing », le ratio de couverture annuelle du service de la dette principale (R.C.S.D.P.) doit être, tel que cela figure dans les actes de prêt de financement, supérieur à un certain coefficient durant toute la durée du prêt. Pendant l'exercice de 2014, l'actif et le passif de Eoliennes de l'Erable Inc. sont transférés à la société Eoliennes de l'Erable Sec., avec transfert de ce prêt, lequel est disposé pour un montant de 170,8 millions d'euros au 31 décembre 2014 (170,5 millions d'euros au 31 décembre 2013).

Au 31 décembre 2014, le reste des dettes avec des entités de crédit incluses dans cette rubrique correspond principalement aux encours des prêts syndiqués que Aerogeneradores del Sur, S.A., Galicia Vento, S.L, Ventos Do Sul Energía, S.A., Parques Eólicos de Villanueva, S.L.U., Parques Eólicos Palmares, S.A., Ventos da Lagoa, S.A., Ventos do Litoral, S.A., Siberia Solar, S.L.U. et Vendos dos Indios S.A. ont signé et dont elles ont disposé avec diverses entités financières pour des montants respectifs d'environ 13.730, 33.673, 90.167, 71.894, 43.217, 41.166, 40.221, 24.129 et 41.285 milliers d'euros, en régime de « project financing ». Ces prêts ont été reçus pour le financement de la construction des parcs éoliens et photovoltaïques et leurs lignes d'interconnexion électrique et sous-stations correspondantes dont ces sociétés sont titulaires. Le prêt syndiqué reçu par Ventos do Sul Energía, S.A., en réales brésiliens, a une limite équivalente à 465 millions de réales (Note 20). Depuis le 31 décembre 2007, il avait été disposé de la presque totalité de ce prêt. Par ailleurs, les prêts accordés à Parques Eólicos Palmares, S.A., Ventos da Lagoa, S.A., Ventos do Literal, S.A. et Ventos dos Indios, S.A. sont limités successivement et respectivement à 153.653, 150.821, 141.250 et 132.698 milliers de réales.

L'amortissement des prêts syndiqués sera réalisé en 26, 25, 37 et 28 amortissements semestriels consécutifs, dans le cas des prêts accordés aux sociétés dépendantes Aerogeneradores del Sur, S.A., Galicia Vento S.L., Parques Eólicos de Villanueva, S.L.U. et Siberia Solar, S.L.U., respectivement, et en 144, 192, 192 et 192 amortissements mensuels pour ceux accordés à Ventos Do Sul Energía, S.A., Parques Eólicos Palmares, S.A., Ventos do Litoral, S.A., Ventos dos Lagoa, S.A. et Ventos dos Indios, S.A.

Les prêts syndiqués espagnols produisent un taux d'intérêt équivalent à l'EURIBOR à six mois plus une marge de marché qui peut varier ensuite en fonction du R.C.S.D.P vérifié (Ratio de couverture du service de la dette principale). Dans le cas des prêts obtenus en réales brésiliens par les sociétés dépendantes Ventos do Sul Energía, S.A., Parques Eólicos Palmares, Ltda., Ventos da Lagoa, S.A. et Ventos do Litoral, S.A., le taux d'intérêt applicable est le résultat de l'addition d'une marge de marché au taux d'intérêt variable à long terme du pays (« T.J.L.P »). Afin de réduire le risque de taux d'intérêt de leurs prêts syndiqués respectifs, Aerogeneradores, del Sur, S.A., Parques Eólicos de Villanueva, S.L.U. et Galicia Vento, S.L. ont signé avec diverses entités financières des contrats « swap » de taux d'intérêt à des taux fixes moyens qui oscillent respectivement entre 1,09 % et 5,08 %, et qui couvrent pratiquement 65 %, 75 % et 65 % de la dette existante dans chacune des sociétés mentionnées (Note 15).

Pour les prêts syndiqués en régime de « Project finance » des sociétés dépendantes espagnoles, le Ratio de couverture annuel du service de la dette principale (R.C.S.D.P.) doit être, selon les actes des prêts de financement, supérieur à un coefficient donné durant toute la durée du prêt, calculé principalement comme le quotient de la division du Cash Flow Disponible pour le Service de la Dette d'un exercice clos d'une durée de 12 mois, par le Service de la dette pour ce même exercice, tes qu'ils sont définis dans le prêt. En outre, ces sociétés devront maintenir un ratio Fonds Externes/Ressources Propres et une structure de ressources propres déterminés.

Les sociétés espagnoles sont tenues également à l'établissement, dans un délai de deux ans après la mise en marché du parc, d'un compte de réserve pour le service de la dette (matérialisé en un dépôt bancaire), pour le montant déterminé spécifiquement dans les contrats de financement respectifs (Note 11). Par ailleurs, elles s'obligent à réaliser une couverture du risque d'évolution du taux d'intérêt, après requête de l'entité de crédit agent, pour un minimum de 65 % du montant du prêt et un délai minimum de 9 ans, ce pour quoi ont été souscrits les contrats de « swap » mentionnés antérieurement. Dans le cas de Ventos do Sul Energía, S.A. Parques Eólicos Palmares, S.A., Ventos da Lagoa, S.A., Ventos do Litoral, S.A. et Ventos dos Indios, S.A., il existe aussi l'obligation de maintenir des ratios de couverture de la dette dans des limites, et de déposer sur un compte de réserve un montant monétaire couvrant au moins 3 mensualités de paiement de principal et d'intérêts. De l'avis des Administrateurs de la Société mère, aucun problème n'a surgi en ce qui concerne l'accomplissement des covenants.

En garantie de chacun des prêts syndiqués des sociétés espagnoles, un droit réel de gage sur les actions des sociétés dépendantes

correspondantes a été constitué ainsi que sur les indemnisations, les compensations et les pénalisations qu'ils pourraient générer en leur faveur, en ce qui concerne les contrats d'exécution des travaux et de gestion de l'exploitation et sur tous les comptes de trésorerie de ces sociétés éoliennes. Quant aux sociétés Ventos do Sul Energía, S.A., Parques Eólicos Palmares, S.A., Ventos da Lagoa, S.A., Ventos do Litoral, S.A. et Ventos dos Indios, S.A., elles ont signé avec les entités financières une garantie fiduciaire sur les immobilisations corporelles. Par ailleurs, les sociétés dépendantes ont assumé, en vertu de ces prêts, diverses contraintes à la liberté de cession de leurs immobilisations corporelles et de distribution de dividendes. Ces restrictions sont soumises à l'accomplissement de certaines conditions, telles que la maintenance du Ratio de Couverture de la Dette stipulé dans les actes des prêts de financement et la constitution du compte de réserve pour le service de la dette (Note 11).

Les Administrateurs considèrent que toutes les conditions établies pour les prêts syndiqués souscrits sont accomplies et que le financement en régime de « Project financing » sera assuré normalement par les produits générés par l'activité de chaque projet.

Par ailleurs et afin de financer le remboursement d'une partie de son capital social aux actionnaires, dans des exercices antérieurs la société dépendante Ventos do Sul Energía, S.A. a reçu un prêt dans l'exercice 2008 d'un montant de 25 millions d'euros, lequel produit un taux d'intérêt de l'EURIBOR à 12 mois plus un différentiel, et dont l'échéance est établie au 30 septembre 2022.

#### Passifs financiers pour émission d'obligations et autres valeurs négociables

Pendant l'exercice 2014, Elecnor a émis des billets à ordre sur le Marché alternatif obligataire d'une valeur nominale de 126 millions d'euros, avec une échéance maximale d'un an et un taux d'intérêt de 2,84 %, après l'annulation de 26 millions d'euros. Le montant maximal du programme des billets à ordre est d'un montant nominal de 200 millions d'euros. Au 31 décembre 2014, le montant nominal en attente de paiement est de 100 millions d'euros qui correspondent à 1.000 titres et dont la valeur nette comptable s'élève à 99 millions d'euros.

#### Prêts avec garantie personnelle-

En mars 2013, Elecnor a souscrit un contrat de financement pour un montant de 13 millions d'euros, financement qui a expiré en 2014. Ce prêt produisait un taux d'intérêt trimestriel, référencé à l'Euribor à 3 mois plus un différentiel de 2,80 %.

En juin 2013, Elecnor a de plus souscrit un autre contrat de financement pour un montant de 10 millions d'euros, financement qui a été amorti d'avance en 2014. Ce prêt produisait un taux d'intérêt trimestriel, référencé à l'Euribor à un an plus un différentiel de 3,9 %.

En décembre 2013, Elecnor a souscrit un contrat de financement pour un montant de 30 millions d'euros. financement qui a été amorti d'avance en 2014. Ce prêt produisait un taux d'intérêt référencé à l'Euribor à 6 mois plus un différentiel variable (3,50 % fixe +/- variable de 0,15 %, qui est référencé au niveau du ratio de ventes de la société).

La Société s'est engagée à accomplir pendant la durée du contrat de financement bancaire différents ratios ((Dette financière nette/Fonds propres), (Dette financière nette /EBITDA), (EBITDA/Charges financières nettes) et (Ratio de cofinancement), qui ont été calculés en se basant sur les chiffres consolidés correspondants du Groupe ELECNOR et dont l'inaccomplissement pourrait être une cause de rescision du contrat. Au 31 décembre 2013, les conditions pour maintenir ce financement, classé selon les échéances initialement prévues, étaient remplies. Dans le cas des trois premiers ratios, les chiffres correspondant aux projets financés à travers un financement sans ressources ont été exclus.

En mai 2012, la Société mère a disposé d'un prêt d'un montant de 20 millions d'euros, dont l'échéance est le 1er décembre 2018 (Note 26). Ce financement produisait un taux d'intérêt de l'Euribor à un an plus un différentiel et a été amorti d'avance en 2014.

#### Autres financements-

Durant l'exercice 2014, le Groupe a contracté, à travers la société dépendante Deimos Castilla La Mancha, S.L., une ligne de crédit à garantie personnelle limitée à 30 millions d'euros pour la construction d'un satellite. Au 31 décembre 2014, elle a disposé d'un montant de 28,4 millions d'euros.

Durant l'exercice 2013, le Groupe a contracté, à travers la société dépendante Deimos Castilla La Mancha, S.L., une ligne de crédit et un prêt à garantie personnelle limitée à 25 millions d'euros pour la construction d'un satellite. Au 31 décembre 2014, elle a disposé d'un montant de 12,5 millions d'euros (20 millions d'euros au 31 décembre 2013).

Le Groupe ELECNOR a souscrit dans l'exercice 2007 un prêt à garantie hypothécaire pour l'acquisition d'un bâtiment industriel à Valence, pour mener son activité de fabrication de modules solaires (Note 9). Le solde en attente d'échéance de ce prêt s'élève à environ 9.288 milliers d'euros, au 31 décembre 2014 (9.776 milliers d'euros au 31 décembre 2013).

En outre, au 31 décembre 2014, la Société mère Elecnor S.A. maintient ouvertes avec différentes entités de crédit 9 lignes de crédit avec une limite maximum totale de 144 millions d'euros, au 31 décembre 2014 n'avait disposé d'aucun montant, et produisent un taux d'intérêt de l'EURIBOR/LIBOR plus un différentiel de marché, avec des échéances moyennes à 1 an ou des échéances annuelles avec reconduction tacite jusqu'à un maximum de 3 ans. Par ailleurs, au 31 décembre 2013, elle gardait ouvertes des lignes de crédit avec une limite totale de 163 millions d'euros, environ.

Dans l'ensemble, aux 31 décembre 2014 et 2013, le Groupe a des lignes de crédit à garantie personnelle dont il n'a pas disposé, pour un montant total d'environ 269.890 et 313.784 milliers d'euros, respectivement, toutes à garantie personnelle (Note 4.c).

Au 31 décembre 2014, le Groupe ELECNOR ne dispose pas de dette avec des entités de crédit référencée à un taux d'intérêt fixe d'un montant significatif, sauf pour l'effet des opérations de couverture décrites à la Note 15.

### 15. Instruments financiers dérivés

Le Groupe Elecnor utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir les risques auxquels sont exposées ses activités, ses opérations et ses flux de trésorerie futurs dérivés des variations des taux de change et des taux d'intérêt, lesquels affectent les résultats du Groupe. Les détails des compositions des soldes qui reprennent l'évaluation de dérivés des états de situation financière consolidés aux 31 décembre 2014 et 2013 sont les suivants :

	Milliers d'euros							
		2	014			20	013	
	Actif non courant Actif		Passif non Passif non Actif courant courant		Actif	Passif non courant	Passif non courant	
	(Note 11)	courant	(Note 14)	(Note 14)	(Note 11)	courant	(Note 14)	(Note 14)
COUVERTURE DE TAUX D'INTÉRÊT Couverture de flux de caisse :								
Taux d'intérêt swap (Note 14) COUVERTURE DE TAUX DE CHANGE	361	-	40.310	1.461	528	-	21.865	3.396
Couverture de flux de caisse : Assurances de change	3.054	-	-	2.831	-	11	-	939
	3.415	-	40.310	4.292	528	11	21.865	4.335

#### Taux de change-

Le Groupe ELECNOR utilise des instruments de couverture de taux de change, principalement pour mitiger l'effet négatif possible que les variations des taux de change pourraient entraîner dans les flux de caisse futurs correspondant à deux types de transactions :

- Paiements correspondant à des contrats de travaux et fourniture exprimés dans une monnaie distincte de l'euro.
- Recouvrements correspondant à des contrats de travaux exprimés dans une monnaie distincte de l'euro.

Aux 31 décembre 2014 et 2013, la valeur nominale totale objet de couverture de taux de change est la suivante :

Monnaies	31/12/2014	31/12/2013
Milliers de dollars américains	69.534	41.490
Milliers d'euros	8.413	-

Du total des nominaux couverts au 31 décembre 2014, 54.887 milliers d'euros correspondent à des assurances d'achats de dollars pour couvrir des flux futurs de paiement dans cette devise, et 2.593 milliers d'euros correspondent à des assurances de vente de dollars pour couvrir des flux futurs de recouvrement dans cette devise (12.033 milliers d'euros correspondent à des assurances d'achats de dollars pour couvrir des flux futurs de paiement dans cette devise, et 17.031 milliers d'euros correspondent à des assurances de vente de dollars pour couvrir des flux futurs de recouvrement dans cette devise en 2013).

Le montant de la contrepartie en euros de la valeur nominale objet de couverture de taux de change au 31 décembre 2014 s'élève à environ 65.893 milliers d'euros (environ 29.064 milliers d'euros en 2013).

L'échéance de ces assurances de change aura lieu dans l'exercice 2015, en coïncidence avec le courant réel de paiements et recouvrements qu'elles couvrent, le risque de variations des flux de caisse attendus étant très faible puisqu'il existe des contrats signés qui indiquent l'échéancier des paiements et recouvrements correspondants.

Taux d'intérêt-

Le Groupe ELECNOR réalise des opérations de couverture de taux d'intérêt conformément à sa politique de gestion de risques. Ces opérations ont pour objet de mitiger l'effet que la variation des taux d'intérêt peut avoir sur les flux de caisse futurs de certains crédits et prêts à long terme référencés à taux d'intérêt variable, en général associés au financement corporatif de la Société mère, comme les financements des projets. Aux 31 décembre 2014 et 2013, la valeur nominale totale des passifs objets de couverture de taux d'intérêt est, respectivement, de 491.291 et 397.776 milliers d'euros.

Le détail des échéances des flux de trésorerie contractuels des instruments financiers dérivés aux 31 décembre 2014 et 2013 est le suivant :

		31/12/2014						
		Milliers d'euros						
			Éché	ance				
	2015	2016	2017	2018	2019 et suivants	Total		
Couverture de taux de change :								
Vente d'USD (*)	(2.907)	(230)				(3.137)		
Achat d'USD (*)	66.397					66.397		
Achat d'EUR (*)	8.413					8.413		
Couverture de taux d'intérêt	(4.366)	(6.085)	(5.636)	(4.011)	(14.723)	(34.821)		
Cross currency swap :								
Flux en USD (*)	208.500					208.500		

<sup>(\*)</sup> Données exprimées dans la devise correspondante.

		31/12/2013							
	Milliers d'euros								
			Éché	ance					
	2014	2015	2016	2017	2018 et suivants	Total			
Couverture de taux de change :									
Vente d'USD (*)	(24.705)	-	-	-	-	(24.705)			
Achat d'USD (*)	16.785	-	-	-	-	16.785			
Couverture de taux d'intérêt	(3.690)	(3.431)	(3.061)	(2.653)	(12.426)	(25.261)			
Cross currency swap :									
Flux en USD (*)	139.500	-	-	-	-	139.500			

<sup>(\*)</sup> Données exprimées dans la devise correspondante.

L'échéance des nominaux des divers instruments financiers dérivés décrits plus haut, sans inclure ceux de couverture de taux de change, est la suivante :

	31/12/2014 Milliers d'euros							
	Échéance							
	2015	2016	2017	2018	2019 et suivants	Total		
Couverture de taux d'intérêt	16.143	48.039	63.574	89.570	273.965	491.291		
	31/12/2013							
	Milliers d'euros							
	Échéance							
	2014	2015	2016	2017	2018 et suivants	Total		
Couverture de taux d'intérêt	70.542	73.725	79.171	39.958	134.380	397.776		

Les swaps de taux d'intérêt ont un nominal égal ou inférieur à celui des principaux vifs des prêts couverts et la même échéance que les liquidations d'intérêts des prêts qu'ils couvrent.

En ce qui concerne les couvertures de taux de change et de taux d'intérêt, il ne s'est produit dans les exercices 2014 et 2013 aucune circonstance qui oblige à modifier la politique de comptabilité de couvertures, lors de la comptabilisation des dérivés, initialement adoptée. De même, aux 31 décembre 2014 et 2013, le Groupe ELECNOR ne maintient pas de dérivés qui ne rempliraient pas les conditions pour être considérés comme une couverture comptable, et il n'en a pas maintenu durant les périodes closes à ces dates.

La valeur de marché des différents instruments financiers est calculée selon les procédures suivantes :

- La valeur de marché des dérivés cotés sur un marché organisé est leur cours à la clôture de l'exercice.
- Dans le cas des dérivés non négociables sur des marchés organisés, le Groupe ELECNOR utilise pour les évaluer des hypothèses basées sur les conditions de marché à la date de clôture de l'exercice. Concrètement, la valeur de marché des swaps de taux d'intérêt est calculée moyennant l'actualisation au taux d'intérêt de marché de la différence de taux du swap, tandis que la valeur de marché des contrats de taux de change futurs est déterminée en déduisant les flux futurs estimés en utilisant les taux de change futurs existants à la clôture de l'exercice. Dans les deux cas, ces évaluations sont confrontées aux évaluations transmises par les entités financières.

Cette procédure est utilisée également, s'il y a lieu, pour évaluer au taux de marché les prêts et crédits existants en vertu des opérations de permutation financière dénommées « cross currency swaps », moyennant lesquelles le Groupe et la banque s'échangent les courants d'un prêt exprimé en euros par les courants d'un autre prêt exprimé en dollars (canadiens/américains), la différence résultante étant liquidée à l'échéance. À la clôture de l'exercice, le Groupe convertit le prêt en dollars (plus les intérêts produits) au taux de change de clôture et le compare au prêt en euros (plus les intérêts produits), en enregistrant la valeur nette (la différence) aux rubriques « Autres actifs courants », « Actifs financiers non courants » ou « Dette financière », selon le solde débiteur ou créditeur et son échéance, en générant comme contrepartie un produit ou une charge pour écarts de change.

Les principales caractéristiques des « cross currency swaps » en vigueur aux 31 décembre 2014 et 2013 sont les suivantes :

	Milliers	Milliers d'euros		
	31/12/2014	31/12/2013		
Montant notionnel en devise (USD)	(208.500)	(139.500)		
Montant notionnel en devise (CAD)	-	-		
Contrevaleur en euros	168.028	101.555		
Juste valeur à la date de clôture de l'exercice	4.328	(76)		

Les contrats en vigueur au 31 décembre 2014 avaient leur date de démarrage établie aux 18,19 et 29 décembre 2014 et leur date d'échéance, dans tous les cas, au 1er janvier 2015. Les contrats en vigueur au 31 décembre 2013 avaient leur date de démarrage établie aux 20, 23 et 27 décembre 2013 et leur date d'échéance, dans tous les cas, au 1er janvier 2014.

Ces instruments financiers n'ont pas été désignés comme une couverture, de sorte que le Groupe enregistre à la clôture de chaque exercice la variation de leurs justes valeurs directement au compte de résultat correspondant.

### 16. Provisions pour risques et charges

Le mouvement et la composition de la rubrique « Provisions pour risques et charges » du passif non courant de l'état de situation financière consolidé ci-joint durant les exercices 2014 et 2013 sont les suivants :

	Provisions	Provisions	Total provisions	
	pour litiges et	pour	pour risques et charges	
	responsabilités	garanties		
Solde au 31 décembre 2012	20.154	13.542	33.696	
Dotations en charge des résultats (Note 21)	3.803	1.189	4.992	
Écarts de conversion	(1.575)	-	(1.575)	
Reprises en charge des résultats (Note 21)	(1.581)	(12.584)	(14.165)	
Solde au 31 décembre 2013	20.801	2.147	22.948	
Dotations en charge des résultats (Note 21)	9.071	30	9.101	
Transferts	(12.694)	-	(12.694)	
Écarts de conversion	(1.208)	-	(1.208)	
Reprises en charge des résultats (Note 21)	(3.535)	(1.234)	(4.769)	
Solde au 31 décembre 2014	12.435	943	13.378	

Le Groupe procède à une estimation de la valeur des passifs générés pour litiges et similaires. Bien qu'il estime que la sortie de flux sera réalisée dans les prochains exercices, il ne peut pas prévoir la date de fin des litiges et ne fait donc aucune estimation des dates concrètes des sorties de flux, en considérant que la valeur de l'effet d'une actualisation possible ne serait pas significative.

Le Groupe, en raison de ses activités, est exposé à de nombreuses réclamations et litiges qui, pour la plupart, représentent des montants peu significatifs. Les Administrateurs ont estimé que la provision dotée couvre raisonnablement les futurs déboursements probables qui

Le Groupe Elecnor, à travers les sociétés participées correspondantes (Note 11.a), a signé avec un tiers dans des exercices antérieurs des contrats pour la construction et l'exploitation de deux lignes de transmission électrique. Pour le paiement de sanctions éventuelles à la concessionnaire en cas de manquement par elle à ses obligations en vertu de ce contrat, la société participée a remis à l'entité contractante les cautions solidaires, irrévocables et à réalisation automatique correspondantes, dont l'échéance était établie en 2012. Cette garantie était contre-garantie par Elecnor, S.A. dans son pourcentage de participation. Suite à diverses circonstances survenues après l'adjudication du contrat, le projet est devenu non-viable du point de vue de la rentabilité et le Groupe a donc décidé de ne pas le commencer tant que n'auront pas été négociées avec l'entité contractante de nouvelles conditions permettant d'aborder le projet dans une situation d'équilibre patrimonial, démarches qui ont été infructueuses. Puisque que le Groupe Elecnor a estimé que son préjudice patrimonial par suite du développement du projet sera supérieur aux sanctions possibles pour manquement au contrat, il a décidé de ne pas procéder à l'exécution de ce projet. Le chapitre « Provisions pour litiges et responsabilités » du tableau antérieur faisait état au 31

décembre 2012, par conséquent, d'un montant de 13.642 milliers d'euros correspondant à la part proportionnelle des cautions susmentionnées revenant à la Société en vertu de son pourcentage de participation, étant donné le risque d'exécution de celles-ci réalisée par les Administrateurs du Groupe Elecnor dans les circonstances actuelles. Face à cette situation et compte tenu du risque d'exécution des garanties octroyées par la société, un accord a finalement été conclu en décembre 2013 avec le client, en vertu duquel un plan de paiements a été négocié pour un montant identique à celui des garanties octroyées, avec un calendrier de paiements de 2013 à 2015. Au 31 décembre 2013, la société a effectué le premier paiement de l'accord souscrit, pour un montant de 1.686 milliers d'euros, 11.956 milliers d'euros étant en attente de paiement à ce jour. Ce montant a été transféré au début de l'exercice 2014 à la rubrique « Fournisseurs et autres créditeurs », un montant de 4.367 milliers d'euros étant en attente de paiement au 31 décembre 2014.

Le Groupe Elecnor a livré dans des exercices antérieurs divers parcs de production d'énergie solaire (parcs photovoltaïques) par rapport auxquels il existe la garantie par le Groupe, vis-à-vis de ses clients, de réparer ou de restituer les matériels et installations durant une période de 10 ans sans limitation, et durant une période de 25 ans au cas où, en raison de leur détérioration, ils n'atteindraient pas la puissance de modules stipulée dans le contrat. De leur côté, les divers fournisseurs des modules photovoltaïques ont accordé au Groupe Elecnor une garantie dans ce même sens. Durant l'exercice 2014, la totalité de cette provision d'un montant de 927 milliers d'euros a été reprise (pendant l'exercice 2013 la reprise du reste de la provision d'un montant de 7,6 millions d'euros a été effectuée).

### 17. Avances de clients et facturation anticipée

La composition de ces postes inclus dans la rubrique « Fournisseurs et autres créditeurs » de l'état de situation financière consolidé ci-joint est la suivante :

	Milliers	Milliers d'euros		
	2014	2013		
Facturation anticipée (Note 3.c)	304.945	360.570		
Acomptes clients	192.660	236.219		
	407.405	507.500		
	497.605	596.789		

La facturation anticipée est composée des factures émises en acompte, en vertu des conditions temporaires stipulées dans les contrats de travaux actuellement en cours.

Les avances de clients correspondent essentiellement aux montants versés en acompte par les clients avant le début de l'exécution des contrats respectifs. Ces avances sont déduites de la facturation au cours du développement de ces contrats.

### 18. Impôts différés actifs et passifs à long terme

Le mouvement et la composition des rubriques « Impôts différés actifs » et « Impôts différés passifs » de l'état de situation financière consolidé ci-joint durant les exercices 2014 et 2013 sont les suivants :

	45.009	16.813	(194)	61.628	(3)	(3.901)	848	58.572
Autres impôts différés passifs	31.479	3.081	-	34.560	(14.394)	6.656	-	26.822
Déduction prime d'émission	2.849	-	-	2.849	-	(475)	-	2.374
Provisions de portefeuille	684	13.732	-	14.416	(684)	(13.732)	-	-
Enerfin Enervento, S.A.	9.645	-	-	9.645	(2.649)	-	-	6.996
Opération de cession d'								
financiers dérivés (Note 15)	352	-	(194)	158	-	-	848	1.006
Évaluation des instruments								
Fonds de commerce	-	-	-	-	10.475	(1.175)	-	9.300
Impôts différés passifs : Immobilisations corporelles	-	-	-	-	7.249	4.825	_	12.074
	79.867	(1.859)	(3.741)	74.267	(1)	860	3.129	78.255
Autres impôts différés actifs	20.866	1.666	-	22.532	(2.737)	3.020		22.815
Provisions non déductibles (Note 16)	15.858	(7.849)	-	8.009	2.277	(1 080)	-	9.206
Pertes succursales extérieur	45.050	9.050	-	9.050	0.077	(2.209)	-	6.841
en attente d'application	4.034	147	-	4.181	259	(544)	-	3.896
Déductions et bonifications					050	/=·		
Crédits fiscaux	13.325	2.193	-	15.518	35	2.978	-	18.531
mmobilisations corporelles (*)	14.183	(7.066)	-	7.117	9	(1.305)	-	5.821
financiers dérivés (Note 15)	11.601	-	(3.741)	7.860	156	-	3.129	11.145
<b>mpôts différés actifs :</b> Évaluation des instruments								
	31/12/2012	de résultat	et passifs	31/12/2013	Transferts	de résultat	et passifs	31/12/201
		compte	des actifs			compte	des actifs	
		(débit) au	d'évaluation			(débit) au	d'évaluation	
		Crédit	à la réserve			Crédit	à la réserve	
	Crédit (débit)				Crédit (débit)			

<sup>(\*)</sup> Essentiellement dérivés de la construction de parcs éoliens. Ce montant est compensé dans les résultats tout au long de la vie utile des installations correspondantes.

Les actifs et passifs pour impôts différés dont le délai de réalisation ou compensation est inférieur à 12 mois sont peu significatifs. La rubrique « Provisions non déductibles » du tableau précédent inclut principalement l'impact fiscal de diverses provisions qui n'ont pas été considérées déductibles au moment de leur enregistrement comptable (Note 16).

À la rubrique « Crédits fiscaux » sont inclus les crédits fiscaux pour bases imposables négatives et des déductions en attente de compensation par diverses sociétés dépendantes, qui ont été activés car les Administrateurs de la Société ont considéré qu'ils seront récupérables moyennant les produits prévus qui en seront tirés dans les prochains exercices.

Le chapitre « Opération de cession d'Enerfin Enervento, S.A. » correspond à l'impact fiscal de la plus-value obtenue uniquement au niveau consolidé par le Groupe en vertu de l'augmentation de capital avec une prime d'émission souscrite par un tiers en 2005.

Par ailleurs, la rubrique « Autres impôts différés passifs » reprend principalement l'impact fiscal de divers produits et charges dont l'impact

fiscal ne coïncide pas avec le moment de leur enregistrement comptable, ainsi que les différences temporaires imposables surgies comme conséquence des différences entre la valeur comptable et fiscale de certains actifs (Note 11).

À l'occasion de chaque clôture comptable, les impôts différés enregistrés (tant les actifs que les passifs) sont révisés afin de vérifier qu'ils restent en vigueur, en y effectuant les corrections opportunes en fonction des résultats des analyses réalisées.

La présentation de la composition des actifs et passifs pour impôts différés en 2014 contemple désormais une ventilation plus détaillée afin d'identifier de façon plus précise certains concepts qui en eux-mêmes ne sont pas significatifs.

## 19. Administrations Publiques

Les compositions des rubriques « Actif courant - Administrations Publiques débitrices » et « Autres dettes - Administrations Publiques créditrices » de l'actif et du passif, respectivement, de l'état de situation financière consolidé aux 31 décembre 2014 et 2013, sont les suivantes:

	Milliers d'euros	
	2014	2013
Administrations Publiques, débitrices-		
Trésor Public, débiteur pour TVA	34.148	36.986
Trésor Public, débiteur pour IRPF	-	516
Trésor Public, retenues et paiements en acompte	15.622	11.152
Trésor Public, débiteur pour Impôt sur les Sociétés	1.716	9.241 14.441 692
Trésor Public, débiteur à divers titres (*)	19.911	
Organismes de la Sécurité Sociale, débiteurs	860	
Subventions		
		606
Total	72.257	73.634
Administrations Publiques, créditrices-		
Trésor Public, créancier pour TVA	16.999	24.280
Trésor Public, créancier pour retenues effectuées	13.015	9.691
Trésor Public, créancier pour Impôt sur les Sociétés	16.824	13.911
Trésor Public, créancier à d'autres titres (*)	17.233	48.214
Organismes de la Sécurité Sociale, créanciers	8.257	8.587
Total	72.328	104.683

<sup>(\*)</sup> Principalement issus des U.T.E. et filiales extérieures.

La Société mère est imposée sous le régime des normes espagnoles reprises dans le Décret Royal Législatif 4/2004, du 5 mars, portant approbation du Texte Remanié de la Loi 43/1995, du 27 décembre 1995, de l'Impôts sur les Sociétés, et les normes de développement. À la clôture de l'exercice 2014, la Société mère a tous les exercices depuis 2011 ouverts à l'inspection pour tous les impôts auxquels elle est soumise. Comme conséquence des différentes interprétations qui peuvent être faites des normes fiscales en vigueur, il pourrait exister certains passifs de caractère contingent non susceptibles de quantification objective. Toutefois, les Administrateurs de la Société considèrent que les liquidations des impôts susvisés ont été correctement exécutées, c'est pourquoi même dans le cas où des divergences surviendraient dans l'interprétation des normes en vigueur pour le traitement fiscal applicable aux opérations, les éventuels passifs qui en résulteraient, s'ils venaient à se matérialiser, n'affecteraient pas de manière significative les comptes annuels ci-joints.

Le tableau suivant établit la détermination de la charge générée par l'Impôt sur les Sociétés dans les exercices 2014 et 2013, à savoir :

	Milliers d'euros	
	2014	2013
Résultat consolidé avant impôts	115.954	109.066
Charges non déductibles	4.227	3.553
Produits non imposables	(6.248)	(21.569)
Résultat net de sociétés intégrées par la méthode de la mise en équivalence (Note 10)	17.786	15.793
Crédits fiscaux appliqués	(3.132)	(1.714)
Bases imposables négatives non activées	9.885	11.275
Résultat comptable ajusté	138.472	116.404
Impôt brut calculé au taux d'imposition en vigueur dans chaque pays (*)	46.040	38.280
Déductions du montant pour stimulants fiscaux et autres	(2.338)	(1.813)
Régularisation de la charge pour Impôt sur les Sociétés de l'exercice antérieur	960	4.332
Activation bases imposables des exercices précédents	(1.963)	-
Effet changement taux d'imposition sur les impôts différés	2.451	-
Autres ajustements	(200)	11.409
Charge produite par les Impôts sur le résultat	44.950	52.208

<sup>(\*)</sup> Les différentes sociétés étrangères dépendantes consolidées par la méthode de l'intégration globale calculent la charge pour l'Impôt sur les Sociétés, ainsi que les montants résultant des différents impôts qui lui sont applicables, conformément à leurs législations correspondantes et aux taux d'imposition en vigueur dans chaque pays.

Le chapitre « Produits non imposables » du tableau antérieur de l'exercice 2013 correspondait principalement à des passifs décomptabilisés dans les résultats qui, au moment de leur génération, n'ont pas eu d'impact fiscal (Note 2.g).

La rubrique « Autres ajustements » intégrait au 31 décembre 2013 principalement l'impôt à verser en concept d'Impôts sur les sociétés au Trésor Public du Venezuela, qui correspond à des ajustements pour inflation.

Les principales composantes de la charge générée par les impôts sur le résultat dans les exercices 2014 et 2013 sont :

	Milliers d'euros	
_	2014	2013
Impôt courant		
De l'exercice	48.951	18.558
Ajustements des exercices antérieurs	960	4.332
Autres ajustements	(200)	11.409
Montant des bénéfices de caractère fiscal non comptabilisés dans des		
périodes antérieures qui ont été utilisés pour réduire la charge des impôts de la période	-	(514)
Impôt différé		
Montant de la charge (produit) pour impôts différés relative à la naissance		
et à la réversion de différences temporaires	(4.761)	20.763
Montant des bénéfices de caractère fiscal non comptabilisés dans des		
périodes antérieures qui ont été utilisés pour réduire la charge des impôts différés	-	(2.340)
Charge produite par les Impôts sur le résultat	44.950	52.208

Le détail du montant et de la date de validité des différences temporaires déductibles, des pertes ou des crédits fiscaux, pour lesquels n'ont pas été comptabilisés des actifs pour impôts différés dans le bilan aux 31 décembre 2014 et 2013 (en milliers d'euros), est le suivant :

Bases imposables négatives en attente de compensation	31/12/2014
Année de validité	2.000
2019	3.088
2022	2.284
2023	253
2029	779
2030	252
2031	8.494
2032 et suivants	23.447
Total	38.597
Bases imposables négatives en attente de compensation	31/12/2013
Année de validité	0.570
2019	9.573
2022	2.284
026	67
027	395
028	1.023
029	3.829
030	2.551
2031 et suivants	27.122
Total Total	46.844
Crédits fiscaux pour déductions et autres concepts en attente d'application	31/12/2014
Année de validité 2017	1.021
2017	1.021 137
018	1.056
020	458
021	340
025	340 77
025 026	253
027	960
028	954
028	530
030	173
2031	164
Total	6.123

**RAPPORT** 

Crédits fiscaux pour déductions et autres concepts en attente d'application Année de validité	31/12/2013
2017	1.021
2018	137
2019	1.056
2020	458
2025	95
2026	255
2027	1.054
2028	960
2029	533
2030	173
2031	164
Total	5.906

Les bases imposables négatives en attente de compensation et les crédits fiscaux pour déductions et autres concepts en attente d'application décrits antérieurement ont été générés par diverses sociétés appartenant au Groupe ELECNOR et leur future récupération est conditionnée à l'obtention de bases imposables positives suffisantes par les sociétés qui les ont générés.

Comme conséquence des différentes interprétations qui peuvent être faites des normes fiscales en vigueur, il pourrait exister certains passifs de caractère contingent non susceptibles de quantification objective. Toutefois, de l'avis des Administrateurs de la Société mère, la possibilité que se matérialisent ces passifs contingentes dans les sociétés du Groupe lors de futures inspections est peu probable et, quoi qu'il en soit, la dette tributaire qui pourrait en dériver n'affecterait pas significativement les comptes annuels du Groupe ELECNOR.

## 20. Garanties engagées vis-à-vis de tiers

Aux 31 décembre 2014 et 2013, le risque pour sûretés reçues et cautions de licitation, de bonne exécution ou de garantie de travaux, correspondant principalement à la Société mère, et son détail, est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2014	2013
D'exécution de travaux	607.363	569.309
D'avances de contrats :		
En vigueur	290.592	257.418
En attente d'annulation	3.422	3.363
En garantie de travaux	111.422	134.011
De licitation de travaux	47.703	78.242
Autres	10.406	8.316
Total	1.070.908	1.050.659

Durant l'exercice 2014, la Société mère a prêté des sûretés d'un montant total de 198 millions d'euros (204 millions d'euros en 2013) en garantie de l'exécution correcte de la construction d'une centrale à cycle combiné au Venezuela (Note 12), ainsi qu'en garantie d'octroi de facilités de crédit en faveur de sa filiale au Venezuela.

Les Administrateurs de la Société mère estiment que les passifs que pourraient générer les sûretés accordées, le cas échéant, ne représenteraient pas des pertes significatives dans les états financiers consolidés ci-joints.

## 21. Produits et charges

#### Montant net du chiffre d'affaires-

Le détail de ce solde des comptes de résultats consolidés des exercices 2014 et 2013 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2014	2013
Contrats de construction et de prestation de services	1.576.081	1.727.687
Ventes de bien et énergie	147.647	136.487
Total	1.723.728	1.864.174

#### Approvisionnements-

Le détail de ce solde des comptes de résultats consolidés des exercices 2014 et 2013 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2014	2013
Achats de matières premières et autres approvisionnements	765.668	1.075.792
Variation des stocks commerciaux, de matières premières et autres stocks	5.037	(36.588)
Total	770.705	1.039.204

#### Charges de personnel-

Le détail de ce solde des comptes de résultats consolidés des exercices 2014 et 2013 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2014	2013
Traitements et salaires	384.064	360.315
Sécurité Sociale à la charge de l'entreprise	78.412	76.571
Autres charges sociales	28.702	14.677
Total	491.178	451.563

Le nombre moyen de personnes employées durant les exercices 2014 et 2013, distribué par catégorie, a été le suivant :

	Nombre moyen d'employé	
	2014	2013
Haute Direction (Note 25)	6	7
Direction	19	19
Techniciens	2.544	2.581
Employés de bureau	1.363	1.421
Cadres intermédiaires	1.162	1.270
Contremaîtres	5.575	5.285
Spécialistes	723	724
Manœuvres	1 276	1.308
Subalternes	555	520
Total	13.223	13.135

Des effectifs moyens du Groupe durant 2014 et 2013, 4.182 et 5.155 employés, respectivement, avaient des contrats à caractère temporaire.

Par ailleurs, la distribution par sexes aux 31 décembre 2014 et 2013, détaillée par catégorie, est la suivante :

	31/12/2014		31/12/2013	
Catégories	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Haute Direction (Note 25)	6	-	7	-
Direction	19	-	19	-
Techniciens	2.106	457	2.037	435
Employés de bureau	594	759	600	781
Cadres intermédiaires	1.050	33	1.100	35
Contremaîtres	5.323	62	4.984	49
Spécialistes	706	9	740	28
Manœuvres	914	70	1.208	84
Subalternes	6301	70	436	94
Total	11.019	1.460	11.131	1.506

Le nombre moyen de personnes dont le handicap est égal ou supérieur à 33 %, décomposé par catégorie, est le suivant :

Total	41	43
Manœuvres	-	2
Contremaîtres	16	20
Cadres intermédiaires	3	-
Spécialistes	2	-
Employés de bureau	10	9
Techniciens	10	12
Catégories	2014	2013

Elecnor, S.A. a clos l'exercice 2014 avec des effectifs de 6.144 salariés en Espagne, dont 42 sont handicapés, ce qui représente 0,68 % des effectifs en Espagne. L'exceptionnalité a été accordée à Elecnor, S.A. par le biais de mesures alternatives. Les contrats conclus au Centre Spécial d'Emploi et certifiés durant l'exercice 2014 s'élèvent à 1.657 milliers d'euros, ce qui équivaudrait à une embauche supplémentaire de 1,41 % de personnel handicapé. On aboutirait ainsi à un total de 2,09 %, qui dépasse le quota obligatoire (2 %).

#### Amortissements et provisions-

Le détail de ce solde des comptes de résultats consolidés des exercices 2014 et 2013 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2014	2013
Dotations pour amortissements d'actifs corporels (Note 9)	62.973	59.075
Dotations pour amortissements d'actifs incorporels (Note 8)	6.369	5.965
Variation des provisions pour risques et charges (Note 16)	4.332	(9.173)
Variation des dépréciations des comptes à recouvrer (Note 12)	17.031	20.271
Variation d'autres provisions	3.303	2.752
Total	94.008	78.890

#### Produits financiers-

Le détail de ce solde des comptes de résultats consolidés des exercices 2014 et 2013 est le suivant :

	Milliers d'euros	
	2014	2013
Produits d'autres valeurs négociables et crédits avec des tiers	5.354	4.487
Autres produits financiers et assimilés (notes 11 et 12)	74.129	57.447
Total	79.483	61.934

#### Charges financières-

Le détail de ce solde des comptes de résultats consolidés des exercices 2014 et 2013 est le suivant :

	Milliers	d'euros
	2014	2013
Charges financières avec des entités de crédit (*)	87.347	77.477
Autres charges financières	3.980	5.196
	91.327	82.673

<sup>(\*)</sup> Dérivés principalement des « Project finance » des parcs éoliens et photovoltaïques des sociétés concessionnaires, des prêts syndiqués d'Elecnor, S.A. et des Swaps de taux d'intérêt (IRS) (Notes 14 et 15).

Les charges financières correspondent dans leur quasi-totalité à l'application de la méthode du taux d'intérêt effectif aux passifs financiers dans la catégorie des prêts et des créditeurs.

## 22. Intérêts dans des Groupements d'Entreprises - Unions Temporaires d'Entreprises

Dans les exercices 2014 et 2013, tel que cela est indiqué à la Note 2.a, le bilan de situation et le compte de résultat des Unions Temporaires d'Entreprises dont fait partie Elecnor, S.A. ou ses sociétés dépendantes, sont incorporés par la méthode de l'intégration proportionnelle dans les comptes annuels consolidés ci-joints conformément aux dispositions de l'IAS 31.

La liste des Unions Temporaires d'Entreprises (U.T.E.), le pourcentage de participation du Groupe, aux 31 décembre 2014 et 2013, ainsi que le montant de travaux exécuté en 2014 et 2013 et le carnet de commandes à la clôture est incluse à l'Annexe III de ces comptes annuels consolidés.

L'apport des Unions Temporaires d'Entreprises aux différentes rubriques de l'état de situation financière et du compte de résultat (consolidés) ci-joints aux 31 décembre 2014 et 2013 a été le suivant :

ACTIF	Milliers d'euros		F Milliers d'euros <b>PASSIF</b>		PASSIF	Milliers	s d'euros
	2014	2013		2014	2013		
Immobilisations incorporelles	3	7	Résultat de l'exercice	9.341	5.012		
Immobilisations corporelles	1.472	1.117	Dettes long terme	164	2.701		
Immobilisations financières	322	78	Dettes cour terme	77.786	68.013		
Stocks	3.323	6.813					
Débiteurs	45.621	50.945					
Investissements financiers temporaires	(589)	(1.428)					
Trésorerie	34.149	15.908					
Compte de régularisation	2.990	2.286					
Total	87.291	75.726	Total	87.291	75.726		

	Milliers d'euros		
Compte de résultat	2014	2013	
Montant net chiffre d'affaires	101.262	108.740 (71.000)	
Approvisionnements	(67.544)		
Produits accessoires	657	1.297	
Charges de personnel	(6.775)	(7.647)	
Services extérieurs	(12.059)	(23.084)	
Impôts et contributions	(1.075) (688) (285)	(749) 651 (444)	
Pertes, dépréciation et variation des provisions pour opérations commerciales			
Dotation à l'amortissement			
Excès de provisions	-	-	
Dépréciation et résultat pour cession des immobilisations	(1)	305	
Produits financiers	65	36	
Charges financières	(2.926)	(2.455)	
Écarts de change	151	(311)	
Impôts étrangers	(1.441)	(327)	
Total	9.341	5.012	

## 23. Carnet de commandes

Le carnet de commandes en attente d'exécution aux 31 décembre 2014 et 2013 par la Société mère, hormis les Unions Temporaires d'Entreprises (Note 22), détaillé par ligne d'activité, est le suivant :

	Milliers d'euros		
	2014	2013	
Par zone géographique			
National	346.649	406.123	
Extérieur	1.654.241	1.795.609	
Total	2.000.890	2.201.732	
Par activités			
Électricité	888.355	921.069	
Installations	24.966	123.285	
Gaz	58.448	105.532	
Génération d'énergie	785.007	673.008	
Chemins de fer	70.714	117.678	
Construction	41.883	85.358	
Environnement et eau	12.607	36.806	
Télécommunications et systèmes	94.775	117.690	
Maintenance	24.135	21.306	
Total	2.000.890	2.201.732	

En outre, au 31 décembre 2014 le carnet des commandes en attente d'exécution par les sociétés dépendantes s'élève à 415.880 milliers d'euros (213.243 milliers en 2013), en rapport essentiellement avec celles réalisées pour des sociétés du secteur électrique.

## 24. Rétributions au Conseil d'Administration

#### a) Rétributions et autres prestations au Conseil d'Administration-

Durant l'exercice 2014, il a correspondu aux membres du Conseil d'Administration de la Société mère des rétributions d'un montant de 7.042 milliers d'euros à tous les titres (7.330 milliers d'euros dans l'exercice 2013). Ces rétributions incluent celles dérivées de la qualité du personnel dirigeant. La Société mère a versé un montant de 30 milliers d'euros, environ, à titre d'assurances vie souscrites en faveur des membres anciens et

actuels du Conseil d'Administration (24 milliers d'euros dans l'exercice 2013).

Par ailleurs, aux 31 décembre 2014 et 2013, la Société mère n'avait pas d'obligations en matière de pensions ni de garanties avec les membres anciens ou actuels de cet organe d'Administration, ni aucun crédit accordé.

Au 31 décembre 2014, le Conseil d'Administration de la Société mère est composé de 12 membres (12 membres au 31 décembre 2013), tous des hommes.

#### b) Informations relatives aux conflits d'intérêt

Les membres du Conseil d'Administration de Elecnor, S.A. et les personnes liées à ces derniers ne se sont trouvées dans aucune situation de conflit d'intérêt ayant dû faire l'objet d'une communication conformément aux dispositions de l'article 229 du texte révisé de la loi sur les sociétés de capitaux.

**RAPPORT** 

## 25. Rétributions à la Haute Direction

Les coûts de personnel (rétributions en nature, en espèces, Sécurité Sociale, etc.) des Directeurs Généraux de la Société mère et des personnes qui mènent des fonctions similaires - sauf celles qui ont simultanément la condition de membre du Conseil d'Administration (dont les rétributions ont été détaillées plus haut) - durant les exercices 2014 et 2013, s'élèvent respectivement à environ 2.124 et 2.391 milliers d'euros.

Dans les exercices 2014 et 2013, il n'y a pas eu d'autres opérations avec des dirigeants étrangères au cours normal de l'activité. Tous les Directeurs Généraux de la Société mère sont des hommes aux 31 décembre 2014 et 2013.

## 26. Soldes et transactions avec des parties liées

Tous les soldes significatifs maintenus à la clôture de l'exercice entre les entités consolidées et l'effet des transactions réalisées entre elles au cours de l'exercice ont été éliminés dans le processus de consolidation (Note 2.f).

Les conditions des transactions avec les parties liées sont équivalentes à celles établies pour les transactions faites dans des conditions de marché. Les transactions réalisées par le Groupe avec les sociétés participées non consolidées par intégration globale ou proportionnelle et avec les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation durant les exercices 2014 et 2013 sont les suivantes :

Exercice 2014	Milliers d'euros				
	Ventes et autres				
		Services	produits	<b>Produits</b>	
	Approvisionnements	extérieurs	d'exploitation	financiers	
Par la méthode de la mise en équivalence :	<u>· · ·                                  </u>				
Cosemel Ingeniería, A.I.E.	-	_	43	_	
Dioxipe Solar, S.L.	-	_	5.369	_	
Aries Solar Termoeléctrica, S.L.	-	_	9.339	837	
Eólica Montes de Cierzo, S.L.	-	_	15	_	
Eólica La Bandera, S.L.	-	-	34	-	
Eólica Caparroso, S.L.	-	_	6	_	
Eólica Cabanillas, S.L.	-	_	2	_	
Gasoducto de Morelos, S.A.	-	_	82	1.495	
Sociedad Aguas Residuales Pirineos, S.A.	-	_	3	_	
Autres sociétés :					
Centro Logístico Huerta del Peñon, S.L.	-	_	_	7	
Enertel, S.A de C.V.	654	2.434	949	_	
Elecven, S.A.	-	_	_	_	
Fundación Elecnor	54	400	-	2	
Total	708	2.834	15.842	2.341	

Exercice 2013	Milliers d'euros				
			Ventes et autres		
		Services	produits	Produits	
	Approvisionnements	extérieurs	d'exploitation	financiers	
Par la méthode de la mise en équivalence :	- · ·				
Cosemel Ingeniería, A.I.E.	-	37	43		
Dioxipe Solar, S.L.	-	-	18 199	34	
Aries Solar Termoeléctrica, S.L.	69	-	143 496	478	
Eólica Montes de Cierzo, S.L.	-	-	228	-	
Eólica La Bandera, S.L.	-	-	89	-	
Eólica Caparroso, S.L.	-	-	102	-	
Eólica Cabanillas, S.L.	-	-	7	-	
Morelos EPC S.A.P.I. CV	-	-	3 752	-	
Sociedad Aguas Residuales Pirineos, S.A.	-	-	3	-	
Autres sociétés :					
Centro Logístico Huerta del Peñon, S.L.	-	-	-	12	
Enertel, S.A de C.V.	2 973	2.334	41	244	
Total	3 042	2.381	165 960	768	

Aux 31 décembre 2014 et 2013, la composition des soldes à recouvrer et à payer à ces sociétés participées non consolidées par intégration globale ou proportionnelle et avec les sociétés non incluses dans le périmètre de consolidation, dérivés des opérations antérieures, est la suivante :

	Milliers d'euros							
	2014			2013				
	Créances			Dettes	Cr	éances		Dettes
		Créances				Créances		
		commerciales,				commerciales,		
		sociétés				sociétés		
		liées et				liées et		
	ir	nvestissements		Dettes		investissements		Dettes
	Autres	dans des		commerciales,	Autres	dans des		commerciales,
	investissements	sociétés		sociétés	investissements	s sociétés		sociétés
	financiers	liées à	À long	associées et	financiers	liées à	À long	associées et
	(Note 11)	court terme	terme	liées	(Note 11)	court terme	terme	liées
Par la méthode de la mise en équivalence :								
Jauru Transmissora de Energía, S.A.	-	-	-	-	-	14	-	-
Eólica La Bandera, S.L.	-	4	-	-	-	122	-	-
Eólica Cabanillas, S.L.	-	-	-	-	-		-	-
Eólica Caparroso, S.L.	-	3	-	-	-	114	-	-
Eólica Montes del Cierzo, S.L.	-	1	-	-	-	241	-	-
Cosemel Ingeniería, A.I.E.	-	4	-	5	-	13	-	4
Sociedad Aguas Residuales Pirineos, S.A.	-	5	-	-	-	3	-	-
Dioxipe Termosolar, S.L.	25.092	9.789	-	-	38.221	4.190	-	-
Aries Solar Termoeléctrica, S.L.	41.060	35.645	-	-	63.885	36.810	-	-
Gasoducto de Morelos, S.A.P.I. de C.V.	16.700	3.257	-	-	14.697	8.337	-	-
Brilhante Transmisora de Energía, S.A.	-	738	_	-	-	502	-	154
Autres sociétés :				-				
Fundación Elecnor	-	2	-	-	-	-	-	-
Centro Logístico Huerta del Peñón, S.L.	-	261	-	-	-	290	-	-
Elecen, S.A. de C.V.	-	9	-	259	-	6	-	182
Elecnor Perú, S.A.	-	617	-	-	-	36	-	-
Isonor Transmisión, S.A.C.	-	-	-	-	-	55	-	-
Enervento, S.A.	-	3	-	-	-	-	-	-
Enervento, Ventos do Faro Farelo, S.A.	-	13	-	-	-	11	-	-
Enertel, S.A. de C.V.	-	724	-	860	-	598	-	734
Enerfin Forças	-	-	-	-	-	113	-	-
Sucursal Portugal ACE Omnistal	-	-	-	-	-	91	-	28
Atersa Photovoltaique Mauritaine, S.A.	-	-	-	-	-	-	-	20
Ace Omnistal - Elecnor	-	3	-	96	-	2	-	36
Cantiles XXI, S.L. (Note 5)	-	-	-	2.278	-	-	-	2 278
Zinertia Renovables ERK, S.L.U.	-	-	-	-	-	41	-	-
Celeo Energy US Holding, INC	-	-	-	-	-	18	-	-
Consorcio Eólico Marino Cabo de Trafalgar, S.A	A. 250	-	-	-	250	3	-	-
Parques Eólicos Gaviota, S.A.	-	-	-	-	-	238	-	-
Electrade Investment, Ltda.	-	-	-	-	-	-	-	187
	83.102	51.078	-	3.498	117.053	51.848	-	3.623

Elecnor, S.A. a achevé la construction en 2013 des centrales thermo-solaires de Dioxipe Solar, S.L. et Aries Termoeléctrica, S.L. Au 31 décembre 2014, le montant dû à Elecnor, S.A., par la société Aries Solar Termoeléctrica, S.L., en vertu des contrats de construction et des dernières facturations s'élève à environ 33.855 milliers d'euros (36.075 milliers d'euros au 31 décembre 2013) et il est enregistré à la rubrique « Créances commerciales, sociétés liées » de l'état de situation financière consolidé ci-joint à cette date.

Au 31 décembre 2014, la société Bestinver Gestión, S.A., S.G.I.I.C. possède une participation significative dans Elecnor, S.A., la société mère du GROUPE ELECNOR. Aucune transaction n'a été effectuée durant l'exercice avec cette société, aucun solde en attente de recouvrement ou versement n'étant non plus maintenu au 31 décembre.

# 27. Honoraires pour services prêtés par les auditeurs aux comptes

Durant l'exercice 2014, les honoraires au titre des services d'audit des comptes et autres services prêtés par l'audit de la Société mère, KPMG Auditores, S.L., ou par une société liée à l'audit par contrôle, propriété commune ou gestion (Deloitte, S.L. en 2012), ont été les suivants (en milliers d'euros) :

Exercice 2014	Milliers d'euros		
	Services prêtés	Services	
	prêtés par	par d'autres	
Description	l'auditeur principal	firmes d'audit	
Services d'audit	578 90 <b>668</b>	472	
Autres services de vérification		-	
Total services d'audit et similaires		472	
Services d'assistance fiscale	19	12	
Autres services	64	129	
Total services professionnels	751	613	

Exercice 2013	Milliers o	d'euros	
	Services prêtés	Services	
	prêtés par	par d'autres	
Description	l'auditeur principal	firmes d'audit	
Services d'audit	481 90 <b>571</b>	378	
Autres services de vérification		-	
Total services d'audit et similaires		378	
Services d'assistance fiscale	-	64	
Autres services	136	30	
Total services professionnels	707	472	

## 28. Bénéfices par action

Les bénéfices de base par action correspondant aux exercices 2014 et 2013 sont les suivants :

Bénéfice net attribuable (milliers d'euros) Nombre total d'actions en circulation Moins - Actions propres (Note 13.d) Nombre moyen d'actions en circulation Bénéfices de base par action (euros)

2014	2013
58.542	53.289
87.000.000	87.000.000
(2.471.032)	(2.488.452)
84.528.968	84.511.548
0,69	0,63

Aux 31 décembre 2014 et 2013, Elecnor, S.A., Société mère du Groupe ELECNOR, n'a pas émis d'instruments financiers ni d'autres contrats qui donnent droit à leur propriétaire de recevoir des actions ordinaires de la Société. Par conséquent, les bénéfices dilués par action coïncident avec les bénéfices de base par action.

## 29. Information environnementale

Vu l'importance que le respect de l'environnement a dans le maintien et l'amélioration de vie des générations actuelle et futures, la Direction de la Société a mené de bonnes pratiques environnementale en partant de la base de l'accomplissement de la législation environnementale. Avec l'entrée en vigueur de la Norme UNE-EN ISO 14001 en 1996, la Société incorpore la Gestion Environnementale au mode de gestion de l'entreprise, avec l'engagement d'améliorer de manière continue l'impact environnementale de ses produits et services et de ses processus de production.

Les principales actions dans des installations et activités du groupe ont été celles qui sont décrites ci-après :

#### Gestion environnementale-

Le Groupe a consolidé l'implantation de Systèmes de Gestion Environnementale, en maintenant la certification d'AENOR selon la norme UNE-EN ISO 14001 :2004 pour chacune des Sous-directions générales et Directions suivantes :

- Sous-direction général d'énergie (GA-2000/0294)
- Sous-direction général des grands réseaux (GA-2000/0295)
- Direction Est (GA-2002/0225)
- Direction Centre (GA-2003/0220)
- Direction Nord-est (GA-2004/0031)
- Direction Sud (GA-2004/0273)
- Elecnor Environnement (GA-2004/0030)

De la même façon, durant l'exercice 2013 le Système de Gestion Énergétique UNE-EN ISO 50001(GE-033/2013) a été implanté et certifié.

#### Actions environnementales-

Durant l'exercice 2014, diverses actions ont été menées dans le but de diminuer les niveaux de nuisance sonore, réduire et améliorer la gestion des déchets, réduire la consommation de papier et d'augmenter l'usage de papier recyclé dans les bureaux et entrepôts, ainsi que de soutenir et développer des activités liées à une gestion efficiente de l'énergie, ce qui traduit par le respect et la protection intégrale de l'environnement dans toutes et chacune des activités développées par l'entreprise.

#### Contingences environnementales-

En ce qui concerne les contingences possibles qui pourraient se produire en matière d'environnement, les Administrateurs de la Société mère considèrent qu'elles sont suffisamment couvertes par les polices d'assurance de responsabilité civile qu'elle a souscrites et les provisions qu'elle a constituées à cet effet.

# 30. Information relative aux reports de paiement effectués aux fournisseurs. Troisième disposition additionnelle. « Devoir d'information » de la Loi 15/2012, du 5 juillet

La Loi 15/2010, du 5 juillet, de modification de la Loi 3/2004, du 29 décembre, qui fixe les mesures de lutte contre la morosité dans les opérations commerciales, a établi, entre autres questions, des restrictions aux délais maximums de paiement des compagnies.

Dans ce contexte, le Groupe Elecnor a constitué un groupe de travail intégré par les départements de systèmes d'information, contrôle de gestion, comptabilité générale, assistance juridique et trésorerie afin de concilier les dispositions de cette Loi et les procédures et systèmes du Groupe. Comme résultat des travaux réalisés, une note interne a été rédigée et distribuée aux Directions d'Activité et aux Filiales du Groupe au mois de juillet 2010, dans laquelle, entre autres questions, était établi ceci :

- Pour les contrats antérieurs au 7 juillet 2010 les conditions pactisées avec les fournisseurs seraient maintenues.
- Pour les contrats postérieurs au 7 juillet 2010, les conditions pactisées dans le contrat en aucun cas ne pourront dépasser les délais maximum de paiement établis dans la Loi qui, pour la période allant du 31 décembre 2013 au 31 décembre 2014, sont de 60 jours, en général et pour le génie civil.
- Exigence aux clients, de leur côté, d'accomplir les délais établis part la Loi.

L'information requise par la troisième Disposition additionnelle de la Loi 15/2010, du 5 juillet, est détaillée ci-après :

	Milliers d'euros					
	201	4				
	Montant	%				
Paiements réalisés dans le délai légal maximum	575.326	68 %				
Reste	276.487	32 %				
Total paiements de l'exercice	851.813	100 %				
Délai Moyen Pondéré Dépassé (PMPE) (jours) des paiements	27					
Paiements différés qui, à la date de clôture, dépassaient le délai légal maximum	26.014	4,89 %				

	Milliers d'euros						
	2013						
	Montant	%					
Paiements réalisés dans le délai légal maximum	776.618	80 %					
Reste	189.066	20 %					
e I paiements de l'exercice  i Moyen Pondéré Dépassé (PMPE) (jours) des paiements	965.684	100 %					
Délai Moyen Pondéré Dépassé (PMPE) (jours) des paiements	29						
Paiements différés qui, à la date de clôture, dépassaient le délai légal maximum	28.169	5,30 %					

Les données exposées dans le tableau précédent concernant les paiements aux fournisseurs se réfèrent à ceux des sociétés de l'ensemble consolidé qui, de par leur nature, ce sont des créanciers commerciaux pour dettes avec des fournisseurs de biens et services, de sorte qu'elles incluent les données relatives aux postes « Fournisseurs et autres créditeurs - Dettes pour achats ou prestation de services » du passif courant de l'état de situation financière consolidé.

Le délai moyen pondéré dépassé (PMPE) des paiements a été calculé comme étant le quotient de la division du numérateur, formé par la somme des produits de chacun des paiements aux fournisseurs réalisés dans l'exercice, dans un délai supérieur au délai légal de paiement, et du nombre de jours dépassé par rapport au délai respectif, par le dénominateur, qui est le montant total des paiements effectués dans l'exercice dans un délai supérieur au délai légal de paiement.

Le délai maximum légal de paiement applicable aux sociétés espagnoles de l'ensemble consolidable selon la Loi 3/2004, du 29 décembre, qui établit les mesures de lutte contre la morosité, dans les exercices 2014 et 2013 dans les opérations commerciales, est de 60 jours.

De l'avis des Administrateurs de la Société mère, le risque que les manquements à ces règles se matérialisent en un passif significatif pour le Groupe est négligeable.

#### Annexe I:

## Données des entreprises

	(Milliers d'euros)							
			(1111111)	% de			Résultat	Acompte sur
				participation			net de	dividende
				directe	Capital		l'exercice	de l'exercice
EXERCICE 2014	Adresse	Audit	Activité	ou indirecte	souscrit	Réserves	2014	2014
Sociétés participées consolidées								
Par intégration globale :								
Adhorna Prefabricación, S.A.	Bilbao	Deloitte	Fabrication d'articles dérivés du ciment					
			et en polyester renforcé de fibre de verre	100%	1.081	3.178	(2.253)	-
Aerogeneradores del Sur, S.A. (*)	Séville	Deloitte	Construction, exploitation et utilisation					
			des ressources éoliennes	76%	2.912	3.109	(279)	-
Alto Jahuel Trans. Energia (*)	Chili	KPMG	Exploitation de concessions de services					
			de transmission d'énergie électrique	51%	46.080	(319)	7.919	
Aplicaciones Técnicas de la Energía, S.L. (ATERSA)	Valence	Deloitte	Énergie solaire	100%	24.535	(876)	27	-
Area 3 Equipamiento y Diseño Interiorismo, S.L.U.	Madrid	***	Travaux de conception d'intérieur	100%	12	402	15	
Audeca, S.L.U.	Madrid	KPMG	Restauration et reboisement du milieu					
			naturel et exploitation des routes.	100%	132	2.931	659	(600)
Belco Elecnor Electric, INC	États-Unis	RP&B	Installations électriques	100%	14.964	(5.829)	(4.675)	-
Bulgana Wind Farm PTY LTD (*)(****)	Australie	***	Exploitation d'installations d'utilisation					
			énergétique	100%	1.386	(28)	(894)	
Caiua Transmissora De Energia, S.A. (*)	Brésil	KPMG	Exploitation de concessions de services					
			publics de transmissions d'énergie électrique	26%	30.713	(3.927)	959	
Cantareira Transmissora De Energía, S.A. (*)(****)	Brésil	KPMG	Exploitation de concessions de services					
		1/21/10	publics de transmissions d'énergie électrique	26%	9.936	(279)	(47)	
Celeo Concesiones E Inversiones, S.L.U.	Madrid	KPMG	Gestion et administration des entreprises	100%	88.946	264.083	23.630	
Celeo Redes Chile Ltda (*)	Chili	KPMG	Exploitation d'installations d'utilisation énergét		61.526	3.813	(280)	-
Celeo Redes, SLU (*)	Madrid	KPMG	Gestion et administration des entreprises	51%	40.025	413.570	(676)	
Celeo Termosolar,S.L.	Madrid	KPMG	Construction et exploitation postérieure	4000/	405	/F0 000\	0.205	
Cl T : D E : C A (4)	Cl :l:	I/DM/C	de centrales thermo-solaires	100%	105	(58.830)	2.395	
Charrua Transmisora De Energia,S.A. (*)	Chili	KPMG	Montage, installation et exploitation de la	Γ10/	77	(220)	//1/\	
CLAL C.A. (4)		***	nouvelle ligne 2 x 500 Charrúa - Ancoa	51%	77	(220)	(616)	
CLN, S.A. (*)	Venezuela Brésil	KPMG	Sans activité	100%	385	1.127	10	
Coqueiros Transmissora De Energía, S.A. (*)	Dresii	Krivia	Exploitation de concessions de services publics de transmissions d'énergie électrique	51%	25.468	(4.806)	173	
Corporacion Electrade, S.A.	Venezuela	Muñoz y	publics de transmissions à energie electrique	31/0	23.400	(4.000)	1/3	
Corporación Electrade, 3.A.	venezueia	asociados	Construction et montage	100%	799	(1.288)	968	
Deimos Castilla La Mancha, S.L.	Ciudad Real		Développement de logiciels, ingénierie et	10070	177	(1.200)	700	
Deirios Casalla La Marieria, S.E.	Ciddad Neai	IXI IVIO	assistance technique en matière de télédétecti	on 100%	750	3.438	(1.012)	_
Deimos Engenharia, S.A.	Portugal	ESAC Espirito		011 10070	730	3.730	(1.012)	
Delitios Engermana, 53 t.	i ortugui	Santo	télécommunications et d'énergie aéronautique	2				
		Associados	et spatiale	80%	250	755	199	_
Deimos Imaging, S.L.U. (*)	Valladolid	KPMG	Développement de logiciels, ingénierie et	0070	200	700	177	
2011103 111aging, 0.2.0. ( )	*unuuonu	14 1110	assistance technique en matière de télédétecti	on 100%	400	1.119	74	_
Deimos Space UK,Limited (*)(****)	Angleterre	KPMG	Analyse, ingénierie et développement de					
			missions spatiales et logiciels	100%	496	13	(155)	_
Deimos Space, S.L.U.	Madrid	KPMG	Analyse, ingénierie et développement de				1:/	
1 '			missions spatiales et logiciels	100%	500	9.508	131	_
Ditra Cantabria,S.A.U.	Santander	***	Installation de réseaux électriques	100%	60	759	190	
Ehisa Construcciones y Obras, S.A.	Saragosse	Luis Ruiz	'					
, ,	3	Apilanez	Construction et montage	100%	600	3.712	262	_
			<del>-</del>					

RAPPORT

(Milliers d'euros)

Eoliennes de L'Érable, INC. (*)  Canada Deloitte Exploitation d'installations	le dividende ice de l'exercice
EXERCICE 2014 Adresse Audit Activité ou indirecte souscrit Réserves 20  Enervento Galicia, S.L La Corogne *** Construction, installation, vente et gestion de parcs et de stations éoliennes en Galice 59,5% 10 (7)  Eólica Páramo de Poza, S.A. (*) Madrid Deloitte Exploitation d'installations d'utilisation énergétique 55% 601 13.172 (1)  Eoliennes de L'Érable, INC. (*) Canada Deloitte Exploitation d'installations	le dividende de l'exercice 4 2014  0 - 32) - 31 -
EXERCICE 2014 Adresse Audit Activité ou indirecte souscrit Réserves 20 Enervento Galicia, S.L La Corogne *** Construction, installation, vente et gestion de parcs et de stations éoliennes en Galice 59,5% 10 (7)  Eólica Páramo de Poza, S.A. (*) Madrid Deloitte Exploitation d'installations d'utilisation énergétique 55% 601 13.172 (1)  Eoliennes de L'Érable, INC. (*) Canada Deloitte Exploitation d'installations	4 2014 0 – 32) – 31 –
EXERCICE 2014 Adresse Audit Activité ou indirecte souscrit Réserves 20 Enervento Galicia, S.L La Corogne *** Construction, installation, vente et gestion de parcs et de stations éoliennes en Galice 59,5% 10 (7)  Eólica Páramo de Poza, S.A. (*) Madrid Deloitte Exploitation d'installations d'utilisation énergétique 55% 601 13.172 (1)  Eoliennes de L'Érable, INC. (*) Canada Deloitte Exploitation d'installations	0 - 32) - 31 -
de parcs et de stations éoliennes en Galice 59,5% 10 (7)  Eólica Páramo de Poza, S.A. (*)  Madrid Deloitte Exploitation d'installations d'utilisation énergétique 55% 601 13.172 (1)  Eoliennes de L'Érable, INC. (*)  Canada Deloitte Exploitation d'installations	0 - 32) - 31 -
de parcs et de stations éoliennes en Galice 59,5% 10 (7)  Eólica Páramo de Poza, S.A. (*)  Madrid Deloitte Exploitation d'installations d'utilisation énergétique 55% 601 13.172 (1)  Eoliennes de L'Érable, INC. (*)  Canada Deloitte Exploitation d'installations	32) -
Eólica Páramo de Poza, S.A. (*)  Madrid  Deloitte  Exploitation d'installations  d'utilisation énergétique  55% 601 13.172 (1)  Eoliennes de L'Érable, INC. (*)  Canada  Deloitte  Exploitation d'installations	32) -
d'utilisation énergétique 55% 601 13.172 (1) Eoliennes de L'Érable, INC. (*) Canada Deloitte Exploitation d'installations	31
Eoliennes de L'Érable, INC. (*)  Canada Deloitte Exploitation d'installations	31
Eoliennes de L'Érable, SEC. (*)  Canada Deloitte Exploitation d'installations	47) –
	1//
Galicia Vento II, S.L. (*)  Lugo *** Exploitation d'installations	
d'utilisation énergétique 69,44% 4 (1)	
Galicia Vento, S.L. (*)  Lugo Deloitte Exploitation d'installations	
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	69) -
Green Light Contractors PTY, LTD (*)(*****)  Australie *** Construction d'un parc photovoltaïque 100%	36 -
Grupo Elecnor Angola (****)  Angola *** Activités dans le domaine des travaux	30
publics et de la construction civile 55% 842 91	
	8 -
	0 -
	10
Halios Inversión y Promoción Solar STITI (*) Madrid *** Promotion construction et evoluitation	12 -
Helios inversion y Homodon Solai, S.E.O. ( )	17\
de parcs photovoltaïques 100% 3.306 5.493	17)
Hidroambiente, S.A.U. Getxo	74 (705)
( )	74 (705)
IVIDE, S.A. IVIDE CONTINECTAL TOUR 1.202 17	
Infraestructuras Villanueva, S.L. (*)  Valence Deloitte Exploitation d'installations d'utilisation	
<u>énergétique</u> 59,47% 3 0	
Integração Maranhense Tranmissora De Energia, S.A. (*) Brésil KPMG Exploitation de concessions de services	•
	01)
Investissements Eoliennes de L'Érable, INC. (*)  Canada *** Administration et assistance 100% 8 (3)	(2)
Investissements Eoliennes de L'Érable, SEC. (*)  Canada *** Administration et assistance 100% 26.157 (1 933)	(2)
	05
Jomar Seguridad, S.L.U. Guadalajara *** Vente, installation et maintenance de	
systèmes de lutte contre les incendies	
et de sécurité 100% 60 1.372	27
Linha De Transmissao Corumba, Ltda (*)  Brésil KPMG Exploitation de concessions de services	
	34 –
Lt Triangulo, S.A (*)  Brésil KPMG Exploitation de concessions de services	
	37 –
Montagens Eletricas Da Serra, Ltda Brésil *** Construction et montage 100% 7 202	21 –
	05 -
Muiño do Vicedo, S.L. (*)  La Corogne *** Exploitation d'installations d'utilisation	
énergétique 94% 3 (2)	(0) -
Omninstal Electricidade, S.A. Portugal KPMG Construction et montage 100% 1.053 1.839	85
Parque Eólico Cofrentes, S.L.U. (*)  Valence *** Exploitation d'installations d'utilisation	
énergétique 100% 10 (2)	

			(Milliers d	'euros)				
				% de			Résultat	Acompte sur
				participation			net de	dividende
				directe	Capital		l'exercice	de l'exercice
EXERCICE 2014	Adresse	Audit	Activité	ou indirecte	souscrit	Réserves	2014	2014
Parque Eólico Malpica, S.A. (*)	La Corogne	Deloitte	Construction et exploitation d'installations					
	· ·		d'utilisation énergétique	69%	950	1.397	(419)	
Parques Eólicos Villanueva, S.L.U. (*)	Valence	Deloitte	Exploitation d'installations d'utilisation					
·			énergétique	100%	5.000	20.533	984	
Parques Eólicos Palmares, S.A.	Brésil	Deloitte	Exploitation de concessions de services de					
			transmission d'énergie électrique	90%	48.645	(6.011)	1.477	-
Pedras Transmissora De Energía, S.A. (*)	Brésil	KPMG	Exploitation de concessions de services					
			publics de transmissions d'énergie électrique	51%	33.895	(7.216)	497	
Rasacaven, S.A.	Venezuela	Deloitte	Construction et montage	94%	2.731	(5.543)	4.662	-
S.C. Deimos Space, S.R.L. (*)(****)	Roumanie	***	Analyse, ingénierie et développement de					
			missions spatiales et logiciels	100%	250	1	21	
Sdad Aragonesa De Estaciones Depuradoras, S.A. (*)	Saragosse	KPMG	Construction et exploitation de stations du					
			plan spécial d'épuration	60%	6.000	(15)	176	
Siberia Solar, S.L. (*)	Madrid	KPMG	Promotion, construction et exploitation					
			de parcs photovoltaïques	100%	500	3.106	(308)	-
Sociedad Aragonesa De Aguas Residuales, S.A.U.	Saragosse	KPMG	Construction et exploitation de stations du					
			plan spécial d'épuration	100%	6.600	(3.356)	2.825	
Ventos da Lagoa, S.A.	Brésil	Deloitte	Exploitation d'installations					
			d'utilisation énergétique	90%	36.981	(5.548)	474	
Ventos do Litoral Energía, S.A.	Brésil	Deloitte	Exploitation d'installations					
			d'utilisation énergétique	90%	41.404	(6.661)	210	
Ventos do Sul, S.A. (*)	Brésil	Deloitte	Exploitation d'installations					
			d'utilisation énergétique	81%	47.123	(4.964)	6.809	
Ventos dos Indios Energía, S.A.	Brésil	Deloitte	Exploitation de concessions de services					
			de transmission d'énergie électrique	100%	20.782	(1.090)	3.957	
Vila Do Conde Transmissora De Energia, SA (*)	Brésil	KPMG	Exploitation de concessions de services					
•			publics de transmissions d'énergie électrique	51%	46.731	(10.067)	10.593	
Vilhena Montagens Elétricas, Ltda	Brésil	***	Construction et montage	100%	8	2.322	(1.179)	-
Zaragua 2005, S.L.U. (*)	Saragosse	***	Exploitation d'installations					
	Ü		d'utilisation énergétique	100%	60	(59)		_
Zinertia Antequera, S.L.U. (*)	Madrid	***	Promotion, construction et exploitation					
1			de parcs photovoltaïques	100%	3	186	(205)	
Zinertia Renovables Aascv 2, S.L.U. (*)	Madrid	***	Promotion, construction et exploitation					
			de parcs photovoltaïques	100%	3	348	127	_
Zinertia Renovables Aascv, S.L.U. (*)	Madrid	***	Promotion, construction et exploitation					
, ,,			de parcs photovoltaïques	100%	3	434	99	
Zinertia Renovables Erk, S.L.U. (*)	Madrid	***	Promotion, construction et exploitation					
, .,			de parcs photovoltaïques	100%	123	2.023	122	
Zinertia Renovables Hae, S.L.U. (*)	Madrid	***	Promotion, construction et exploitation					
, ,,			de parcs photovoltaïques	100%	84	1.302	101	
Zogu, S.A. (*)	Équateur	Atig Auditores		100%	316	1.928	(30)	
Eólica Montes de Cierzo, S.L. (*)	Tudela	Auditores	5				, ,	
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		Asociados del	Exploitation d'installations					
		Norte, S.L.	d'utilisation énergétique	70%	1.313	263	1.658	(1.200)
		,	<b>y</b> (r ·					,

			(Milliers d'e	euros)				
				% de			Résultat	Acompte sur
				participation			net de	dividende
				directe	Capital		l'exercice	de l'exercice
EXERCICE 2014	Adresse	Audit	Activité	ou indirecte	souscrit	Réserves	2014	2014
Par la méthode de la participation : (Note 10)								
Aries Solar Termoeléctrica, S.L. (Aste) (*)	Madrid	KPMG	Développement, construction et exploitation					
			de centrales solaires d'énergie thermoélectriqu	ie 55,7%	10.020	(62.247)	(26.042)	-
Brilhante Transmissora De Energia, SA (*)	Brésil	KPMG	Exploitation de concessions de services					
			publics de transmissions d'énergie électrique	26%	96.383	(23.372)	1.589	
Brilhante II Transmissora De Energia, SA (*)	Brésil	KPMG	Exploitation de concessions de services					
			publics de transmissions d'énergie électrique	26%	202	(151)	(119)	-
Consorcio Eólico Marino Cabo Trafalgar, S.L. (*)	La Corogne	***	Exploitation d'installations					
			d'utilisation énergétique	35%	200	(53)	(6)	
Dioxipe Solar, S.L. (*)	Madrid	KPMG	Développement, construction et exploitation					
•			de centrales solaires d'énergie thermoélectriqu	ie 55%	109	(12.956)	(14.143)	
Eólica Cabanillas, S.L. (*)	Tudela	Auditores						
		Asociados del	Construction et exploitation postérieure					
		Norte, S.L.	de centrales énergétiques	0%	1.120	224	477	
Eólica Caparroso, S.L. (*)	Tudela	Auditores	<u> </u>					
		Asociados del	Exploitation d'installations					
		Norte, S.L.	d'utilisation énergétique	0%	2.001	400	(2)	
Eólica La Bandera, S.L. (*)	Tudela	Auditores	<u> </u>					
		Asociados del	Exploitation d'installations					
		Norte, S.L.	d'utilisation énergétique	0%	806	161	1.113	(700)
Gasoducto de Morelos, S.A.P.I.			Exploitation et maintenance					
(Sdad Anónima Promotora de Inversión) de C.V.	Mexique	Deloitte	du gazoduc Morelos	50%	28.518	(506)	(2.962)	
Caiua Transmissora De Energia, S.A. (*)	Brésil	KPMG	Exploitation de concessions de services					
•			publics de transmissions d'énergie électrique	17%	102.042	(21.672)	326	_
Parque Eólico La Gaviota, S.A. (*)	Îles Canaries	Ernst & Young	Exploitation d'installations					
		Ü	d'utilisation énergétique	35%	1.352	189	(379)	
Sdad. Aguas Residuales Pirineos, S.A.	Saragosse	***	Construction et exploitation de stations					
•	ŭ		du plan spécial d'épuration	50%	9.158	1.062	353	
Ventos do Faro Farelo, S.L. (*)	Galice	***	Exploitation d'installations					
			d'utilisation énergétique	38%	4	(11)	(2)	
			<u> </u>					

<sup>(\*)</sup> Sociétés participées indirectement par Elecnor, S.A.

(\*\*\*) Sociétés non obligées par les lois à soumettre leurs comptes annuels à un audit.

(\*\*\*\*) Sociétés incorporées au périmètre de consolidation dans l'exercice 2014.

RAPPORT

## Annexe I: Données des entreprises

	(Milliers d'euros)							
			,	% de			Résultat	Acompte sur
				participation			net de	dividende
				directe	Capital		l'exercice	de l'exercice
EXERCICE 2013	Adresse	Audit	Activité	ou indirecte	souscrit	Réserves	2013	2013
Sociétés participées consolidées :	710.000	7 10010	round	04 111411 0010	0000011	110001100		
Par intégration globale-								
. ag. a g								
Elecnor Transmissao de Energía, S.A. (*)	Brésil	KPMG	Construction et montage	100%	313.982	(20.145)	4.131	_
Elecnor Inc.	Delaware		ochou double och mornago	10070	0.00.702	(2011.10)		
2.00.070.	(États-Unis)	PR&B	Installations	100%	12.928	(3.402)	(371)	_
Enerfin Quebec Services INC (*)	Canada	(***)	Promotion et direction d'activités			(=/	(5)	
		· /	éoliennes	100%	1.259	(97)	(24)	-
Belco Elecnor Electric INC	États-Unis	(***)	Installations électriques	100%	8.837	(2.162)	(3.803)	
Internacional de Desarrollo Energético, S.A. (IDDE)	Madrid	(***)	Commercial	100%	1.202	77	-	
Omninstal Electricidade, S.A.	Portugal	KPMG	Construction et montage	100%	1.053	1.595	296	
Elecnor de Argentina, S.A.	Argentine	KPMG	Construction et montage	99,49%	8.766	(6.477)	(70)	
Electrolíneas del Ecuador, S.A.	Équateur		Construction et montage	100%	1.272	875	80	
Zogu, S.A. (*)	Équateur	Atig Auditores	Construction et montage	100%	316	1.739	96	
Elecven Construcciones, S.A.	Venezuela	Deloitte	Construction et montage	96,20%	3.299	3.905	3.751	
Rasacaven, S.A.	Venezuela	Deloitte	Construction et montage	93,72%	2.731	(704)	961	
Corporación Electrade, S.A.	Venezuela	Muñoz y				()		
		Asociados	Construction et montage	100%	799	576	1.226	(1.108)
Adhorna Prefabricación, S.A.	Bilbao	Deloitte	Fabrication d'articles dérivés du ciment					(
			et en polyester renforcé de fibre de verre	100%	1.081	8.417	(5.250)	-
Elecnor Chile, S.A.	Chili	Armando				******	(0.200)	
•		Vergara						
		Gutiérrez	Construction et montage	100%	6.406	3.773	3.084	_
Hidroambiente, S.A.U.	Getxo							
	(Biscaye)	KPMG	Activités environnementales	100%	615	7.274	638	_
Elecnor Montagens Elétricas, Ltda.	Brésil	(***)	Construction et montage	100%	372	2.600	(1.719)	
Enerfin Enervento, S.A.	Madrid	Deloitte	Gestion et administration des entreprises	70%	11.163	31.813	11.028	
Elecnor de México, S.A. de C.V.	Mexique	E&Y	Construction et montage	100%	910	1.527	129	-
Montelecnor, S.A.	Uruguay	E&Y	Construction et montage	100%	486	3.015	961	
Aerogeneradores del Sur, S.A. (*)	Séville	Deloitte	Construction, exploitation et utilisation					
, ,,			des ressources éoliennes	76%	2.912	1.168	1.903	-
Alto Jahuel Transmisora de Energía S.A.	Chili	Deloitte	Exploitation de concessions de services					
Š			de transmissions d'énergie électrique	100%	29.958	(2.949)	(2.238)	-
Ehisa Construcciones y Obras, S.A.	Saragosse	Luis Ruiz-						
•	Ü	Apilanez	Construction et montage	100%	600	4.050	(338)	-
Deimos Space, S.L.U.	Madrid	KPMG	Analyse, ingénierie et développement de					
			missions spatiales et logiciels	100%	500	9.215	297	-
Ventos Do Sul Energía, S.A. (*)	Brésil	Deloitte	Exploitation d'installations d'utilisation					
			énergétique	91%	47.123	(3.073)	4.863	-
Eólica Páramo de Poza, S.A. (*)	Madrid	Deloitte	Exploitation d'installations d'utilisation					
			énergétique	55%	601	11.916	1.474	-
Aplicaciones Técnicas de la Energía, S.L. (ATERSA)	Valence	Deloitte	Énergie solaire	100%	24.535	10.512	(11.389)	-
Muiño do Vicedo, S.L. (*)	La Corogne	(***)	Exploitation d'installations d'					
	ŭ		utilisation énergétique	94%	3	(1)	-	-
Enerfera, S.R.L. (*)	Italie	(***)	Construction, exploitation et					
		•	utilisation des ressources éoliennes	100%	10	55	(7)	-

			(Milliers d'e	euros)				
			,	% de			Résultat	Acompte sur
				participation			net de	dividende
				directe	Capital		l'exercice	de l'exercice
EXERCICE 2013	Adresse	Audit	Activité	ou indirecte	souscrit	Réserves	2013	2013
Enerfin Sociedad de Energía, S.L.	Madrid	Deloitte	Gestion et administration des entreprises	100%	48.052	215.585	4.255	
Montagens Elétricas da Serra, Ltda.	Brésil	(***)	Construction et montage	100%	7	684	(483)	-
Vilhena Montagens Elétricas, Ltda.	Brésil	(***)	Construction et montage	100%	8	1.192	2.219	-
Parque Eólico Cofrentes, S.L.U. (*)	Valence	(***)	Exploitation d'installations d'					
			utilisation énergétique	100%	10	(1)	(1)	-
Enerfin Energy Company of Canada, INC (*)	Canada	(***)	Exploitation d'installations d'					
utilisation énergétique	100%	90.694	(9.424)	(63)	-			
Enervento Galicia, S.L.	La Corogne	(***)	Construction, installation, vente et gestion					
	· ·		de parcs et stations éoliennes en Galice	59,50%	10	(7)	-	-
Deimos Imaging , S.L.U. (*)	Valladolid	KPMG	Développement de logiciels, ingénierie,					
3 3			assistance technique	100%	400	1.112	7	-
Celeo Redes, S.L.U (*)	Madrid	(***)	Gestion et administration des entreprises	100%	36.688	357.338	(183)	-
Siberia Solar, S.L.U (*)	Madrid	KPMG	Promotion, construction et exploitation					
			de parcs photovoltaïques	100%	500	3.058	330	-
Celeo Concesiones e Inversiones, S.L.U.	Madrid	KPMG	Gestion et administration des entreprises	100%	87.045	455.778	285	-
Área 3 Equipamiento y Diseño del Interiorismo, S.L.U	Madrid	(***)	Travaux de conception d'intérieur	100%	12	373	28	-
Enerfin Rodonita Galicia, S.L. (*)	La Corogne	(***)	Exploitation d'installations					
	· ·		d' utilisation énergétique	80%	4	(1)	(1)	-
Audeca, S.L.U	Madrid	KPMG	Restauration et reboisement du milieu					
•			naturel et exploitation de routes	100%	132	3.301	1.894	(1.432)
Jomar Seguridad, S.L.U.	Guadalajara	(***)	Vente, installation et maintenance de systèmes					
3	,		de lutte contre les incendies et de sécurité.	100%	60	1.211	169	-
Celeo Termosolar, S.L.	Madrid	KPMG	Construction et exploitation postérieure					
			de centrales thermo-solaires	100%	105	(47.238)	4.333	-
Ventos da Lagoa, S.A.	Brésil	Deloitte	Exploitation d'installations					
			d'utilisation énergétique	90%	36.981	(6.610)	763	-
Ventos do Litoral Energia, S.A.	Brésil	Deloitte	Exploitation d'installations					
			d'utilisation énergétique	90%	41.404	(9.863)	2.864	-
Parques Eólicos Palmares, S.A	Brésil	Deloitte	Exploitation de concessions de services					
•			de transmissions d'énergie électrique	90%	48.645	(8.324)	1.931	-
Elecdor, S.A	Équateur	Atig Auditores		100%	691	47	(50)	-
Vila Do Conde Transmissora de	Brésil	KPMG	Exploitation de concessions de services					
Energía, S.A (*)			publics de transmissions d'énergie électrique	100%	46.731	(12.947)	7.656	-
Zaragua 2005, S.L.U (*)	Saragosse	(***)	Exploitation d'installations d'					
			utilisation énergétique	100%	60	(58)	(1)	-
Sociedad Aragonesa de Aguas	Saragosse	KPMG	Construction et exploitation de stations					
Residuales, S.A.U.			d'épuration	100%	6.600	(2.684)	(671)	-
Encruzo Novo Transmissora de	Brésil	KPMG	Exploitation de concessions de services					
Energía, Ltda (*)			publics d'énergie électrique100%	14.578	(2.708)	(30)	-	
Elecnor Seguridad, S.L.	Madrid	(***)	Installation et maintenance de systèmes					
			de sécurité contre les incendies	100%	120	606	(41)	-
Elecnor Financiera, S.L. (*)	Bilbao	Deloitte	Administration et assistance des entreprises	100%	12.000	17.973	3.615	(800)
Sociedad Aragonesa de	Saragosse	KPMG	Construction et exploitation de stations du					
Estaciones Depuradoras, S.A.	-		plan spécial d'épuration	60%	6.000	(236)	221	-
Deimos Castilla La Mancha, S.L.	Ciudad Real	KPMG	Développement de logiciels, ingénierie et					
			assistance technique en matière de télédétection	on 100%	750	4.208	(768)	

(Milliers d'euros)

Deimos Space UK, limities (*) (*****)				(Milliers d	'euros)				
Exercice   Adresse   Audit   Activité   Ouindirecte   Souscrit   Réserves   2013   2					% de			Résultat	Acompte sur
Exercise 2013   Adresse   Audit   Activité   ou indirecte   souscrit   Réserves   2013   2013					participation			net de	dividende
Enerfin Energy Company, LLC. (*)   Etats-Unis (***)   Promotion et direction d'activités éoliennes   100%   3.275   (2.340)   (74)   - Parque Eólico Malpica, S.A. (*)   La Corogne   Deloitte   Exploitation d'installations d'utilisation énergétique   68,64%   950   905   492   - Ventos dos Indios Energia, S.A.   Brésil (***)   Exploitation de concessions de services de transmissor d'énergie électrique   100%   4.326   (566)   (3)   - Ventos dos Indios Energia, S.A. (*)   Chili (***)   Exploitation d'installations d'utilisation énergétique   100%   32,402   (885)   (1.303)   - Ventos de l'exploitation d'installations d'utilisation énergétique   100%   32,402   (885)   (1.303)   - Ventos de l'exploitation d'installations d'energie électrique   100%   32,402   (885)   (1.303)   - Ventos de l'exploitation de concessions de services publics de transmissions d'energie électrique   100%   32,575   23,193   6.866   (6.800)   (885)   (1.303)   - Ventos de l'exploitation de concessions de services publics de transmissions d'energie électrique   100%   35,752   23,193   6.866   (6.800)   (885)					directe	Capital		l'exercice	de l'exercice
Parque Eólico Malpica, S.A. (*)   La Corogne   Deloitte   Exploitation d'installations d'utilisation éragétique   68,64%   950   905   492   - 905	EXERCICE 2013	Adresse	Audit	Activité	ou indirecte	souscrit	Réserves	2013	2013
Parque Eólico Malpica, S.A. (*)   La Corogne   Deloitte   Exploitation d'installations d'utilisation éragétique   68,64%   950   905   492   - 905	Fnerfin Fnergy Company II C. (*)	États-Unis	(***)	Promotion et direction d'activités éoliennes	100%	3.275	(2.340)	(74)	_
Ventos dos Indios Energia, S.A.   Brésil (***)   Exploitation de concessions de services de transmission d'énergie électrique   100%   4.326   (5.66)   (3)   -			Deloitte		10070	0.2, 0	(2.0.0)	(* -/	
Ventos dos Indios Energia, S.A.   Brésil (***)   Exploitation de concessions de services de transmission d'ênergie électrique   100%   4.326   (5.66)   (3)   - Celeo Redes Chile Ltda. (*)   Exploitation d'installations d'energie électrique   100%   32.402   (8.85)   (1.303)   - Cequeiros Transmissora de Energia, S.A. (*)   Brésil   KPMG   Exploitation de concessions de services publics de transmissions d'ênergie électrique   100%   25.222   (4.907)   76   - Enerfin Enervento Exterior, S.L.U   Madrid (***)   Gestion et administration des entreprises   100%   35.752   23.193   6.866   (6.800)					68.64%	950	905	492	_
Celeo Redes Chile Ltda. (*)   Chili (***)   Exploitation d'installations d'utilisation énergétique (butilisation énergétique et des énergies encouvelables (butilisation énergétique et des énergies encouvelabl	Ventos dos Indios Energia, S.A.	Brésil	(***)						
Column   C	3.,		` '		100%	4.326	(566)	(3)	-
Coqueiros Transmissora de Energía, S.A. (*)   Brésil KPMG   Exploitation de concessions de services publics de transmissions d'énergie électrique publics de t	Celeo Redes Chile Ltda. (*)	Chili	(***)				. ,		
Price   Pric	•		, ,	1	100%	32.402	(885)	(1.303)	-
Publics de transmissions d'énergie électrique   100% 25.222 (4,907) 76   76   76   76   76   76   76   76	Coqueiros Transmissora de Energía, S.A. (*)	Brésil	KPMG						
Brilhante II Transmissora de Energía, S.A. (*) (****)  Enerfin Energy Company of Australia PTY, Ltd (*) (****)  Enerfin Energy Company of Australia PTY, Ltd (*) (****)  Enerfin Developements British Columbia, Inc (*) (****)  Canada (***) Promotion et direction d'activités éoliennes 100% 1.012 (114) (30) -  Enerfin Developements British Columbia, Inc (*) (****)  Canada (***) Promotion et direction d'activités éoliennes 100% 7.4 (6)  Enerfin Developements British Columbia, Inc (*) (****)  Enerfin Developement British Columbia, Inc (***)  Enerfin Developement British Columbia, Inc (***)  Energia UK, (****)  Energia				publics de transmissions d'énergie électrique	100%	25.222	(4.907)	76	-
Publics de transmissions d'énergie électrique   100%   101   (69)   (16)   -	Enerfin Enervento Exterior, S.L.U	Madrid	(***)	<u> </u>	100%	35.752	23.193	6.866	(6.800)
Enerfin Energy Company of Australia PTY, Ltd (*) (*****)  Enerfin Developements British Columbia, Inc (*) (*****)  Enermos Space, S.R.L (*) (*****)  Enermos Space, S.R.L (*) (*****)  Enermos Space UK, limities (*) (*****)  Elections Brasil, Ltd (*) (*****)  Election Brasil, Ltd (*) (*****)  Election Brasil, Ltd (*) (*****)  Election Brasil, Ltd.a.   Brilhante II Transmissora de Energía, S.A. (*) (****)	Brésil	KPMG	Exploitation de concessions de services						
Enerfin Developements British Columbia, Inc (*) (*****)  S.C. Deimos Space, S.R.L. (*) (*****)  Roumanie (****)  Roumanie (****)  Analyse, ingénierie et développement de missions spatiales et logiciels 100% 20 - (3) -  Deimos Space UK, limities (*) (*****)  Angleterre KPMG Analyse, ingénierie et développement de missions spatiales et logiciels 100% 181 - (21) -  Bulgana Wind Farm PTY Ltd (*) (*****)  Australie (****)  Exploitation d'installations d'utilisation énergétique 100% 705 (42) (12) -  Elecnor Brasil, Lt.d.a.  Brésil KPMG Construction et montage 100% 6.551 4.881 8.492 -  CLN, S.A. (*)  Elecnor Energie Und BAU, GmbH (******)  Allemagne (****)  Allemagne (****)  Allemagne (****)  Les plus amples activités commerciales d'ingénierie, projection, construction, montage, réparation, mouvement et conservation de tout type de travaux et installations, en particulier d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables 100% 1.931 (3) (1.089) -  Elector Hawkeye, LLC (******)  Elector Hawkeye, LLC (******)  Algérie (****)  Construction et montage 100% 1.931 (3) (1.089) -  Electal, URL (*****)  Algérie (****)  Construction et montage 100% 1.931 (5) 5 -				publics de transmissions d'énergie électrique	100%	101	(69)	(16)	-
S.C. Deimos Space, S.R.L. (*) (****)  Romanie (***)  Analyse, ingénierie et développement de missions spatiales et logiciels 100% 20 - (3) -  Deimos Space UK, limities (*) (****)  Angleterre KPMG Analyse, ingénierie et développement de missions spatiales et logiciels 100% 181 - (21) -  Bulgana Wind Farm PTY Ltd (*) (****)  Bulgana Wind Farm PTY Ltd (*) (****)  Exploitation d'installations d'utilisation énergétique 100% 705 (42) (12) -  Elecnor Brasil, Lt.d.a.  Brésil KPMG Construction et montage 100% 6.551 4.881 8.492 -  CLN, S.A. (*)  Elecnor Energie Und BAU, GmbH (*****)  Allemagne (****)  Sans activité 100% 385 1.127 10 -  Elecnor Energie Und BAU, GmbH (******)  Allemagne (****)  Les plus amples activités commerciales d'ingénierie, projection, construction, montage, réparation, mouvement et conservation de tout type de travaux et installations, en particulier d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables 100% 75 (36) (135) -  Elecnor Hawkeye, LLC (*****)  États-Unis (****)  Algérie (****)  Construction et montage 100% 110 (5) 5 -	Enerfin Energy Company of Australia PTY, Ltd (*) (****)	Australie	(***)	Promotion et direction d'activités éoliennes	100%	1.012	(114)	(30)	-
Deimos Space UK, limities (*) (*****)	Enerfin Developements British Columbia, Inc (*) (*****)	Canada	(***)	Promotion et direction d'activités éoliennes	100%	74	(6)	-	-
Deimos Space UK, limities (*) (****)  Angleterre KPMG Analyse, ingénierie et développement de missions spatiales et logiciels 100% 181 - (21) -  Bulgana Wind Farm PTY Ltd (*) (****)  Australie (***)  Exploitation d'installations d'utilisation énergétique 100% 705 (42) (12) -  Elecnor Brasil, Lt.d.a.  Brésil KPMG Construction et montage 100% 6.551 4.881 8.492 -  CLN, S.A. (*)  Venezuela (****)  Allemagne (****)  Les plus amples activités commerciales d'ingénierie, projection, construction, montage, réparation, mouvement et conservation de tout type de travaux et installations, en particulier d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables 100% 75 (36) (135) -  Elecnor Hawkeye, LLC (*****)  États-Unis (****)  Algérie (****)  Construction et montage 100% 110 (5) 5 -	S.C. Deimos Space, S.R.L. (*) (****)	Roumanie	(***)	Analyse, ingénierie et développement					
Bulgana Wind Farm PTY Ltd (*) (*****)	·			de missions spatiales et logiciels	100%	20	-	(3)	-
Bulgana Wind Farm PTY Ltd (*) (****)	Deimos Space UK, limities (*) (****)	Angleterre	KPMG	Analyse, ingénierie et développement					
CLN, S.A. (*)   Serial   KPMG   Construction et montage   100%   705   (42)   (12)   -				de missions spatiales et logiciels	100%	181	-	(21)	-
Elecnor Brasil, Lt.d.a.   Brésil KPMG   Construction et montage   100%   6.551   4.881   8.492   - CLN, S.A. (*)   Venezuela (****)   Sans activité   100%   385   1.127   10   - Elecnor Energie Und BAU, GmbH (*****)   Allemagne (****)   Les plus amples activités commerciales d'ingénierie, projection, construction, montage, réparation, mouvement et conservation de tout type de travaux et installations, en particulier d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables   100%   75   (36)   (135)   - Elecnor Hawkeye, LLC (*****)   États-Unis (****)   Installations électriques   100%   1.931   (3)   (1.089)   - Elecdal, URL (*****)   Algérie (****)   Construction et montage   100%   11   (5)   5   -	Bulgana Wind Farm PTY Ltd (*) (****)	Australie	(***)	Exploitation d'installations					
CLN, S.A. (*)         Venezuela (***)         Sans activité         100%         385         1.127         10         -           Elecnor Energie Und BAU, GmbH (*****)         Allemagne (****)         Les plus amples activités commerciales d'ingénierie, projection, construction, montage, réparation, mouvement et conservation de tout type de travaux et installations, en particulier d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables         100%         75         (36)         (135)         -           Elecnor Hawkeye, LLC (*****)         États-Unis (****)         Installations électriques         100%         1.931         (3)         (1.089)         -           Elecdal, URL (*****)         Algérie (****)         Construction et montage         100%         11         (5)         5         -				d'utilisation énergétique	100%	705	(42)	(12)	-
Elecnor Energie Und BAU, GmbH (*****)  Allemagne (****)  Les plus amples activités commerciales d'ingénierie, projection, construction, montage, réparation, mouvement et conservation de tout type de travaux et installations, en particulier d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables 100% 75 (36) (135) -  Elecnor Hawkeye, LLC (*****)  États-Unis (****)  Installations électriques 100% 1.931 (3) (1.089) -  Elecdal, URL (*****)  Algérie (****)  Construction et montage 100% 11 (5) 5 -	Elecnor Brasil, L.t.d.a.	Brésil	KPMG	Construction et montage	100%	6.551	4.881	8.492	-
d'ingénierie, projection, construction, montage, réparation, mouvement et conservation de tout type de travaux et installations, en particulier d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables 100% 75 (36) (135) -  Elecnor Hawkeye, LLC (*****) États-Unis (****) Installations électriques 100% 1.931 (3) (1.089) -  Elecdal, URL (*****) Algérie (****) Construction et montage 100% 11 (5) 5 -	CLN, S.A. (*)	Venezuela	(***)	Sans activité	100%	385	1.127	10	-
montage, réparation, mouvement et conservation de tout type de travaux et installations, en particulier d'efficacité énergétique et des énergies renouvelables 100% 75 (36) (135) -  Elecnor Hawkeye, LLC (*****) États-Unis (****) Installations électriques 100% 1.931 (3) (1.089) -  Elecdal, URL (*****) Algérie (****) Construction et montage 100% 11 (5) 5 -	Elecnor Energie Und BAU, GmbH (*****)	Allemagne	(***)	Les plus amples activités commerciales					
Conservation de tout type de travaux et   Installations, en particulier d'efficacité   Elecnor Hawkeye, LLC (****)   États-Unis (****)   Installations électriques   100%   1.931   (3) (1.089)   -				d'ingénierie, projection, construction,					
installations, en particulier d'efficacité   énergétique et des énergies renouvelables   100%   75   (36)   (135)   -				montage, réparation, mouvement et					
Elecnor Hawkeye, LLC (*****)         États-Unis (****)         Installations électriques         100%         75         (36)         (135)         -           Elecdal, URL (*****)         Álgérie (****)         Construction et montage         100%         1.931         (3)         (1.089)         -									
Elecnor Hawkeye, LLC (****)         États-Unis (***)         Installations électriques         100%         1.931         (3)         (1.089)         -           Elecdal, URL (****)         Algérie (***)         Construction et montage         100%         11         (5)         5         -				installations, en particulier d'efficacité					
Elecdal, URL (****) Algérie (****) Construction et montage 100% 11 (5) 5					100%	75		. ,	-
			٧ /	Installations électriques				(1.089)	-
Charria Transmisora do Engraía S.A. (****) Chili (***) Montago, installation et exploitation de la			٧ /		100%	11	(5)	5	-
	Charrua Transmisora de Energía, S.A. (****)	Chili	(***)	Montage, installation et exploitation de la					
nouvelle ligne 2 x 500 Charrua - Ancoa 100% 5 -				nouvelle ligne 2 x 500 Charrua - Ancoa	100%	-	-	5	-

**RAPPORT** 

			Mil	les de Eur	OS					
				% de			Résultat	Acompte		
				participation	n			sur dividend	ρ	Montant
				directe ou				de l'exercice		du chiffre
EXERCICE 2013	Adresse	Audit	Activité	indirecte		Réserves	2013	2013	Actif	d'affaires
Par la méthode de la participation (Note 10)	71010350	riudit	reune	manecte	Jousent	TOSCIVOS	2010	2010	71001	- d dildilc3
r ar la metrode de la participation (recte 10)										
Brilhante Transmissora de Energía (*)	Brésil	KPMG	Exploitation de concessions de	50%	99.212	(28.028)	2.593	_	112.793	12.924
Brillance mansmissora de Energia ( )	Dicon	Ta mo	services publics de transmissions	0070	77.212	(20.020)	2.070		112.770	12.721
			d'énergie électrique							
Eólica Cabanillas, S.L. (*)	Tudela	Auditores	Construction et exploitation							
Loned Cabarinas, S.E. ( )	radela	Asociados	postérieure de centrales							
		del Norte, S.L.		35%	1.120	224	1.600	(1.900)	3.956	4.187
Eólica Montes del Cierzo, S.L. (*)	Tudela	Auditores	energeriques	3370	1.120	224	1.000	(1.700)	3.730	4.107
Lonca Montes del Cierzo, J.L. ( )	luucia	Asociados	Exploitation d'installations							
		del Norte, S.L.	d'utilisation énergétique	35%	1.313	263	3.076	(3.000)	6.832	7.939
Eólica La Bandera, S.L. (*)	Tudela	Auditores	d utilisation energetique	33/0	1.313	203	3.070	(3.000)	0.032	7.737
Lorica La Daridera, S.L. ( )	luucia	Asociados	Exploitation d'installations							
		del Norte, S.L.		35%	806	161	968	(1.100)	4.466	4.145
Eálica Caparrosa CI	Tudela	Auditores	d utilisation energetique	33/0	000	101	700	(1.100)	4.400	4.143
Eólica Caparroso, S.L.	ludela	Asociados	Evalaitation d'installations							
		del Norte, S.L.	Exploitation d'installations	35%	2.410	1 1/5	454		E 244	4.215
Persona Fálica La Conieta C A /*\	Îles Canaries		d'utilisation énergétique Exploitation d'installations	33%	2.410	1.165	454		5.344	4.215
Parque Eólico La Gaviota, S.A. (*)	lies Canaries	EXT		24 F20/	1 252	002	(1.40)		2.041	744
Consorcio Eólico Marino Cabo de	In Caragna	Chamanar	d'utilisation énergétique Exploitation d'installations	34,53%	1.352	803	(142)	-	3.841	744
	La Corogne	Stemper Auditores		35%	200	(40)	(4)		653	
Trafalgar, S.L. (*)	Caltan		d'utilisation énergétique	33%	200	(49)	(4)	-	033	
Ventos de Faro Farelo, S.L. (*)	Galice	(***)	Exploitation d'installations	27 F0/	4	/11\			4	
C : I IA D : I I		/+++\	d'utilisation énergétique	37,5%	4	(11)	-	-	4	
Sociedad Aguas Residuales	Saragosse	(***)	Construction et exploitation de de	F00/	0.450	1 /04	200		11 200	1 112
Pirineos, S.A.			stations du plan spécial	50%	9.158	1.604	208	-	11.298	1.443
D: : C   C   (4)	M 1:1	I/D) (C	d'épuration							
Dioxipe Solar, S.L (*)	Madrid	KPMG	Développement, construction et	FF0/	100	04 550	(44 520)		204 454	22 / 77
I T : I F / CA	D / 1	KDMC	exploitation de centrales solaires	55%	109	21.552	(41.539)	-	301.454	22.677
Jauru Transmissora de Energía, S.A.	Brésil	KPMG	Exploitation de concessions de							
			services publics de transmissions	220/	100.040	(05 (00)	70 500		1/5 004	14/17
A : C   T	- M 1:1	KDMC	d'énergie électrique	33%	102.042	(25.628)	79.523	-	165.084	14.617
Aries Solar Termoeléctrica, S.L. (ASTE) (*)	Madrid	KPMG	Développement, construction et	FF 70/	40.000	27.054	/// 0.47\		(4/4/7	FF 0/F
			exploitation de centrales	55,7%	10.020	37.854	(66.347)	-	646.167	55.265
C L L L M L CADI		D.L.iu	solaires d'énergie							
Gasoducto de Morelos, SAPI	Mexique	Deloitte	Construction, ingénierie et fourniture	E00'	00.540	(0.007)	(4.004)		454 470	
(Sdad. Anónima Promotora de inversión) de C.V.			au gazoduc Morelos	50%	28.518	(2.227)	(1.304)	-	154.470	-

(\*) Sociétés participées indirectement par Elecnor, S.A. (\*\*\*) Sociétés non obligées par les lois à soumettre leurs comptes annuels à un audit. (\*\*\*\*) Sociétés incorporées au périmètre de consolidation dans l'exercice 2013.

#### Annexe II:

## Détail de participations dans le capital

de l'exercice 2014

			Milli	iers d'euros					
			% de				Résultat		Montant
			participation				net de		net du
			directe ou	Coût net	Capital		l'exercice		chiffre
EXERCICE 2014	Adresse	Activité	indirecte	comptable	souscrit	Réserves	2014	Actif	d'affaires
ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS									
Sociétés participées par Elecnor, S.A.									
Barcaldine Remote Community Solar Farm PTY, LTD (*)	Australie	Promotion, construction et exploitation							
		de parcs photovoltaïques	20,00%						
Centro Logístico Huerta del Peñon, S.L.	Marbella	Exploitation et maintenance d'installations							
		de traitement et éliminations de déchets	50,00%	48	3	53	40	1.953	1.485
Cia Paranaense De Tratamento De Residuos,S.A.	Brésil	Exploitation et maintenance d'installations							
		de traitement et éliminations de déchets	26,00%	4.052	1.556	(69)	108	1.612	112
ECOM O & M Telecom Ltda	Brésil	Sans activité	100,00%	-	-				
Elecen, S.A.	Honduras	Construction et montage	100,00%	4	7	700	18	736	75
Elecnor Paraguay, S.A.	Paraguay	Sans activité	100,00%	99			-		
Elecnor Perú, S.A.	Pérou	Construction et montage	100,00%	17	51	(30)	7	689	558
Elecnor Ucrania, S.L.	Ukraine	Construction et montage	100,00%	60	31	(16)	3	16	-
Elecred Servicios, S.A.	Madrid	Prestation de tout type de services et promotion, administration et gestion							
		des entreprises	100,00%	60	60	13	-	73	-
Electrificaciones Del Norte, S.A.	Madrid	Les plus amples activités commerciales	100,00%	60	60	29		90	-
Energia Olmedo - Ourense Fase I, S.A.	Madrid	Actions nécessaires pour le projet,							
		la conception, la construction, le							
		financement, la conservation et la							
		maintenance des installations qui conforme							
		la superstructure de la Ligne à Grande Vite	sse						
		Madrid-Galice, tronçon							
		Olmedo-Zamora-Pedralba	18,00%	641	52			1.586	1.575
Enertel, S.A. de C.V.	Mexique	Construction et montage	99,99%	-	38	34	29	1.376	6.320
Eólica la Patagonia, S.A.	Argentine	Exploitation et maintenance							
		de parcs éoliens	50,00%	-					
Inti Energia, S.A.P.I de CV	Mexique	Sans activité	50,00%	3	5			6	
Pidirelys, S.A de C.V.	Mexique	Construction et montage	98,00%	-	41	(4)		34	-
TDS, S.A.	Argentine	Sans activité/en cours de dissolution	100,00%	-					-
Sociétés participées par Corporación Electrade									
Electrade Investment, Ltda.	Barbade	Vente de matériels	100,00%	12	12	221	3	230	
Electrade investment, Ltda.	DaiDaue	vente de materiels	100,0076	12	12	221	<u> </u>	230	
Sociétés participées par Enerfín Sociedad de Energía	, S.L								
Ecobi Uno,S.L	Lugo	Biomasse et développement	14,27%		56	(24)		33	
Infraestructuras Ayora, S.L.	Valence	Exploitation d'installations	,						
,		d'utilisation énergétique	15,28%	13	3	82	(79)	9 700	537
		<u> </u>							
Sociétés participées par Elecnor Financiera, S.L.									
Eólica Baixebre S.L.	Tarragone	Construction et exploitation							
		d'installations d'utilisation énergétique	25,33%	446	-				-
Eólica de Andalucía, S.A.	Séville	Construction et exploitation							
		d'installations d'utilisation énergétique	5,27%	2.507	4.508	11.149	6.266	109.667	18.388

					Mil	liers d'euros			
			% de				Résultat		Montant
			participation				net de		net du
			directe ou	Coût net	Capital		l'exercice		chiffre
EXERCICE 2014	Adresse	Activité	indirecte	comptable	souscrit	Réserves	2014	Actif	d'affaires
Sociétés participées par Helios Inversión									
y Promoción Solar, S.L.U.									
Zinertia Renovables Erk, S.L.U.	Madrid	Promotion, construction et exploitation							
		de parcs photovoltaïques	100,00%	3	3	(44)			
Sociétés participées par IQA Operations Group Ltd									
Rainny Day Events LTD	Écosse	Sans activité	96,88%						
, , ,			.,						
Sociétés participées par Hidroambiente, S.A.U									
Everblue Private Limited (*)	Inde	Activités environnementales	100,00%		96	(15)	114	237	103
Sociétés participées par Enerfin Do Brasil-									
Sdad De Energia Ltda									
Ventos de Cabo Verde I, S.A.	Brésil	Exploitation d'installations d'utilisation							
		énergétique	100,00%	187					
Ventos de Cabo Verde II, S.A.	Brésil	Exploitation d'installations d'utilisation							
		énergétique	100,00%	420					
Ventos de Cabo Verde III, S.A.	Brésil	Exploitation d'installations							
		d'utilisation énergétique	100,00%	324					
Ventos de Granjas Vargas Energía, S.A.	Brésil	Exploitation d'installations							
		d'utilisation énergétique	100,00%	243	-		-		
Ventos de Granjas Vargas II Energía,S.A.	Brésil	Exploitation d'installations							
		d'utilisation énergétique	100,00%	227	-				-
Sociétés participées par Celeo Concesiones									
e Inversiones S.L.									
Celeo Ecologia,SLU	Madrid	Promotion, conception, exploitation,							
		gestion et administration des entreprises	,						
		production d'énergie et/ou traitement							
		des eaux et des déchets	100,00%	3	3	(1)		2	
Sociétés participées par Aplicaciones									
Técnicas de la Energía, S.L.									
Atersa America	États-Unis	Sans activité	100,00%	1	25	(153)		89	
Atersa Photovoltaique Mauritanie, S.A.	Mauritanie	Parcs photovoltaïques	33,00%	-	141	(184)	(218)	894	1.743
Energy Seeker	États-Unis	Sans activité	10,01%	-	3			3	

(\*) Sociétés constituées en 2014.

#### Annexe II:

# Détail de participations dans le capital

de l'exercice 2013

	Milliers d'euros								
-			% de				Résultat		Montant
		p	articipation				net de		net du
		·	directe ou	Coût net	Capital		l'exercice		chiffre
EXERCICE 2013	Adresse	Activité	indirecte	comptable	souscrit	Réserves	2014	Actif	d'affaires
ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS									
Sociétés participées par Elecnor, S.A									
Electrificaciones del Norte, S.A.	Madrid	Les plus amples activités commerciales	100%	60	60	30	(1)	90	
Elecred Servicios, S.A.	Madrid	Prestation de tout type de services et					. ,		
		promotion, administration et gestion							
		des entreprises	100%	60	60	14	(1)	73	-
Isonor Transmisión S.A.C.	Pérou	En cours de dissolution	50%	-	-	- 17	- (1)		
Enertel, S.A. de C.V.	Mexique	Construction et montage	99,99%	106	37	106	31	1.139	5.653
Eólica de la Patagonia, S.A.	Argentine	Exploitation et maintenance de parcs éolien		100	- 37	100	JI	1.137	3.033
Centro Logístico Huerta del Peñón, S.L.	Marbella	Exploitation et maintenance	5 3070						
Centro Logistico Huerta dei Feriori, S.L.	Marbella	d'installations de traitement et éliminations							
		de déchets	F00/	(2/)	2	F7	122	1.002	1 400
	D'		50%	(36)	3	57	132	1.953	1.485
Elecnor Perú, S.A.	Pérou	Construction et montage	100%	20	48	(13)	(16)	55	
CPTR-Companhia Paranaense de	Brésil	Exploitation et maintenance							
Tratamento de Residuos, S.A.		d'installations de traitement et							
_		éliminations de déchets	26%	3.987	1.540	93	25	1.473	112
Elecen, S.A. de C.V.	Honduras	Construction et montage	100%	4	6	588	71	696	143
Elecnor Ucrania, S.L.	Ukraine	Construction et montage	100%	60	22	-	(34)	23	-
inergía Olmedo Ourense Fase I, S.A	Madrid	Actions nécessaires pour le projet, la							
		conception, le financement, la conservation							
		et la maintenance des installations qui							
		conforment la superstructure de la							
		Ligne à Grande Vitesse Madrid-Galice,							
		tronçon Olmedo-Zamora-Pedralba	18%	11	52	-	-	1.586	1.575
Ecom O&M Telecom Ltda	Brésil	Sans activité	100%	-	-	-	-	-	-
Pidirelys, S.A. de C.V.	Mexique	Construction et montage	98%	3	36	3	(13)	34	-
TDS, S.A.	Argentine	En cours de dissolution	100%	-	-	-	-	-	-
Elecnor Australia PTY, Ltd. (*)	Australie	Sans activité	100%	7		_	-		_
Elecnor Paraguay, S.A. (*)	Paraguay	Sans activité	100%	99	-	-	-	_	_
nti Energía, S.A.P.I. de C.V. (*)	Mexique	Sans activité	50%	3	6			6	
_	moraquo		0070						
Sociétés participées par Corporación Electrade, S.A	D   '	War I will	4000/	4.4	4.4	(0.40)	4.4/4	004	4.074
Electrade Investment, Ltda.	Barbade	Vente de matériels	100%	11	11	(940)	1.164	234	1.371
ociétés participées par Enerfín									
Sociedad de Energía, S.L									
Ecobi Uno, S.L.	Lugo	Biomasse en cours de développement	14,27%	-	56	(24)	-	33	-
nfraestructura Ayora, S.L.	Valence	Exploitation d'installations							
-		d'utilisation énergétique	15,28%	13	3	81	(513)	9.663	429
Sociétés participées par Elecnor Financiera, S.L									
Eolica Baix Ebre, S.L	Tarragone	Construction et exploitation							
	iairagonia								
		d'installations d'utilisation énergétique	25,33%	446					

			Milliers d'euros						
			% de				Résultat		Montan
			participation				net de		net du
			directe ou	Coût net	Capital		l'exercice		chiffre
EXERCICE 2013	Adresse	Activité	indirecte	comptable	souscrit	Réserves	2014	Actif	d'affaires
iociedad Eólica de Andalucía, S.A.	Séville	Construction et exploitation d'installations							
		d'utilisation énergétique	5,30%	2.507	4.508	48.725	4.506	176.121	22.710
ociétés participées par Helios Inversión y									
romoción Solar, S.L.U.									
linertia Renovables ERK, S.L.U.	Madrid	Promotion, construction et exploitation							
		de parcs photovoltaïques	100%	3	3	(16)	(28)	-	-
ociétés participées par Aplicaciones									
écnicas de la Energía, S.L.									
Atersa Energy Seeker, S.L.	États-Unis	Sans activité	10,01%	-	3	-	-	3	-
Atersa America	États-Unis	Sans activité	100%	1	22	(134)	-	89	-
Atersa Photovoltaique Mauritaine, S.A	Mauritanie	Parcs photovoltaïques	33,30%	-	32	-	(168)	894	1.743
ociétés participées par Hidroambiente, S.A.U									
Hidrouni Water Solution Private Ltd.	Inde	Traitement des eaux	45%	41	41	1	-	52	25
ociétés participées par Celeo									
Concesiones e Inversiones, S.L.									
Celeo Ecología, S.L.U.	Madrid	Promotion, conception, exploitation,							
		administration et gestion des entreprises,							
		production d'énergie et/ou traitement							
		des eaux et des déchets.	100%	3	3	(1)	-	1	-
ociétés participées par Enerfin do Brasil – idad. De Energía Ltda.									
entos de Cabo Verde I, S.A.	Brésil	Exploitation d'installations							
		d'utilisation énergétique	100%	-	-	-	-	-	-
'entos de Cabo Verde II, S.A.	Brésil	Exploitation d'installations							
		d'utilisation énergétique	100%	-	-	-	-	-	-
'entos de Cabo Verde III, S.A. (*)	Brésil	Exploitation d'installations							
		d'utilisation énergétique	100%	-	-	-	-	-	-
entos de Granja Vargas Energía, S.A. (*)	Brésil	Exploitation d'installations							
		d'utilisation énergétique	100%	-	-	-	-	-	-
entos de Granja Vargas Energía II, S.A. (*)	Brésil	Exploitation d'installations							
		d'utilisation énergétique	100%	-	-	-	-	-	-
ociétés participées par IQA		·							
Operations Group Ltd									
Rainy Day Events Limited	Écosse	Sans activité	55%	-	-	-	-	-	-

(\*) Sociétés constituées dans cet exercice 2013.

# Relation UTE intégrées

		Milliers d'euros				
		20	014	2013		
	Pourcentage de	Travaux	Portefeuille	Travaux	Portefeuille	
UTE	participation	exécutés	non liquidé	exécutés	non liquidé	
UTE VALDELINARES	100,00%	964	-	-	-	
UTE INSTALACIONES ELECTRICAS SINCROTRON ALBA	50,00%	-	-	24	-	
MUVIUM UTE	30,00%	-	-	20	7	
GROUPEMENT INTERNATIONAL SANTE POUR HAITI	100,00%	3.859	34.135	-	-	
UTE MANCOMUNIDAD DE DURANGO	60,00%	14	16	-	-	
UTE ELECNOR OSEPSA	50,00%	989	-	693	170	
UTE CAN COLOMER	50,00%	4	-	60	12.864	
UTE VILLASEQUILLA – VILLACAÑAS	21,00%	-	-	-	300	
UTE MINGORRIA	25,00%	_	53	61	53	
UTE ENERGÍA GRANADA	33,34%	819	4.717	-	-	
UTE AVELE	22,00%	1.202	376	2.712	1.057	
UTE AVELE 2	22,00%	994	651	851	934	
UTE CAMPO DE VUELO	30,00%	-	-	3.664		
UTE ELECNOR – EUROFINSA	50,00%	450	1.662	2.912		
UTE ELECNOR – DEIMOS	100,00%	7	-	80	7	
UTE MANTENIMIENTO BAJA TENSION	60,00%	<u> </u>	_	388		
UTE OIZ	33,34%	_	15	1.229		
UTE IGUZZINI	50,00%		-	74		
SISTEMA ELECTRICO AEROPUERTO				7 7		
LANZAROTE SAMPOL-ELECNOR UTE	50,00%	829	_	_	324	
UTE TORRE ABANDOIBARRA	50,00%	18		497	19	
UTE RED ENERGIA AT	70,00%	-		559	-	
UTE EUROCAT SUR AV	41,20%	3.860		4.077		
UTE AVESUR	12,00%	1.219	315	1.794		
UTE MOBILIARIO HUCA	100,00%	285	- 313	-		
URBANIZADORA RIODEL	50,00%		194		192	
UTE PLANTA RSU ACAHUALINCA	70,00%		- 174	534	- 172	
UTE EDAR SERRANILLOS	50,00%	543		657	461	
UTE INSTALLACIONS TECNOCAMPUS	50,00%	139	139	666	273	
UTE ANILLO GALINDO	25,00%	763	15.217	000	2/3	
UTE EXPLOTACION ZONA 07-A	60,00%	949	- 13.217	960		
CONSORTIUM ELECNOR-DYNATEC	100,00%	747		317	<u>-</u>	
UTE ZONA P2	50,00%		<u> </u>	103	18.566	
UTE ELECNOR OSEPSA	100,00%			791	10.300	
UTE SUBESTACION JUNCARIL	50,00%	614	-	3.318	615	
UTE SICA BCN	100,00%	265	474	3.310	013	
		203	4/4	-	240	
UTE CORREDOR	33,34%	-	472	-	240	
UTE DEINOR NOAIN CONSORCIO NUEVA POLICLÍNICA DE CHITRE	100,00%	1.052	472	-	-	
	100,00%	1.053	7.532	-	-	
CONSORCIO NUEVA POLICLÍNICA DE CHEPO	100,00%	825	6.202	-	-	
UTE ADEC LOCALES CERCANÍAS	100,00%	- 04	412	-	-	
UTE CRA ENAGAS	100,00%	81	374	-	-	
UTE MARINA BAIXA	40,00%	512	629	120	1.141	
UTE AUDIO BARAJAS	50,00%	-	- (70	199		
UTE CAMPO DE VUELO VIGO	100,00%	-	678	-	-	
UTE FOTOVOLTAICA FIRA	50,00%	9	-	363	-	
UTE LOS CARAMBOLOS	100,00%	-	-	-	33	

		Milliers d'euros						
		2	014	20	2013			
	Pourcentage de	Travaux	Portefeuille	Travaux	Portefeuille			
UTE	participation	exécutés	non liquidé	exécutés	non liquidé			
UTE CENTRO MAYORES BAENA	100,00%	64	-	203	44			
UTE TARAZONA	100,00%	60	-	4	60			
UTE CASTELLO ELECNOR	50,00%	64	-	-	-			
UTE REFORMA PAVELLO 4 CLINIC	25,00%	-	-	370	2.710			
UTE CAN PUIGGENER	100,00%	_	-	47	37			
UTE ESCOLA BRESSOL ABRERA	100,00%	_	_	207	-			
UTE MATIKO	20,00%	_	9.610	-	-			
UTE MONTES SEVILLA SUR	100,00%	289		_				
UTE CENTRO OUPACIONAL FERROL	50,00%	-	_	261	214			
UTE TERMINAL DE CARGA	50,00%	125	_	2.001	25			
UTE ESTACION LA MOLINA	100,00%	138	17	290	93			
UTE AEROPUERTO DE VALENCIA	100,00%	-	1.613	-				
UTE MTO. SEG. Y EMERG. MADRID	100,00%		-	166				
UTE EDIFICIO 7000	100,00%		_	3.943				
UTE PARC ENGINYERIES	100,00%	121		207	121			
CONSORCIO UTE ELECDOR ELECTROL	100,00%	1.905	6.307	207	- 121			
UTE FERIA REQUENA	100,00%	87	157	1.078	244			
CONSERVACIÓN MAQUEDA UTE	50,00%	1.358	4.989	1.070	244			
UTE ENARSA EAR-BMSA	50,00%	1.047	1.162	17	<u>-</u>			
UTE AMPLIACION MUSEO MORERIA	100,00%	1.047		132				
UTE EQUIPAMIENTO AMPLIACION T2 VALENCE	100,00%		-	390	ı			
UTE EQUIPAMIENTO TERMINAL GRAN CANARIE		885	-	390	897			
UTE PCTH	100,00%			93	07/			
	100,00%	-	-	93 55	<u> </u>			
UTE SANCHO ABARCA	100,00%	- 4 472	- 004					
UTE GALINDO	100,00%	1.473	884	732	2.357			
UTE ELEC TUNEL SPA	50,00%	10	-	72	47			
UTE LABORATORIO AITEX-ITE	100,00%	13	-	-	42			
UTE DESVIOS LAV Sevilla	28,85%	-	810	-	810			
UTE MOBILIARIO TERMINAL GRAN CANARIE	100,00%	166	-	25	268			
UTE FIGUERES WIFI	50,00%	6	21	87	27			
UTE MUTXAMEL	100,00%	298	39	321	27			
UTE ELECNOR ONILSA	85,00%	1.145	-	3.413	1.145			
UTE AYTO SEGURA DE LA SIERRA	100,00%	156	-	1.724	-			
UTE URBANIZACION PEDRO III	100,00%	398	50	1.063	399			
UTE ABASTECIMIENTO PEDRAZA	100,00%	242	1.142	262	1.384			
UTE UBE LA ISLA	100,00%	107	4	103	58			
UTE AEROPUERTO VIGO BANCADAS	100,00%	-	-	188	<u> </u>			
UTE OVERTAL – ELECNOR	24,00%	-	360	-	360			
UTE ENERGÍA LÍNEA 9	20,00%	42.395	17.063	7.023	22.538			
UTE URBANIZACION Y 12 VIVIENDAS LUZ	50,00%	-	-	358	-			
UTE REMOLAR	23,51%	-	-	971	-			
UTE CALETA OLIVIA	100,00%	1.356	3.378	1.904	6.903			
UTE CAL PARACUELLOS	50,00%	-	118	-	96			
UTE SERRANO - ELECNOR CANSALADES	40,00%	-	114	-	114			
UTE ELECNOR GONZALEZ SOTO	50,00%	119	96	415	-			
TERMINAL ALICANTE, UTE	20,00%	-	-	1.926	-			
UTE EAR DEL SOL	100,00%	-	-	17	-			

		20	Milliers 014		)13
	Pourcentage de	Travaux	Portefeuille	Travaux	Portefeuille
UTE	participation	exécutés	non liquidé	exécutés	non liquidé
UTE LANESTOSA	44,71%	-	-	76	-
UTE KARRANTZA	41,50%	407	-	2.677	290
UTE SAICA	50,00%	27	-	202	-
UTE AMC5 EHISA	50,00%	1.531	-	4.361	3.031
UTE TRANSDINA	50,00%	684	-	3.560	555
UTE LEKUNBERRI	50,00%	6	-	738	6
UTE LAS TORCAS	50,00%	-	65	-	65
CONSORC. RASACAVEN ELECVEN COOP. COCORIMET	70,00%	-	-	36	-
UTE NUCLEO COSINOR PAMPLONA	50,00%	-	-	165	-
UTE MANTENIMIENTO SAN VICENTE DEL RASPEIG	100,00%	-	-	315	-
UTE RECINTOS FERIALES	100,00%	156	48	135	19
UTE TETRA CABB 1481	75,00%	-	-	94	-
UTE EXPLOTACION ZONA P2	50,00%	664	-	691	79
UTE PAVELLO 1 PLANTA 4 CLINIC	25,00%	-	-	355	208
UTE SAN CRISPIN	100,00%	288	25	274	136
UTE AS SOMOZAS	50,00%	259	33	376	258
PUERTO GANDIA UTE	50,00%	63	49	51	112
RIAÑO UTE	50,00%	1.777	-	1.686	1.034
MALAGA ESTE U.T.E.	50,00%	-	16	157	16
LUGO SUR UTE	50,00%	-	1.607	-	5
AUDEVI C.REAL II UTE	60,00%	106	-	-	-
JEREZ UTE	75,00%	674	380	530	592
MADRID OESTE UTE	50,00%	3	96	-	125
UTE SEG. ESTACIONES LOCALES	100,00%	20	4	143	5
UTE PITA	100,00%	5	-	15	12
ALGETE UTE	50,00%	820	5.548	865	6.368
PONTEVEDRA SUR UTE	50,00%	2.930	1.367	2.502	4.297
AUCOSTA CONSERVACION UTE	50,00%	1.233	-	1.502	85
REHAB.DESPEÑAPERROS UTE	80,00%	-	-	1.079	-
MALAGA ESTE II UTE	50,00%	-	112	203	112
HUELVA SURESTE UTE	50,00%	1.158	354	1.205	463
MADRID NOROESTE UTE	50,00%	1.398	27	2.708	895
MANZANARES UTE	50,00%	2.576	1.117	2.356	3.620
UTE ELECNOR – DEIMOS SIPA	100,00%	1.446	-	1.276	299
UTE SAN JERONIMO	100,00%	98	2	98	50
UTE REFORMA SALA HOSPITALIZACION 5.4 CLINIC	25,00%	_	_	2	67
UTE MANTENIMIENTO PUERTO GIJON	100,00%	89	158	113	247
UTE JARDINES MOGAN	100,00%	1.075	-	961	691
UTE URTEGI	60,00%	451	_	447	33
UTE ELECNOR-ONDOAN SERVICIOS	50,00%	553	_	851	-
UTE IMDEA MOBILIARIO LOTE 2	100,00%	-	_	10	-
UTE HORMIGONES MTNEZ-					
ELECNOR, CASCO ANTIGUO ALICANTE	30,00%	_	55	107	55
UTE COMUNICACIONS SANT CUGAT	100,00%	131	-	72	28
UTE FORNILLOS	100,00%	643	9	619	652
UTE CALANDA	100,00%	515	-	824	426
UTE VALDESPARTERA	100,00%	147	_	1.800	-
•	/	**			

		Milliers d'euros				
		20	014	20	013	
	Pourcentage de	Travaux	Portefeuille	Travaux	Portefeuille	
UTE	participation	exécutés	non liquidé	exécutés	non liquidé	
UTE VENCILLON	100,00%	-	-	353	-	
UTE PIF ALGECIRAS	100,00%	1.240	462	1.500	1.702	
UTE PATRIMONIO SEGURIDAD	66,66%	404	-	139	364	
UTE ESPACIOS VERDES SAN VICENTE						
DEL RASPEIG	100,00%	767	266	495	1 033	
UTE CINTAS	100,00%	134	-	293	102	
UTE PLAZAS COMERCIALES T4	100,00%	682	-	968	682	
UTE BT HOSPITAL DE ZAMORA	50,00%	915	799	39	1.714	
UTE TRANVIA OUARGLA	33,00%	26.600	169.103	-	195.703	
UTE ENERGIA GALICIA	20,00%	20.160	80.104	1.423	100.264	
UTE CELLA	100,00%	918	43	-	920	
UTE AEROPUERTO DE PALMA	100,00%	416	1.197	-	1.613	
UTE AGRUNOR NORTE I	50,00%	-	-	3.623	-	
UTE IBERCAT	27,50%	-	-	869	-	
UTE ULTZANUETA	50,00%	704	139	-	843	
UTE ISDEFE	21,59%	227	-	309	-	
CORDOBA NORTE UTE	50,00%	1.354	381	547	1.736	
ACCIONA INFRAESTRUCTURAS –						
ELECNOR HOSPITAL DAVID, S.A.	25,00%	11.477	60.119	14.407	166.556	
CONSORCIO CIE – ELECNOR TRANSMISSAO	50,00%	2.640	-	47.209	20.426	
MORELOS EPC SAPI DE CV	50,00%	58.647	62.726	59.535	108.616	
PROYECTOS ELECTRICOS AQUAPRIETA, SAPI DE CV	50,00%	28.735	34.934	29.838	7.460	

## Informations financières résumées des coentreprises

31 décembre 2014 (exprimées en milliers d'euros)

Informations relatives à   Fétat de la situation financière   Actifs non courants   192,627   291,097   542,082   104,629   153,054   Passifs non courants   162,803   337,698   681,094   30,223   58,417   Passifs financiers non courants   162,803   336,226   677,283   30,223   58,417   Total actifs nets non courants   29,824   (46,601)   (139,012)   74,406   94,637   Actifs courants   40,274   11,674   53,764   6,795   10,176   77,775   77,776   77,777   7		Milliers d'euros								
Promotora de Inversión de C.V.   Solar, S.L.   S.L.   S.L.   Energía, S.A.   Energía, S.A.   Energía, S.A.   Energía, S.A.   Energía, S.A.   Significatives     Informations relatives à   Pétat de la situation financière     Actifs non courants   192,627   291,097   542,082   104,629   153,054   Passifs financiers non courants   162,803   337,698   681,094   30,223   58,417     Passifs financiers non courants   162,803   336,226   677,283   30,223   58,417     Total actifs nets non courants   29,824   (46,601)   (139,012)   74,406   94,637     Actifs courants   40,274   11,674   53,764   6,795   10,176     Trésorerie et équivalents de trésorerie   24,452   7,574   36,762   467   94     Passifs financiers courants   48,794   25,457   59,955   6,601   24,116     Passifs financiers courants   (8,520)   (13,783)   (6,191)   194   (13,940)     Actifs nets   21,304   (60,384)   (145,203)   74,600   80,697     Participations dans des actifs nets   10,652   (33,211)   (81,314)   37,300   26,899     Participations dans des actifs nets   10,652   33,211   (81,314)   37,300   26,899     Participations relatives au compte de résultat   10,652   7,941   59,584   11,892   16,752     Informations relatives au compte de résultat   1,104   1,104   1,104   1,104     Produits ordinaires   2,27,941   59,584   11,892   16,752     Produits d'intérêts   374   1,494   222   578     Charge d'intérêts   374   1,494   2,499   3,520   (4,676)     Produits d'intérêts   374   1,494   3,3889   (2,587)   7,029     Charge (produit) par les impôts sur le résultat de l'exercice des activités continues   (4,119)   (14,143)   (26,042)   1,589   326   228     Résultat de l'exercice des activités abandonnées   1,419   (14,143)   (26,042)   1,589   326   228     Résultat de l'exercice des activités abandonnées   1,419   (14,143)   (26,042)   1,589   326   228     Résultat de l'exercice des activités abandonnées   1,419   (14,143)   (26,042)   1,589   326   228     Résultat de l'exercice des activités abandonnées   1,419   (14,143)   (26,042)   1,589		Gasoducto de		Aries	Brilhante	Jauru	Autres			
Informations relatives à   Pétat de la situation financière   Actifs non courants   192,627   291,097   542,082   104,629   153,054   728,337,698   728,33		Morelos, S.A.		Solar	Transmissora	Transmissora	Entreprises			
Informations relatives à   Pétat de la situation financière   Actifs non courants   192,627   291,097   542,082   104,629   153,054   Passifs non courants   162,803   337,698   681,094   30,223   58,417   Passifs financiers non courants   162,803   336,226   677,283   30,223   58,417   Total actifs nets non courants   29,824   (46,601)   (139,012)   74,406   94,637   Actifs courants   40,274   11,674   53,764   6,795   10,176   74,675   75,74   75,74   75,74   75,75   75,74   75,75   75,74   75,75   75,74   75,75   75,		Promotora de	Dioxipe	Termoeléctrica,	de	de	peu			
Pétat de la situation financière   Actifs non courants   192.627   291.097   542.082   104.629   153.054   Passifs non courants   162.803   333.4698   681.094   30.223   58.417   Passifs financiers non courants (*)   162.803   336.226   677.283   30.223   58.417   Total actifs nets non courants   29.824   (46.601)   (139.012)   74.406   94.637		Inversión de C.V.	Solar, S.L.	S.L.	Energía, S.A.	Energía, S.A.	significatives			
Actifs non courants	Informations relatives à									
Passifs non courants         162.803         337.698         681.094         30.223         58.417           Passifs financiers non courants         162.803         336.226         677.283         30.223         58.417           Total actifs nets non courants         29.824         (46.601)         (139.012)         74.406         94.637           Actifs courants         40.274         11.674         53.764         6.795         10.176           Trésorerie et équivalents de trésorerie         24.452         7.574         36.762         467         94           Passifs financiers courants         48.794         25.457         59.955         6.601         24.116           Passifs financiers courants         (8.520)         (13.783)         (6.191)         194         (13.940)           Actifs nets         21.304         (60.384)         (145.203)         74.600         80.697           Pourcentage de participation         50 %         55 %         56 %         50 %         33 %           Participations dans des actifs nets         10.652         (33.211)         (81.314)         37.300         26.899           Fonds de commerce         10.652         10.52         37.209         21.541         11.675           Informations r	l'état de la situation financière									
Passifs financiers non courants (*) 162.803 336.226 677.283 30.223 58.417 Total actifs nets non courants 29.824 (46.601) (139.012) 74.406 94.637 Actifs courants 40.274 11.674 53.764 6.795 10.176 Trésorerie et équivalents de trésorerie 24.452 7.574 36.762 467 94 Passifs courants 48.794 25.457 59.955 6.601 24.116 Passifs financiers courants (*) - 11.636 20.010 3.431 6.132 Total actifs nets courants (8.520) (13.783) (6.191) 194 (13.940) Actifs nets 21.304 (60.384) (145.203) 74.600 80.697 Pourcentage de participation 50% 55% 56% 50% 33% Participations dans des actifs nets 10.652 (33.211) (81.314) 37.300 26.899 Fonds de commerce - 2.5 2.0 37.209 21.541  Informations relatives au compte de résultat Produits ordinaires 1.652 (11.996) (24.992) (3.520) (4.676) Produits ordinaires 1.652 (11.996) (24.992) (3.520) (4.676) Produits d'intérêts (1.677) (19.843) (38.889) (2.587) (7.029) Charge (produit) par les impôts sur le résultat de l'exercice des activités abandonnées - 2.5 2.5 2.5 2.5 2.5 2.5 2.5 2.5 2.5 2.5	Actifs non courants	192.627	291.097	542.082	104.629	153.054				
Total actifs nets non courants         29.824         (46.601)         (139.012)         74.406         94.637           Actifs courants         40.274         11.674         53.764         6.795         10.176           Trésorerie et équivalents de trésorerie         24.452         7.574         36.762         467         94           Passifs courants         48.794         25.457         59.955         6.601         24.116           Passifs financiers courants (*)         -         11.636         20.010         3.431         6.132           Total actifs nets courants         (8.520)         (13.783)         (6.191)         194         (13.940)           Actifs nets         21.304         (60.384)         (145.203)         74.600         80.697           Pouccentage de participation         50 %         55 %         56 %         50 %         33 %           Participations dans des actifs nets         10.652         (33.211)         (81.314)         37.300         26.899           Fonds de commerce         -         -         -         -         -         -         -         -         -         -         -         -         -         -         -         -         -         -         -	Passifs non courants	162.803	337.698	681.094	30.223	58.417				
Total actifs nets non courants         29.824         (46.601)         (139.012)         74.406         94.637           Actifs courants         40.274         11.674         53.764         6.795         10.176           Trésorerie et équivalents de trésorerie         24.452         7.574         36.762         467         94           Passifs courants         48.794         25.457         59.955         6.601         24.116           Passifs financiers courants (*)         -         11.636         20.010         3.431         6.132           Total actifs nets courants         (8.520)         (13.783)         (6.191)         194         (13.940)           Actifs nets         21.304         (60.384)         (145.203)         74.600         80.697           Pouccentage de participation         50 %         55 %         56 %         50 %         33 %           Participations dans des actifs nets         10.652         (33.211)         (81.314)         37.300         26.899           Fonds de commerce         -         -         -         -         -         -         -         -         -         -         -         -         -         -         -         -         -         -         -	Passifs financiers non courants (*)	162.803	336.226	677.283	30.223	58.417				
Actifs courants		29.824	(46.601)	(139.012)	74.406	94.637				
Passifs courants         48.794         25.457         59.955         6.601         24.116           Passifs financiers courants         -         11.636         20.010         3.431         6.132           Total actifs nets courants         (8.520)         (13.783)         (6.191)         194         (13.940)           Actifs nets         21.304         (60.384)         (145.203)         74.600         80.697           Pourcentage de participation         50 %         55 %         56 %         50 %         33 %           Participations dans des actifs nets         10.652         (33.211)         (81.314)         37.300         26.899           Fonds de commerce         -         -         -         -         -         -         -           Fonds de commerce         -		40.274			6.795	10.176				
Passifs courants         48.794         25.457         59.955         6.601         24.116           Passifs financiers courants         -         11.636         20.010         3.431         6.132           Total actifs nets courants         (8.520)         (13.783)         (6.191)         194         (13.940)           Actifs nets         21.304         (60.384)         (145.203)         74.600         80.697           Pourcentage de participation         50 %         55 %         56 %         50 %         33 %           Participations dans des actifs nets         10.652         (33.211)         (81.314)         37.300         26.899           Fonds de commerce         -         -         -         -         -         -         -           Fonds de commerce         -	Trésorerie et équivalents de trésorerie	e 24.452	7.574	36.762	467	94				
Passifs financiers courants (*)	·		25.457	59.955	6.601	24.116				
Actifs nets   21.304   (60.384)   (145.203)   74.600   80.697	Passifs financiers courants (*)	_	11.636	20.010	3.431					
Pourcentage de participation 50 % 55 % 56 % 50 % 33 % Participations dans des actifs nets 10.652 (33.211) (81.314) 37.300 26.899 Fonds de commerce	Total actifs nets courants	(8.520)	(13.783)	(6.191)	194	(13.940)				
Pourcentage de participation         50 %         55 %         56 %         50 %         33 %           Participations dans des actifs nets         10.652         (33.211)         (81.314)         37.300         26.899           Fonds de commerce         -         -         -         -         -         -           Valeur comptable de la participation (**)         10.652         -         -         37.209         21.541           Informations relatives au compte de résultat           Compte de résultat           Produits ordinaires         -         27.941         59.584         11.892         16.752           Dépréciation et amortissement         -         (11.996)         (24.992)         (3.520)         (4.676)           Produits d'intérêts         (1.677)         (19.843)         (38.889)         (2.587)         (7.029)           Charge (produit) par les impôts sur le résultat         (1.334)         (2.092)         (7.080)         (433)         (179)           Résultat de l'exercice des activités continues         (4.119)         (14.143)         (26.042)         1.589         326         228           Charge (produit) par les impôts sur le résultat des activités abandonnées         -         -         -         - <t< td=""><td>Actifs nets</td><td></td><td></td><td></td><td>74.600</td><td></td><td></td></t<>	Actifs nets				74.600					
Participations dans des actifs nets  10.652  (33.211)  (81.314)  37.300  26.899  Fonds de commerce	Pourcentage de participation	50 %			50 %	33 %				
Fonds de commerce Valeur comptable de la participation (***)  Informations relatives au compte de résultat Produits ordinaires - 27.941 59.584 11.892 16.752 Dépréciation et amortissement - (11.996) (24.992) (3.520) (4.676) Produits d'intérêts 374 - 4 222 578 Charges d'intérêts (1.677) (19.843) (38.889) (2.587) (7.029) Charge (produit) par les impôts sur le résultat (1.334) (2.092) (7.080) (433) (179) Résultat de l'exercice des activités continues (4.119) (14.143) (26.042) 1.589 326 228 Charge (produit) par les impôts sur le résultat des activités abandonnées Résultat de l'exercice des activités abandonnées Résultat de l'exercice (4.119) (14.143) (26.042) 1.589 326 228 Charge (produit) par les impôts sur le résultat de l'exercice des activités abandonnées Résultat de l'exercice des activités abandonnées Résultat de l'exercice (4.119) (14.143) (26.042) 1.589 326 228 Charge (produit) par les impôts sur le résultat de l'exercice des activités abandonnées Résultat de l'exercice (4.119) (14.143) (26.042) 1.589 326 228 Charge (produit) par les impôts sur le résultat de l'exercice des activités abandonnées		10.652	(33.211)	(81.314)	37.300	26.899				
Informations relatives au compte de résultat Produits ordinaires - 27.941 59.584 11.892 16.752 Dépréciation et amortissement - (11.996) (24.992) (3.520) (4.676) Produits d'intérêts 374 - 4 222 578 Charges d'intérêts (1.677) (19.843) (38.889) (2.587) (7.029) Charge (produit) par les impôts sur le résultat (1.334) (2.092) (7.080) (433) (179) Résultat de l'exercice des activités continues (4.119) (14.143) (26.042) 1.589 326 228 Charge (produit) par les impôts sur le résultat des activités abandonnées Résultat de l'exercice des activités abandonnées (4.119) (14.143) (26.042) 1.589 326 228 Charge (produit) par les impôts sur le résultat de l'exercice des activités abandonnées Résultat de l'exercice (4.119) (14.143) (26.042) 1.589 326 228 Charge éléments du résultat global (4.759) (13.938) (28.485)	•	_	_	_	_	_				
compte de résultat       Produits ordinaires     -     27.941     59.584     11.892     16.752       Dépréciation et amortissement     -     (11.996)     (24.992)     (3.520)     (4.676)       Produits d'intérêts     374     -     4     222     578       Charges d'intérêts     (1.677)     (19.843)     (38.889)     (2.587)     (7.029)       Charge (produit) par les impôts     (1.334)     (2.092)     (7.080)     (433)     (179)       Résultat de l'exercice des activités     (4.119)     (14.143)     (26.042)     1.589     326     228       Charge (produit) par les impôts sur le résultat des activités abandonnées     -     -     -     -     -     -     -       le résultat de l'exercice des activités abandonnées     -     -     -     -     -     -     -       Résultat de l'exercice des activités abandonnées     -     -     -     -     -     -     -       Résultat de l'exercice des activités abandonnées     -     -     -     -     -     -     -     -     -       Résultat de l'exercice     (4.119)     (14.143)     (26.042)     1.589     326     228       Autres éléments du résultat global     (4.759)     (13.938)	Valeur comptable de la participation (**)	10.652	-	-	37.209	21.541				
Produits ordinaires       -       27.941       59.584       11.892       16.752         Dépréciation et amortissement       -       (11.996)       (24.992)       (3.520)       (4.676)         Produits d'intérêts       374       -       4       222       578         Charges d'intérêts       (1.677)       (19.843)       (38.889)       (2.587)       (7.029)         Charge (produit) par les impôts       (1.334)       (2.092)       (7.080)       (433)       (179)         Résultat de l'exercice des activités       (4.119)       (14.143)       (26.042)       1.589       326       228         Charge (produit) par les impôts sur le résultat des activités abandonnées       - <t< td=""><td>Informations relatives au</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></t<>	Informations relatives au									
Produits ordinaires       -       27.941       59.584       11.892       16.752         Dépréciation et amortissement       -       (11.996)       (24.992)       (3.520)       (4.676)         Produits d'intérêts       374       -       4       222       578         Charges d'intérêts       (1.677)       (19.843)       (38.889)       (2.587)       (7.029)         Charge (produit) par les impôts       (1.334)       (2.092)       (7.080)       (433)       (179)         Résultat de l'exercice des activités       (4.119)       (14.143)       (26.042)       1.589       326       228         Charge (produit) par les impôts sur le résultat des activités abandonnées       - <t< td=""><td>compte de résultat</td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></t<>	compte de résultat									
Produits d'intérêts       374       -       4       222       578         Charges d'intérêts       (1.677)       (19.843)       (38.889)       (2.587)       (7.029)         Charge (produit) par les impôts       (1.334)       (2.092)       (7.080)       (433)       (179)         Résultat de l'exercice des activités       (4.119)       (14.143)       (26.042)       1.589       326       228         Charge (produit) par les impôts sur le résultat des activités abandonnées       -	•	_	27.941	59.584	11.892	16.752				
Produits d'intérêts       374       -       4       222       578         Charges d'intérêts       (1.677)       (19.843)       (38.889)       (2.587)       (7.029)         Charge (produit) par les impôts       (1.334)       (2.092)       (7.080)       (433)       (179)         Résultat de l'exercice des activités       (4.119)       (14.143)       (26.042)       1.589       326       228         Charge (produit) par les impôts sur le résultat des activités abandonnées       -	Dépréciation et amortissement	_	(11.996)	(24.992)	(3.520)	(4.676)				
Charges d'intérêts (1.677) (19.843) (38.889) (2.587) (7.029)  Charge (produit) par les impôts sur le résultat (1.334) (2.092) (7.080) (433) (179)  Résultat de l'exercice des activités continues (4.119) (14.143) (26.042) 1.589 326 228  Charge (produit) par les impôts sur le résultat des activités abandonnées	•	374	-	,	, ,	, ,				
Charge (produit) par les impôts sur le résultat (1.334) (2.092) (7.080) (433) (179)  Résultat de l'exercice des activités continues (4.119) (14.143) (26.042) 1.589 326 228  Charge (produit) par les impôts sur le résultat des activités abandonnées		(1.677)	(19.843)	(38.889)	(2.587)	(7.029)				
sur le résultat       (1.334)       (2.092)       (7.080)       (433)       (179)         Résultat de l'exercice des activités continues       (4.119)       (14.143)       (26.042)       1.589       326       228         Charge (produit) par les impôts sur le résultat des activités abandonnées       -       -       -       -       -       -       -         Résultat de l'exercice des activités abandonnées       -		<b>V</b> 32 <b>V</b>	,	( )	<b>,</b>	,				
Résultat de l'exercice des activités       (4.119)       (14.143)       (26.042)       1.589       326       228         Charge (produit) par les impôts sur le résultat des activités abandonnées       -	- 1	(1.334)	(2.092)	(7.080)	(433)	(179)				
continues       (4.119)       (14.143)       (26.042)       1.589       326       228         Charge (produit) par les impôts sur le résultat des activités abandonnées       -	Résultat de l'exercice des activités	<b>,</b>	,	<b>(</b> ,	<b>,</b>	,				
Charge (produit) par les impôts sur    e résultat des activités abandonnées		(4.119)	(14.143)	(26.042)	1.589	326	228			
le résultat des activités abandonnées	Charge (produit) par les impôts sur			,						
Résultat de l'exercice des activités abandonnées       -		_	_	_	_	_				
abandonnées										
Résultat de l'exercice       (4.119)       (14.143)       (26.042)       1.589       326       228         Autres éléments du résultat global       (4.759)       (13.938)       (28.485)       -       -       -       -         Résultat global total       (8.878)       (28.081)       (54.527)       1.589       326       228		_	_	_	_	_	_			
Autres éléments du résultat global (4.759) (13.938) (28.485)		(4.119)	(14,143)	(26.042)	1.589	326	228			
Résultat global total (8.878) (28.081) (54.527) 1.589 326 228					-	-				
•	22 230a. aa raaa.aa giobai	( 0.7	(, 55)	(2333)						
•	Résultat global total	(8.878)	(28.081)	(54.527)	1.589	326	228			
Dividendes reçus	Dividendes reçus	-	-	-	-	-				

Annexe IV Elecnor, S.A. et sociétés dépendantes

## Informations financières résumées des coentreprises

31 décembre 2013 (exprimées en milliers d'euros)

	Milliers d'euros								
	Gasoducto de		Aries	Brilhante	Jauru	Autres			
	Morelos, S.A.		Solar	Transmissora	Transmissora	Entreprises			
	Promotora de	Dioxipe	Termoeléctrica,	de	de	peu			
	Inversión de C.V.	Solar, S.L.	S.L.	Energía, S.A.	Energía, S.A.	significatives			
Informations relatives à l'état									
de la situation financière									
Actifs non courants	108.978	293.020	593.247	107.715	156.846				
Passifs non courants	89.026	324.694	649.787	33.156	63.744				
Passifs financiers non courants (*)	88.596	324.694	649.787	33.156	63.547				
Total actifs nets non courants	19.952	(31.674)	(56.540)	74.559	93.102				
Actifs courants	45.493	6.948	52.920	5.079	8.238				
Trésorerie et équivalents de trésorerie		5.398	48.959	5	4.226				
Passifs courants	39.444	14.608	53.302	5.895	21.756				
Passifs financiers courants (*)		7.987	11.199	3.463	6.072				
Total actifs nets courants	6.049	(7.660)	(382)	(816)	(13.518)				
Actifs nets	25.999	(39.334)	(56.922)	73.743	79.584				
Pourcentage de participation	50 %	55 %	55,70 %	50,00 %	33,33 %				
Participations dans des actifs nets	12.999	(21.634)	(31.706)	36.872	26.525				
Fonds de commerce	-	_	-	_	-				
Valeur comptable de la participation (**)	12.997	-	-	36.526	20.673				
Informations relatives									
au compte de résultat									
Produits ordinaires	-	22.677	55.265	12.924	14.617				
Dépréciation et amortissement	-	(9.816)	(24.997)	(3.860)	(4.642)				
Produits d'intérêts	-	3.852	-	190	182				
Charges d'intérêts	-	(19.590)	(37.301)	(3.054)	(6.667)				
Charge (produit) par les									
impôts sur le résultat	(600)	17.802	28.434	(436)	(58)				
Résultat de l'exercice des									
activités continues	(1.305)	(41.539)	(66.347)	2.593	(309)	6.286			
	-	_	-	-	-				
Charge (produit) par les impôts sur									
le résultat des activités abandonnées	_	-	-	-	-				
Résultat de l'exercice									
des activités abandonnées	-	-	-	-	-	-			
Résultat de l'exercice	(1.305)	(41.539)	(66.347)	2.593	(309)	6.286			
Autres éléments du résultat global	1.013	7.939	15.595	-	-	(7)			
Résultat global total	(292)	(33.600)	(50.752)	2.593	(309)	6.279			
	(292)	(33.000)	(50.752)	۷.373	(309)	0.2/7			
Dividendes reçus		-	-	-					

<sup>(\*)</sup> Sont exclus les fournisseurs et autres créditeurs, ainsi que les provisions.
(\*\*) La différence avec la participation dans des actifs nets/réconciliation correspond à l'homogénéisation de critères avec les normes internationales et les politiques du Groupe.



Rapport de gestion 2014

### 1. Introduction

La nouvelle la plus importante de l'exercice 2014 d'Elecnor a été la croissance des résultats, aussi bien en termes de BDI que d'EBITDA. Le premier a connu une augmentation de 10 % pour se situer à 58,5 millions d'euros, contre 53,3 millions d'euros en 2013. Parallèlement, l'EBITDA a augmenté de 3,8 % pour se situer à 228,8 millions d'euros.

Cette progression a été enregistrée dans un contexte économique marqué par la reprise encore fragile du marché espagnol, affecté par la réforme énergétique mise en place par le gouvernement, qui a frappé les entreprises qui, à l'instar d'Elecnor, ont placé tous leurs espoirs sur la stabilité du cadre règlementaire en vue d'entreprendre de vastes efforts, aussi bien en tant qu'investisseur que promoteur, dans le domaine des énergies renouvelables. L'ensemble des mesures adoptées dans ce domaine a entraîné une réduction considérable de la rémunération des installations de production d'énergies renouvelables que le Groupe gère en Espagne. Cette diminution des recettes entraînée par lesdites installations s'est appliquée partiellement en 2013 étant donné que celle-ci est entrée en vigueur en juillet de cette même année et a affecté l'ensemble de l'année 2014.

Plus concrètement, l'application de ce nouveau cadre réglementaire en matière d'électricité a provoqué au résultat consolidé des parcs éoliens espagnols une réduction de 9 millions d'euros dans l'exercice 2013 en termes nets d'impôts, tout en tenant compte du pourcentage de participation du Groupe. À cela s'ajoutent les effets de la réforme fiscale adoptée au mois de novembre dernier et dont l'entrée en viqueur a été le 1er janvier 2015. Celle-ci a obligé le Groupe à régulariser ses crédits fiscaux en Espagne, ce qui a eu un impact négatif sur le compte de résultats du Groupe de 10 millions d'euros supplémentaires.

C'est dans ce contexte qu'Elecnor poursuit son processus d'internationalisation. C'est ce que l'on observe dans la composition de son chiffre d'affaires, évalué à 1.724 millions d'euros, dont 54 % est issu du marché international. Un comportement similaire peut être observé dans le portefeuille de contrats en attente d'exécution, évalué au 31 décembre 2014 à un total de 2.417 millions d'euros, chiffre auquel le marché international participe à hauteur de 1.979 millions d'euros, soit 82 %.

Pour ce qui est de l'avenir, le Groupe n'attend pas de modifications en termes de réglementation susceptibles d'affecter la rentabilité de ses actifs de production d'énergie situés en Espagne, pour lesquels il a assumé les dépréciations opportunes dans les comptes de résultats de 2013 et, principalement, de 2012.

La vision générale du Groupe concernant l'exercice 2014 ne peut être complète sans faire état d'événements significatifs qui ont donné un élan décisif aux lignes stratégiques de développement du Groupe Elecnor pour les années à venir. En premier lieu, l'alliance signée avec le groupe hollandais APG qui gère le deuxième plus grand fonds de pensions au monde, pour le développement conjoint de nouveaux projets concernant le transport d'énergie en Amérique latine. Cet accord a entraîné l'entrée de APG à hauteur de 49 % dans le capital de Celeo Redes, société détenue jusqu'à ce jour à 100 % par le Groupe Elecnor et qui regroupe les investissements dans des projets concernant le transport d'énergie. APG a déboursé, dans le cadre de cette participation, la somme de 236,7 millions d'euros. De même, il convient de souligner l'accord conclu le 28 novembre dernier avec le fonds canadien Eolectric Club Limited Partnership, par lequel ce dernier détient une participation à hauteur de 49 % dans la société titulaire du complexe éolien de L'Érable, de 100 MW, situé au Québec, complexe pour lequel ce fonds a versé la somme de 71,8 millions de dollars canadiens.

À cela s'ajoute un autre événement significatif : l'obtention du financement d'un montant de 600 millions d'euros auprès d'un groupe de 19 établissements financiers, aussi bien nationaux qu'internationaux. Ledit financement vient remplacer les 401 millions d'euros issus du financement syndiqué signé en 2012 et accordera des aides pour faire face aux investissements que le Groupe compte réaliser dans les années à venir, notamment sur le marché international et dans les activités présentant un potentiel de croissance élevé et dotées de cadres réglementaires stables. L'opération ayant été réalisée dans la partie la plus élevée du rang prévu, il a été constaté à nouveau l'accessibilité d'Elecnor au financement bancaire et le très bon accueil de ses transactions par ces établissements. Cette opération, d'une durée de cinq ans, a permis d'élargir la durée de vie moyenne du financement de la société et a su améliorer considérablement les conditions, tant au niveau des marges que des « covenants », du financement syndiqué en vigueur jusque-là, signé en janvier 2012.

### 2. Modèle d'entreprise et environnement des affaires

#### 2.1. Modèle d'entreprise

Présente dans 40 pays, Elecnor est une société espagnole qui opère à l'échelle mondiale. Elle mène à bien deux grandes activités complémentaires et mutuellement enrichissantes :

- Infrastructure : exécution de projets d'ingénierie, construction et services, son activité se déroulant principalement dans les secteurs de l'électricité, de la production d'énergie, des télécommunications et des systèmes, des installations, du gaz, de la construction, de la maintenance, de l'environnement et de l'eau, des chemins de fer et de l'espace.
- Activité patrimoniale : prestation de services via l'investissement en actifs de production d'énergie, principalement éolienne et thermosolaire, des systèmes de transport d'énergie et d'autres actifs stratégiques.

#### 2.2. Environnement économique

### 2.2.1. Économie mondiale

Au cours de l'année 2014, la croissance économique mondiale n'a pas répondu aux attentes, ce qui vient confirmer la tendance des derniers exercices. Selon des données de la Banque mondiale, l'expansion de l'économie a légèrement rebondi en 2014 avec une croissance de 2,6 %, contre 2,5 % en 2013. Il existe à nouveau des tendances divergentes d'un marché à l'autre. Tandis que l'activité a pris de la vitesse aux États-Unis et au Royaume-Uni grâce à l'assainissement de leur marché du travail et à la flexibilité dans leur politique monétaire, la reprise a été instable dans la zone euro et au Japon.

La zone euro a continué d'enregistrer des taux de croissance positifs, bien que modérés, en 2014. D'après les estimations de la Banque centrale européenne, la zone euro aurait atteint une croissance conjointe de 0,8 % au cours de l'exercice précédent, soit une croissance inférieure aux prévisions que ladite entité anticipait fin septembre. Cette faible croissance serait conditionnée par une activité moindre que celle prévue, le risque de déflation, les retards dans la mise en œuvre des réformes structurelles dans certains pays et la persistance des risques géopolitiques. Les indicateurs connus du dernier trimestre de l'année montrent, cependant, une certaine amélioration des taux d'activité, même s'ils restent modestes, ainsi qu'une expansion de la production industrielle, avec des augmentations dans tous les secteurs. Les indicateurs de la demande et du secteur extérieur, tout comme ceux relatifs au marché du travail, continuent de montrer des signes de reprise.

Selon l'évaluation de la FED, l'économie américaine se caractérise par une « expansion continue ». Les données finales de croissance du PIB en 2014, fixées à 2,6 %, s'appuient sur une forte consommation et sur des investissements non résidentiels robustes. De son côté, le marché du travail poursuit son amélioration dans un contexte de croissance de l'activité.

En ce qui concerne les pays émergents du continent asiatique, la Chine connaît toujours un ralentissement contrôlé et progressif, avec une tendance décroissante de l'inflation, ce qui permet au pouvoir exécutif d'appliquer de nouvelles mesures expansionnistes, si nécessaire.

### 2.2.2. Principaux marchés stratégiques d'Elecnor

### 2.2.2.1. L'Espagne

L'année 2014 a confirmé l'amélioration observée pendant la seconde partie de l'année 2013, au moment où les deux derniers trimestres ont affiché des taux de croissance positifs en glissement trimestriel. Plusieurs facteurs ont contribué à cette évolution favorable, notamment la baisse du prix du pétrole ainsi qu'une dépréciation importante de l'euro et la réduction des taux d'intérêt, deux facteurs qui découlent des actions menées par la Banque mondiale européenne tout au long de l'année. De surcroît, selon la Banque d'Espagne, le PIB a augmenté jusqu'à un taux de 0,6 % (en glissement trimestriel) au quatrième trimestre de l'année, ce qui, si cela se confirme, ferait que 2014 se termine avec une progression du PIB de 1,4 %.

La demande nationale a eu un comportement positif au cours de cet exercice, notamment en raison du rythme de croissance dynamique affiché par la consommation privée, bien que cette croissance se soit contenue au troisième trimestre et qu'une tendance similaire devait être observée au quatrième trimestre. La consommation publique, quant à elle, devrait connaître une légère reprise après trois années consécutives de contraction. Au troisième trimestre, les exportations ont connu des taux de croissance supérieurs à ceux enregistrés au cours d'exercices précédents, mais elles restent inférieures aux importations, ce qui a entraîné une détérioration de la balance commerciale et de la balance courante.

Le nombre de postes de travail en équivalents temps plein a augmenté dans tous les secteurs, sauf dans le secteur primaire, avec une hausse particulière dans le secteur de la construction. Selon des données de l'Enquête sur les forces de travail du quatrième trimestre, le taux de chômage se situait autour de 23,7 %, soit deux points de moins qu'en 2013. Cette légère reprise se reflète également dans d'autres secteurs :

Biens d'équipement : les importations de biens et de services ont également vu leur rythme de croissance augmenté au dernier trimestre de 2014, passant de 4,8 % à 8,2 %.

Infrastructures: le secteur de la construction, bien qu'il présente un pourcentage négatif de -0,4 % en glissement annuel, a obtenu les meilleurs résultats avec une amélioration de 1,4 point par rapport au trimestre précédent.

À la fin du troisième trimestre, l'appel d'offres officiel dans l'ensemble de la construction nationale avait augmenté de 50 % par rapport au total des appels d'offres lancés à la même période de l'année précédente, avec un total cumulé de 6.902 millions d'euros, selon des données du Rapport du troisième trimestre sur l'évolution du secteur de la construction élaboré par la Confédération nationale de la construction.

Par type de travaux, pendant les neufs premiers mois de 2014, 22,1 % des appels d'offres correspondent au segment de la construction résidentielle (1.528 millions d'euros) et 77,8 % au génie civil (5.374 millions d'euros), soit une augmentation de 56,3 % par rapport à la même période en 2013.

La plupart a été destiné à la construction de routes et de voies urbaines (2.013 millions d'euros), ce qui représente une hausse de 86,7 % par rapport à la même période en 2013. Le chapitre relatif aux travaux d'infrastructures ferroviaires présente également une augmentation importante, avec un investissement de 1.669 millions d'euros (+149,2 %), tout comme celui relatif aux travaux d'infrastructures aéroportuaires, avec un investissement de 53 millions d'euros, soit une hausse de 144,9 % par rapport à l'exercice 2013 où très peu d'appels d'offres ont été lancés dans ce domaine.

Par ailleurs, sur le marché de l'énergie, malgré la hausse insignifiante des capacités installées en 2014 (27,5 MW), l'énergie éolienne a été la deuxième source de production d'électricité en Espagne, qui se positionne comme le quatrième pays du monde en termes de capacité installé d'énergie éolienne, derrière la Chine, les États-Unis et l'Allemagne. Plus concrètement, la capacité installée d'énergie éolienne au 31 décembre 2014 était de 22.986 MW, se consolidant ainsi comme la deuxième source d'énergie électrique, avec une production de 51.138 GWh et une couverture de la demande électrique de 20,4 % au cours de cet exercice.

### 2.2.2.2. Amérique latine

En 2014, le PIB de l'Amérique latine et des Caraïbes a augmenté de 1,1 %, soit le taux de croissance le plus bas enregistré depuis 2009. On observe également des différences significatives entre les pays de cette région. Le ralentissement du dynamisme de la consommation privée, due, d'une part, à l'évolution des marchés du travail et, d'autre part, à un accès au crédit auprès du système financier moins dynamique, a contribué à cette faible croissance.

Le Brésil est toujours au point mort. Le gouvernement du pays a indiqué en décembre que le PIB augmentera de 0,2 % fin 2014 et devrait également connaître un déficit de plus de 7.000 millions de dollars, selon la Banque centrale.

Sur le plan énergétique, le Brésil est devenu l'un des marchés les plus importants du secteur éolien mondial, et ce après l'installation de 1,3 GW dans la première moitié de 2014, soit une capacité totale de 4,7 GW, et a connu une croissance de 38,2 % au premier semestre de 2014. Grâce à ce dynamisme, le pays est devenu le troisième marché le plus important de nouvelles installations éoliennes, derrière la Chine et l'Allemagne et devant les États-Unis.

Par ailleurs, l'Association brésilienne de l'énergie éolienne (ABEéolica) déclarait, au troisième trimestre 2014, que le Brésil prévoit d'investir près de 11.500 millions d'euros dans des projets éoliens entre 2015 et 2018, de sorte que la capacité fournie par cette énergie renouvelable atteigne les 7.227 MW. Actuellement, le pays compte 202 parcs éoliens en exploitation et 378 en cours de construction.

Mexique : l'économie mexicaine peine à décoller du fait que le contexte international soit incertain et que la reprise des dépenses intérieures soit toujours faible. Toutefois, des signes encourageants ont été observés à partir de la seconde moitié de l'exercice.

En matière d'énergie, le Mexique dispose, à la clôture de l'exercice, de près de 2.500 MW de puissance éolienne répartis sur 31 parcs pour lesquels des investissements d'une valeur d'environ 5.000 millions de dollars (soit 4.200 millions d'euros) ont été réalisés, et développe actuellement six projets qui apporteront 732 MW supplémentaires.

Début 2015, le gouvernement mexicain a lancé un plan de développement de parcs éoliens qui prévoit des investissements pour un montant de 14.000 millions de dollars (12.000 millions d'euros) dans les quatre années à venir et qui vise à élever à plus de 9.000 MW la puissance éolienne installée, ce qui permettra de couvrir un peu moins de 10 % de la demande du pays.

Chili: la Banque centrale du Chili a révisé en baisse ses prévisions de croissance pour 2014, les ramenant à 1,7 %, et prévoit que l'économie connaîtra une croissance comprise entre 2,5 % et 3,5 % en 2015.

En matière d'énergie, le Chili a installé 601 MW d'énergies renouvelables non conventionnelles (ERNC) entre les mois de janvier et de juillet, soit plus du double de la puissance qu'elle a installée sur l'ensemble de l'année 2013. De ce fait, la capacité totale installée d'ERNC du pays s'élève à 1,72 MW.

Les projets éoliens apportent 680 MW de la puissance totale installée du pays, suivis de la biomasse (460 MW), de minicentrales hydroélectriques (342 MW) et de parcs photovoltaïques (189 MW).

Dans le domaine des infrastructures, le Brésil et le Chili, ainsi que la Colombie et le Pérou, sont quatre des principales économies d'Amérique latine à offrir de plus grandes opportunités d'investissement, avec une demande calculée conjointe de 129.920 millions de dollars dans des projets gérés jusqu'en 2017, d'après une étude menée par la banque brésilienne Itaú BBA.

Les routes sont au cœur des investissements, même si, dans le cas du Chili, il existe également une ouverture dans le secteur aéroportuaire.

En ce qui concerne le Brésil, le Programme d'investissements en logistique pour la période 2014-2017 comprend des projets routiers, portuaires et ferroviaires, aussi bien au moyen d'investissements directs que de partenariats publics et privés.

Le secteur routier représente à lui seul 40,3 % de la demande d'investissements dans les quatre pays, avec la Colombie en tête (24.400 millions de dollars), suivie du Brésil (13.700 millions de dollars), du Pérou (11.000 millions de dollars) et du Chili (3.250 millions de dollars). En matière de projets ferroviaires, le Brésil est en tête avec 25.590 millions de dollars, suivi du Pérou avec 8.300 millions de dollars et du Chili avec 4.450 millions de dollars.

### 2.2.2.3. Amérique du Nord

En matière d'énergie, les États-Unis sont devenus le principal producteur de pétrole et de gaz. Selon l'Agence d'information sur l'énergie (EIA), les États-Unis produiront 9,3 millions de barils par jour en 2015, soit le plus haut niveau de production depuis 1972 et, selon des estimations de l'EIA, ils pourraient devenir le principal producteur de pétrole au monde, devant l'Arabie saoudite et la Russie.

Il convient également de souligner la croissance significative de la production de gaz naturel (26 % au cours de ces dix dernières années) motivée par le grand boom du gaz non conventionnel qui a fait chuter les prix de façon durable. De fait, les États-Unis, à l'exception du Canada, est le seul pays producteur de gaz non conventionnel dans des volumes commercialement attractifs.

Dans le domaine des énergies renouvelables (éolienne, thermo-solaire, géothermique et solaire photovoltaïque), les investissements aux États-Unis ont augmenté de 8 % pour atteindre les 51.800 millions de dollars. Conformément à l'analyse réalisée par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, le pays dispose déjà des conditions techniques et de rentabilité suffisantes pour tripler le poids des énergies renouvelables jusqu'en 2030 et atteindre, à la clôture de cette année-là, un poids de 27 % sur son bouquet énergétique qui se situe actuellement autour de 7,5 %.

Quant à lui, le Canada demeure l'une des grandes puissances énergétiques du monde. Au cours de l'année 2014, son investissement en énergies renouvelables a augmenté de 26 % pour atteindre les 9.000 millions d'euros.

Dans le segment de l'énergie éolienne, selon les données de l'Association canadienne de l'énergie éolienne (CanWEA), le Canada a réussi, pour la deuxième année consécutive, à battre le record d'installation de nouvelles capacités, avec un total de 1.871 MW, ce qui situe la capacité totale installée fin 2014 aux alentours de 9.700 MW.

#### 2.2.2.4. Afrique

Le continent africain continue d'être le témoin de grandes avancées sur le plan macro-économique. Selon le FMI, les estimations de croissance pour 2014 en Afrique subsaharienne sont de l'ordre de 4,8 %, avec une légère augmentation en 2015, atteignant 4,9 %.

Parmi les facteurs à l'origine du redressement économique dans les pays africains, citons la forte demande en matières premières de la part des pays émergents, le boom démographique, l'ascension de la classe moyenne, le développement d'un marché intérieur plus dynamique et la croissance des investissements étrangers.

En 2014, des investissements records étaient projetés à 84.000 millions de dollars dans cette région du monde, investissements destinés principalement à l'exploration des ressources minières et énergétiques, notamment du pétrole, ainsi qu'à l'installation d'entreprises et au développement d'infrastructures. En particulier, les besoins en matière d'infrastructures sont immenses. Bien que ce soient les entreprises chinoises qui se sont accaparées la plupart des contrats dans le segment de la construction pendant les premières années de l'essor, ce sont des sociétés européennes, brésiliennes ou indiennes qui commencent à se développer aujourd'hui.

Parmi les pays qui montrent une plus forte progression, la Banque mondiale fait état de l'Angola, mais aussi du Mozambique, du Nigeria, du Rwanda et de l'Éthiopie, entre autres. En ce qui concerne l'Angola, la croissance prévue pour 2014 était autour de 8 % mais la chute du prix du pétrole et l'augmentation des dépenses publiques pourraient ramener la croissance réelle à un pourcentage non supérieur à 5 %.

Malgré le poids du pétrole dans son économie, le pays mène également un processus de diversification et présente un énorme potentiel pour les investissements étrangers dans le secteur industriel, minier, de l'agriculture, des technologies de la communication, de l'énergie et du gaz. L'Angola réalise également des investissements en vue d'améliorer ses infrastructures et renforcer ses systèmes de communication, de transport routiers, ferroviaires et portuaires.

L'Algérie, quant à elle, a connu une progression positive en 2014 avec une croissance estimée de 4 % (1,3 point de plus que l'année précédente) mais qui a été légèrement revue à la baisse en raison de la diminution des recettes provenant des exportations d'hydrocarbures et des dépenses publiques élevées. Petit à petit, le pays ouvre la porte aux entreprises étrangères pour élaborer des projets d'infrastructures, de construction de logements, d'énergies renouvelables, de gestion des « utilities » et des usines de désalinisation, entre autres.

# 3. Analyse des principaux chiffres de l'exercice

#### 3.1. Données consolidées

### **Groupe Elecnor**

Au 31 décembre de chaque année et en milliers d'euros

Informations sur les résultats	2014	2013	Variation
Bénéfice d'exploitation	134.838	141.541	-5%
EBITDA	228.846	220.431	+4%
Bénéfice avant impôts	115.953	109.066	+6%
Bénéfice net	58.542	53.289	+10%
Capitaux propres			
Capitaux propres	809.736	532.485	+52%
Chiffre d'affaires			
Ventes	1.723.728	1.864.174	-7%
national	794.539	818.004	-3%
international	929.189	1.046.170	-11%

### 3.1.1. L'impact de la réforme électrique

À l'instar du second semestre 2013, les comptes de l'exercice 2014 sont particulièrement influencés par les réformes menées par le gouvernement dans le cadre réglementaire qui régule le marché de la production d'énergie électrique à partir de sources renouvelables.

- Le décret-loi royal 9/2013 du 13 juillet établissant des mesures urgentes pour garantir la stabilité financière du système électrique.
- La loi 24/2013 du 26 décembre sur le régime juridique et économique de l'activité de la production à partir de sources d'énergie renouvelables, la cogénération et les déchets.
- La mise en œuvre de la loi 24/2013 susmentionnée à travers le décret royal 413/2014 du 6 juin.

L'ensemble de ces mesures a entraîné une réduction importante en matière de rémunération des installations de production d'énergies renouvelables gérées par le Groupe en Espagne. Cette diminution des recettes assumée par lesdites installations ne s'appliquait pas au premier trimestre 2013 puisque celle-ci a été effective au mois de juillet de cette année-là, affectant ainsi la totalité de l'exercice 2014.

#### 3.1.2. Bénéfice net

Le bénéfice consolidé net de l'exercice a été de 58,5 millions d'euros, soit une hausse de 10 % par rapport à 2013.

Les principaux facteurs qui influent sur l'évolution favorable du résultat consolidé de 2014 par rapport à l'exercice précédent sont les suivants:

- Une meilleure contribution aux projets éoliens opérés par le Groupe au Brésil et au Canada.
- L'amélioration de la productivité dans nos projets d'infrastructures, notre forte présence dans des pays comme l'Angola, le Chili ou le Brésil, et une rentabilité accrue dans d'autres pays où nous nous sommes récemment implantés.
- La sensible augmentation de l'activité des infrastructures de télécommunications sur le marché national.
- La mise en service de nouvelles lignes de transport au Brésil et le bon comportement des sociétés concessionnaires opérant le reste des lignes de transport dans ce pays.

Ces facteurs se sont vus en partie pénalisés par les effets suivants, effets que le Groupe a dû assumer dans son compte de résultat

- La moindre performance des parcs éoliens espagnols suite aux effets de l'application de la réglementation en vigueur en matière de production d'énergie à partir de sources renouvelables décrite au paragraphe 3.1.1 et qui a eu un impact négatif de 9 millions d'euros, en termes nets d'impôts et en tenant compte du pourcentage de participation du Groupe dans lesdits projets.
- Les effets de la réforme fiscale adoptée au mois de novembre dernier et dont l'entrée en vigueur a été le 1er janvier 2015. Celle-ci a obligé le Groupe à régulariser ses crédits d'impôt en Espagne, ce qui a eu un impact négatif de 10 millions d'euros sur le compte de résultat du Groupe.
- L'impact sur le compte de résultat suite aux retards et au faible degré d'avancement dans l'exécution de projets particuliers que le Groupe développe sur des marchés étrangers, dont la reprise est prévue dans les mois à venir, une fois résolue, dans sa grande partie, la problématique inhérente aux droits de passage, aux expropriations, etc., habituelle dans ce type de travaux.
- La contraction des prix observée dans les activités traditionnelles d'Elecnor due à la forte concurrence à laquelle est soumis le secteur.

Parallèlement, le Groupe n'a cessé d'approfondir les politiques de contention et de contrôle sur les dépenses, politiques sur lesquelles toutes les sociétés du Groupe travaillent, de manière récurrente et particulièrement sur le marché actuel. Cela a également contribué à atténuer les effets des facteurs décrits ci-dessus. Dans ce cadre, le Groupe a effectué un travail remarquable pour adapter les ressources utilisées dans ses activités au contexte économique actuel. Cet ajustement permettra d'aborder l'exercice 2015 avec des capacités mieux adaptées au niveau d'activité actuel.

Concernant la société mère du Groupe, Elecnor S.A., celle-ci a connu en 2014 une augmentation de son bénéfice avant impôt de l'ordre de 6,7 %, pour atteindre 56 millions d'euros. Sur une base nette, le montant final (39,4 millions d'euros) a toutefois augmenté de 42 % par rapport à l'exercice précédent du fait, principalement, de la charge fiscale supportée en 2013 en raison de l'établissement permanent du Venezuela.

### 3.1.3. EBITDA

En termes d'EBITDA consolidé, le Groupe Elecnor a atteint 22,8 millions d'euros, soit une progression de 3,8 % par rapport aux 220,4 millions d'euros atteints en 2013. Les raisons de l'évolution du résultat consolidé s'appliquent également pour justifier l'évolution de ces chiffres, à l'exception de l'impact de la réforme fiscale adoptée au mois de novembre dernier et qui est inclus dans un chapitre non pris en compte pour le calcul de ce chiffre.

### 3.1.4. Ventes

La part des ventes consolidée de l'exercice 2014 s'est élevée à 1.724 millions d'euros, ce qui représente une diminution de 7,5 % par rapport à celle enregistrée pour l'ensemble de l'année 2013. Ces données sont une conséquence de :

- La diminution des recettes due à la rémunération des projets de production d'électricité auxquels le Groupe participe.
- Les effets de la baisse des investissements, aussi bien publics que privés, dans les secteurs où Elecnor développe son activité en Espagne.
- Le retard et la faible progression dans l'exécution de projets particuliers sur les marchés internationaux, dont la reprise est prévue dans les mois à venir.

En ce qui concerne la répartition du chiffre d'affaires par zones géographiques, le marché international représente 54 % du total, contre 46 % pour le marché national. Ces données viennent confirmer le pari du Groupe Elecnor pour l'internationalisation en tant que moteur de croissance pour les prochains exercices et ce, sans négliger la conservation du marché national.

#### 3.1.5. Portefeuille

À la clôture de l'exercice 2014, le portefeuille de contrats en attente d'exécution s'élevait à 2.417 millions d'euros. En termes de marchés, le portefeuille international se situait à 1.979 millions d'euros (82 % du total) tandis que le portefeuille national est de 438 millions d'euros, soit 18 % du portefeuille total.

### 3.2. Ventes 2014 par activité

### **Groupe Elecnor**

Au 31 décembre de chaque année et en milliers d'euros

Zones géographiques	2014	2013	Variation
National	794.539	818.004	-3%
International	929.189	1.046.170	-11 %
	1.723.728	1.864.174	-7 %
Activités	2014	2013	Variation
Électricité	640.583	669.425	-4%
Installations	117.301	96.211	22 %
Gaz	104.272	104.583	0 %
Génération d'énergie	325.130	582.211	-44 %
Chemins de fer	31.789	19.377	64 %
Construction, environnement et eau	142.236	140.564	1 %
Infrastructures de télécommunications	185.203	110.628	67 %
Systèmes de télécommunications	38.866	31.971	22 %
Maintenance	138.348	109.204	27 %
	1.723.728	1.864.174	-7 %

Une année de plus, l'activité principale en termes de chiffre d'affaires a été l'électricité, avec 641 millions d'euros et une légère contraction par rapport à 2013. Les retards accumulés dans la mise en œuvre de certains projets particuliers d'usines de production d'énergie développés sur le marché international expliquent en bonne partie la contraction de la part des ventes du Groupe.

En revanche, les activités liées aux systèmes et aux infrastructures des télécommunications, de maintenance et d'installations, entre autres, ont permis d'atteindre une croissance remarquable par rapport à l'exercice précédent.

### 4. Informations boursières

Données de l'action	2014	2013
Prix à la clôture (€)	8,50	11,18
Variation annuelle	(24 %)	18,1 %
Volume total des titres (en millions)	5,7	19,2
Total volume des échanges (en millions d'euros)	60,3	172,1
Nombre d'actions (millions)	87,0	87,0
Capitalisation boursière (en millions d'euros)	739,5	972,7
PER	12,6	18,3
Rentabilité pour l'actionnaire	2014	2013
Variation du cours	(24 %)	18,1 %
Versement de dividendes	2,1 %	2,7 %

Après une revalorisation de l'ordre de 18,1 % en 2013, les titres d'Elecnor ont clôturé l'année 2014 au prix de 8,50 euros par action, soit une baisse de 24 %. Le volume des échanges a atteint 60,3 millions d'euros. La capitalisation boursière, quant à elle, a été de 739,5 millions d'euros, tandis que le PER est resté à 12,6 millions d'euros. De plus, le rendement des dividendes a atteint 2,1 %.

# 5. Politique de gestion du capital

Comme part essentielle de sa stratégie, Elecnor suit une politique de prudence financière. La structure de capital est définie par l'engagement de solvabilité et l'objectif de maximiser la rentabilité de l'actionnaire.

### 6. Politique de gestion des risques financiers

ELECNOR est exposée à certains risques financiers qu'elle gère moyennant le regroupement de systèmes d'identification, mesure, limitation de concentration et supervision. La gestion et la limitation des risques financiers s'effectuent de manière coordonnée entre la Direction corporative et les différentes Unités d'activité et Filiales qui composent le Groupe. Les opérations relatives à la gestion des risques financiers sont approuvées au plus haut niveau de décision et conformément aux normes, aux politiques et aux procédures établies.

Le premier risque à réduire est le risque de marché, principalement concernant le taux de change, qui est la conséquence des opérations que mène le Groupe sur les marchés internationaux dans le cours de ses opérations. Une part des produits et charges d'approvisionnements est exprimée en monnaies distinctes de l'euro. C'est pourquoi pourrait exister le risque que les fluctuations dans les taux de change de ces monnaies par rapport à l'euro puissent affecter les bénéfices du Groupe. Pour gérer et minimiser ce risque ELECNOR utilise des stratégies de couverture, puisque l'objectif est de générer des bénéfices uniquement à travers le développement des activités ordinaires qu'elle mène et non pas à travers la spéculation sur les fluctuations du taux de change. Les instruments utilisés pour obtenir cette couverture sont essentiellement l'endettement référencé à la devise de recouvrement du contrat, les assurances de change et les opérations de swap au moyen desquels Elecnor et l'entité financière échangent les courants d'un prêt exprimé en euros pour les courants d'un autre prêt exprimé dans autre devise, ainsi que l'utilisation de « panier de monnaies » pour couvrir des financements mixtes indexés à différentes devises.

Les variations dans les taux d'intérêt modifient la juste valeur des actifs et passifs qui produisent un intérêt à taux fixe ainsi que les flux futurs des actifs et passifs référencés à un taux d'intérêt variable. ELECNOR bénéficie d'un financement externe pour la réalisation de ses opérations, en rapport essentiellement avec la promotion, la construction et l'exploitation des parcs éoliens, des projets thermo-solaires et des concessions d'infrastructures électriques, et qui sont réalisés sous la modalité de « Project financing ». Ce type de contrats requiert que soient clos contractuellement les Risques d'Intérêt moyennant des contrats d'instrument de couverture de taux. Tant pour les financements de type Project Financing, que pour les financements corporatifs, l'endettement est établi contractuellement à un taux variable, en utilisant, s'il y a lieu, des instruments de couverture pour minimiser le risque d'intérêt du financement. Les instruments de couverture qui sont spécifiquement assignés à des instruments de dette et qui ont au maximum les mêmes montants nominaux et les même dates d'échéance que les éléments couverts, sont essentiellement des « swaps » des taux d'intérêts (IRS), dont la finalité est d'avoir un taux d'intérêt fixe pour les financements concertés à l'origine à des taux d'intérêt variables. Quoi qu'il en soit, les couvertures de taux d'intérêt sont contractées selon un critère d'efficience comptable.

D'autre part, le risque de liquidité est mitigé par la politique consistant à maintenir la trésorerie et les instruments hautement liquides et non spéculatifs à court terme, comme l'acquisition temporaire de Bons du Trésor avec condition de rachat non optionnel et impositions en dollars à très court terme à travers des entités financières de premier ordre afin de pouvoir honorer ses engagements futurs, ainsi que les contrats de facilités de crédit dans une limite et un délai suffisants pour supporter les besoins prévus.

Le principal Risque de Crédit est attribuable à des comptes à recouvrer pour des opérations commerciales, dans la mesure où une contrepartie ou un client n'honore pas ses engagements contractuels. Pour mitiger ce risque, on opère avec des clients présentant un historique de crédit approprié ; en outre, vu l'activité et les secteurs dans lesquels opère la groupe, Elecnor dispose de clients de haute qualité de crédit. Toutefois, dans des ventes internationales à des clients non récurrents, on utilise des mécanismes tels que la lettre de crédit irrévocable et couverture de polices d'assurance pour garantir le recouvrement. Une analyse de la solvabilité financière du client est par ailleurs réalisée et des conditions spécifiques sont incluses dans le contrat afin de garantir le recouvrement.

Dans le cas des parcs éoliens, l'énergie produite, selon le cadre règlementaire électrique en vigueur, est vendue sur le Marché ibérique d'électricité (MIBEL), en recouvrant les produits de l'opérateur du marché OMIE, avec un système de garantie de paiements et de la Commission nationale des marchés et de la concurrence (CNMC), entité régulatrice des marchés énergétiques d'Espagne, dépendant du ministère de l'Industrie. Pour leur part, Ventos do Sul Energía, S.A., Parques Eólicos Palmares, Ltda., Ventos da Lagoa, S.A., Ventos do Litoral Energía, S.A. et Ventos dos Indios Energía, S.A. (Brésil) ont signé des contrats de vente de l'énergie électrique qu'elles produisent pour une période de 20 ans par le biais de contrats à long terme conclus avec les compagnies de distribution électrique brésiliennes correspondantes, de même que les sociétés brésiliennes concessionnaires d'infrastructures électriques ont des accords de distribution d'énergie avec des clients de haute qualification, ce qui, avec les restrictions imposées par le propre système de transmission, écarte la

Dans une conjoncture économique comme l'actuelle, ce risque est marqué comme un risque prépondérant sur le reste des risques financiers. Dans cette situation, Elecnor continue de prendre toutes les mesures possibles pour le mitiger et procède à des analyses périodiques de son exposition au risque de crédit, en dotant les provisions correspondantes.

Quant au risque régulateur et, en particulier, celui qui est lié aux énergies renouvelables, Elecnor mène un suivi détaillé afin de recueillir de façon adéquate son impact dans le compte de résultats.

### 7. Environnement

Conscient de l'impact que ses activités peuvent avoir sur l'environnement, Elecnor a défini et appliqué les mécanismes correcteurs les plus efficaces pour en minimiser la portée.

Le Groupe considère également que certaines activités qui contribuent à la protection du milieu naturel et de ses ressources font partie intégrante de ses opérations. On retrouve notamment la production d'énergies renouvelables, le traitement et le recyclage de l'eau ou l'efficacité énergétique dans chacune des actions qu'elle entreprend.

De manière générale, la stratégie en matière de gestion environnementale, en tant que partie intégrante de son système intégré de gestion, est régie par les principes d'action suivants :

- La recherche continue d'un équilibre entre la rentabilité économique et la protection de l'environnement, en développant des approches pour que les deux concepts viennent se renforcer l'un l'autre.
- Prendre en compte la composante environnementale dans les décisions d'investissement dans de nouveaux projets et activités que le Groupe compte entreprendre.
- L'implication des employés au moyen d'actions de formation et de sensibilisation.
- L'implication également du reste des groupes d'intérêt (actionnaires, clients, fournisseurs et société en général) dans la recherche en commun de solutions utiles au défi de la préservation de l'environnement et des ressources énergétiques.

### 8. Ressources humaines

#### **Effectifs**

### **Groupe Elecnor**

Au 31 décembre de chaque année	2014	2013	Variation
National	7.077	6.804	4 %
International	5.402	5.833	-7 %
	12.479	12.637	-1 %

Les personnes constituent le principal actif d'Elecnor qui base sa stratégie générale sur des valeurs comme le talent et le travail en équipe dans des conditions de sécurité maximales. Dans ce sens, la prévention des risques du travail est un dénominateur commun dans toutes les activités menées dans le Groupe. L'engagement en faveur de la prévention fait partie intégrante de sa culture. Et cet engagement va au-delà des normes légales et des exigences des clients, avec des objectifs clairs et précis : zéro accident et tolérance zéro en matière de non-respect des mesures préventives établies par l'entreprise.

À la clôture de l'exercice 2014, les effectifs du Groupe ont été réduits de 158 personnes (-1,2 %) et représentent désormais 12.479 employés. Le principal facteur à l'origine de l'augmentation de personnel sur le marché national est axé sur l'activité en matière d'infrastructures des télécommunications et de maintenance en raison des contrats conclus dans la dernière partie de l'exercice. Par ailleurs, la baisse du nombre de personnes sur le marché étranger est due à l'achèvement de projets de construction de lignes de transport d'énergie au Brésil à la fin de l'année.

### 9. RDI

2014 a été une année de consolidation et d'expansion pour le Système de gestion de RDI du Groupe Elecnor. Les efforts de la société ont porté sur l'internationalisation de l'activité et l'amélioration continue des outils d'entreprise en vue de générer et de mettre en œuvre des projets à haute valeur ajoutée sur les principaux marchés du Groupe. Parmi les actions réalisées figurent :

- Le lancement de l'appel Focus 2014 pour le financement de projets internes de RDI. Pour la première fois, des filiales étrangères ont participé à cette édition, à savoir le Chili, le Brésil, le Mexique et les États-Unis. L'appel portait principalement sur des projets avec une mise sur le marché rapide.
- L'inclusion de la filiale du Royaume-Uni dans le système de déductions fiscales de l'entreprise afin d'améliorer le retour sur investissement en RDI.
- La réalisation de deux ateliers monographiques centrés sur des thématiques qui retiennent tout spécialement l'attention de la société. Il s'agit des services énergétiques et de l'hybridation de centrales diesel à travers l'énergie photovoltaïque. Le personnel du Groupe impliqué dans cette activité a participé à ces ateliers qui se sont axés principalement sur l'activité internationale.
- Les certificats ont été maintenus selon la norme UNE 166.002 pour les systèmes de gestion RDI d'Elecnor S.A. et les filiales Atersa, Audeca et Elecnor Deimos.

### Améliorations prévues pour 2015 :

- Continuer l'internationalisation de la RDI via l'adhésion d'un plus grand nombre de filiales au système de déductions de l'entreprise et encourager leur participation aux appels internes pour des financements de projets.
- Optimiser les appels internes afin d'augmenter la quantité et la qualité des projets réalisés et faire le lien entre la RDI et la création de nouvelles activités.
- Adapter les systèmes de gestion de RDI de Elecnor, S.A., Atersa, Audeca et Elecnor Deimos à la nouvelle norme UNE 166.002:2014.

#### Parmi les projets spécifiques développés en 2014 figurent notamment :

- Dans le domaine de l'environnement, un projet de phytoépuration a été mis en place pour analyser à travers deux usines pilotes le traitement des eaux usées avec des macrophytes et des microalques. Le projet BIODEPUR, qui consiste au développement d'un bioréacteur à biomasse fixée sur lit mobile avec filtration sur membrane pour l'optimisation du traitement des eaux usées, a également été développé. Enfin, un système de potabilisation par électrocoagulation plus durable afin d'éviter l'utilisation de réactifs chimiques a été mis en œuvre.
- En matière d'énergie, un projet visant à améliorer les processus de contrôle de l'exploitation de sous-stations a été développé ; le module de prévision météorologique pour les parcs éoliens a été élaboré ; et l'outil de gestion des parcs éoliens a été étoffé pour optimiser les processus d'action sur le marché.
- Dans le domaine de la construction, un projet a été mis en œuvre pour la construction d'un module habitable en bois grâce à de nouveaux systèmes de construction afin de les rendre autonomes.
- Dans le domaine de l'électricité, des améliorations ont été réalisées dans la plateforme de configuration et de paramétrage des terminaux de commande à distance afin de renforcer son autonomie et optimiser sa gestion.
- Dans le domaine de l'aérospatial, soulignons d'un côté le projet PERIGEO ayant pour but le développement d'un démonstrateur de technologie spatiale permettant de simuler des missions spatiales et, d'un autre coté, le projet RECONFIGURE, dont l'objectif est la recherche et le développement de technologies de quidage et de contrôle des aéronefs permettant la gestion automatique de cas anormaux de fonctionnement.
- Dans le domaine des systèmes, le projet Geo-Cloud a été développé pour valider des infrastructures de traitement et de distribution d'images satellite dans le nuage. Le projet Arid-Lap a également été mis en œuvre pour développer des solutions technologiques basées sur des images satellite et des capteurs sur le terrain pour réduire l'impact négatif des conditions météorologiques dans l'opération de lignes ferroviaires à haute performance dans les zones arides.

# 10. Événements importants survenus après la clôture de l'exercice

RAPPORT DE GESTION

Aucun événement susceptible d'entraîner un guelconque changement important dans l'image fidèle des états financiers, tant d'Elecnor S.A. que des sociétés dépendantes composant son Groupe, ne s'est produit entre la clôture de l'exercice 2014 et l'établissement de ces comptes annuels.

### 11. Perspectives pour l'exercice 2015

### 11.1. Environnement économique

Selon le rapport « Perspectives économiques mondiales » publié le 20 janvier dernier par le Fonds monétaire international, la chute des prix du pétrole, due en grande partie à l'augmentation de l'offre, stimulera la croissance mondiale. Les prix du pétrole ont baissé de plus de 50 % depuis le mois de septembre, du fait de la faible demande dans certaines grandes économies, principalement les marchés émergents, et de la décision de l'OPEP de maintenir la production malgré l'augmentation continue de la production de pays où le Groupe n'est pas présent, notamment les États-Unis.

Cependant, cette relance sera largement dépassée par des facteurs négatifs, parmi lesquels la faiblesse des investissements de grandes économies de pays avancés et de marchés émergents qui ont tendance à s'adapter à des perspectives de croissance peu encourageantes si l'on prend en compte les prévisions à moyen terme. Les prévisions de croissance mondiale pour 2015 et 2016 sont de 3,5 et 3,7 %, respectivement. Parmi les économies avancées, les États-Unis devraient connaître une croissance supérieure à 3 % en 2015 et en 2016 en raison de la demande intérieure, alimentée par la baisse des prix du pétrole, la modération de l'assainissement budgétaire et une politique monétaire accommodante et ce, malgré la hausse progressive prévue des taux d'intérêt.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance restera relativement stable, autour de 4,3 % en 2015, et atteindra 4,7 % en 2016. En ce qui concerne l'Amérique latine, plus particulièrement le Brésil, l'activité économique est restée stable, avec une croissance prévue de 0,3 % pour 2015, bien que les autorités du pays aient la ferme intention de contenir le déficit fiscal et de réduire l'inflation une nouvelle fois. Les perspectives de croissance au Chili et au Pérou sont plus favorables. Au Chili, l'incertitude sur l'impact des réformes politiques semble freiner les investissements même si une croissance de 2,8 % est prévue en 2015. Pour ce qui est du Pérou, le tassement des exportations et des investissements ont entraîné un fort ralentissement de l'activité économique, mais les mesures concertées de politique économique et le développement de nouveaux projets dans le secteur minier devraient permettre un rebond significatif de l'activité en 2015 et d'atteindre une croissance de 4 %. Quant à elle, l'économie vénézuélienne sera la plus touchée par la baisse des prix du pétrole et les prévisions actuelles annoncent une baisse de l'activité de l'ordre de 7 % en 2015. Cette perte de recettes d'exportation aggrave les problèmes fiscaux et de récession économique.

Dans la zone euro, l'activité devrait bénéficier de la baisse des prix du pétrole, d'une politique monétaire moins austère, d'une orientation plus neutre en matière de politique fiscale et de la récente dépréciation de l'euro. Ces facteurs seront toutefois compensés par la détérioration des perspectives d'investissement et la reprise serait légèrement plus lente que celle prévue auparavant, avec une croissance annuelle prévue de 1,2 % en 2015 et de 1,4 % en 2016.

#### 11.2. Groupe Elecnor

En supposant qu'un cadre règlementaire reste stable tant pour les énergies renouvelables qu'en matière de fiscalité en Espagne, l'exercice 2015 se présente comme l'année de confirmation de la reprise de la croissance que le Groupe Elecnor a récupérée au cours de cet exercice. Il s'agit là d'une inflexion à la hausse atteinte malgré les effets de la réforme fiscale qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2015 et après avoir subi dans ses comptes de résultats de 2012 et de 2013 les conséquences négatives desdits changements dans la

réglementation en matière de production d'énergie de sources renouvelables, changements qui ont altéré un marché sur lequel le Groupe bénéficie d'une forte présence tout au long de la chaîne de valeur, en tant que producteur de modules photovoltaïques, constructeur de projets et propriétaire d'investissements dans le secteur des énergies renouvelables.

Elecnor continue de parier sur la croissance sur le marché international, basé sur des projets qu'il a en portefeuille sur ledit marché mais qui nécessitent une période de maturité pluriannuelle. Par ailleurs, la reprise du marché national est toujours faible et il est toujours attendu que celle-ci influe sur une croissance significative des investissements de la part des principaux clients. Dans ce contexte, le Groupe, bien que dans une moindre mesure que dans l'exercice précédent, a réalisé un effort important pour adapter ses structures générales et productives au volume d'opération des différentes activités qu'il développe en Espagne, ce qui augmentera la rentabilité, la productivité, ainsi que la compétitivité dans ledit contexte.

Grâce à tout cela et au solide portefeuille de projets en attente d'exécution tel que défini au paragraphe 3.1.5, le Groupe Elecnor aborde l'exercice 2015 avec l'intention d'obtenir des chiffres, aussi bien en matière de chiffre d'affaires que de résultats, supérieurs à ceux atteints tout au long de l'exercice 2014.

# 12. Capital social et acquisitions d'actions propres

Au 31 décembre 2014, le capital social d'Elecnor, S.A. était représenté par 87 millions d'actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,10 euros chacune, entièrement souscrites et versées.

Les actions d'Elecnor, S.A. sont cotées dans la modalité SIBE (Système d'interconnexion boursier) du marché en continu, sur lequel a lieu la négociation des actions des entreprises les plus représentatives de l'économie espagnole et ayant le plus grand volume de transactions. Elecnor S.A. détenait 2.488.452 actions propres au 31 décembre 2013. Au cours de l'exercice 2014, elle a acquis un total de 241.137 titres et elle en a cédé 258.557. Par conséquent, au 31 décembre 2014, elle détenait un total de 2.471.032 actions propres. Cela signifie qu'elle est passée d'un pourcentage d'actions auto-détenues de 2,86 % au début de l'année, à 2,84 % à la fin 2014.

# 13. Opérations avec des parties liées

En ce qui concerne l'information relative aux opérations avec des parties liées, nous renvoyons à ce qui est détaillé dans les notes explicatives des états financiers consolidés au 31 décembre 2014, tel que prévu à l'article 15 du décret-loi royal 1362/2007.

### 14. Rapport annuel sur le gouvernement d'entreprise

Conformément aux obligations légales et sur la base du modèle transmis par la Commission nationale du marché de valeurs espagnole (CNMV), le Conseil d'administration d'Elecnor, S.A. a dressé le rapport annuel sur le gouvernement d'entreprise correspondant à l'exercice clos le 31 décembre 2014. Ce document peut être actuellement consulté sur le site de la Commission nationale du marché de valeurs espagnole.



Informations économiques concernant la sociéte Elecnor, S.A.

### Elecnor, S.A.

# Bilans de Situation

aux 31 décembre 2014 et 2013 (Milliers d'euros)

Actif	2014	2013 (*)
ACTIF NON COURANT	964.316	1.142.756
Actif incorporel-	2.550	2.848
Concessions administratives	46	48
Commercial Droits	1.031	1.031
Applications informatiques	924	771
Autres actifs incorporels	549	998
Immobilisations corporelles	36.733	38.273
Terrains, constructions, Installations Techniques et machines	26.465	27.772
Autres immobilisations	10.268	10.501
Participations dans des regroupements d'entreprises et les investissements		
dans des entités associées, long terme	902.326	1.076.218
Instruments de patrimoine	879.869	1.054.223
Crédit à regroupements d'entreprises	22.457	21.995
Investissements financiers à long terme	2.342	2.582
Instruments de patrimoine	_	-
Crédits avec des tiers	24	8
Dérivés	361	528
D'autres actifs financiers	1.957	2.046
Actifs pour impôts différés	20.365	22.835
ACTIF COURANT	823.330	868.753
Actifs non courants maintenus pour la vente	1.779	1.779
Stocks	20.725	15.428
Matières premières et autres approvisionnements	687	954
Avances aux fournisseurs	20.038	14.474
Créances commerciales et autres comptes à recouvrer	689.217	732.139
Clients pour ventes et prestations de services	612.155	650.227
Clients, regroupements d'entreprises et entités associées.	59.911	64.916
Créances divers	1.806	1.399
Actifs pour impôt courant	1.315	2.844
Administrations Publiques, débitrices	14.030	12.753
Participations dans des regroupements d'entreprises et les investissements		
dans des entités associées, court terme	13.393	27.535
Crédits avec d'autres entreprises	10.123	18.216
Autres actifs financiers	3.270	9.319
Investissements financiers à court terme	640	6.650
Crédits avec d'autres entreprises	30	-
Titres de créance	22	_
D'autres actifs financiers	588	6.650
Comptes de régularisation, court terme	938	638
Trésorerie et autres actifs liquides équivalents	96.638	84.584
Trésorerie	45.150	67.863
Autres actifs liquides équivalents	51.488	16.721
TOTAL ACTIF	1.787.646	2.011.509

<sup>(\*)</sup> Chiffre présenté exlclusivement aux effets de comparaison

Passif et Patrimoine Net	2014	2013 (*)
PATRIMOINE NET	533.668	518.894
FONDS PROPES		
Capital	8.700	8.700
Capital en écritures	8.700	8.700
Réserves	520.564	513.069
Légale et statutaires	1.743	1.743
Autres réserves	518.821	511.326
Actions et participations sur le patrimoine propes	(22.264)	(22.421)
Résultat de l'Exercice	39.408	27.845
Dividendes	(4.193)	(4.193)
AJUSTEMENT PAR CHANGEMENT DE VALEUR		
D'opérations de couverture	(8.547)	(4.106)
PASSIF NON COURANT:	311.356	343.000
D		42.002
Provisions à long terme	-	12.883
Autres provisions	205 544	12.883
Dettes à long terme	305.544	323.281
Dettes avec des entités de crédit	290.203	310.987
Dettes par leasing	6.426	6.825
Dérivés financiers	8.915	5.469
D'autres passifs financiers		
Dettes regroupements d'entreprises et entités associées, long terme	2.000	2.000
Impôts différés passifs	3.812	4.836
PASSIF COURANT	942.622	1.149.615
Provisions à court terme	18.476	32.582
Dettes à court terme	109.142	100.931
Obligations ou autres titres	98.800	-
Dettes avec des entités de crédit	1.872	94.694
Dettes par leasing	377	357
Dérivés financiers	2.831	914
D'autres passifs financiers	5.262	4.966
Dettes regroupements d'entreprises et entités associées, court terme	5.495	12.129
Dettes commerciales et autres comptes à payer	809.509	1.003.973
Founisseurs	303.546	359.148
Fournisseurs regroupements d'entreprises et entités associées	8.978	14.823
D'autres dettes	36.138	26.683
Personnel	8.686	8.117
Administrations Publiques, créancières	30.543	55.388
Avances aux clients	421.618	539.814
	4 =	0.011.75
TOTAL PASSIF ET PATRIMOINE NET	1.787.646	2.011.509

# Comptes de Résultats

correspondant aux exercices clos 2014 y 2013 (Milliers d'euros)

RÉSULTAT DE L'EXCERCICE CORRESPONDANT À LES OPERATIONS CONTINUES	39.408	27.845
Impôts sur les gains	(16.564)	(24.617)
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	55.972	52.462
ÉSULTAT FINANCIER	25.551	(2.872)
ertes et dépréciation	40.119	1.796
ertes dépréciation et résultat dans cessions d'instruments financiers	<b>40.119</b>	
	(5.877) <b>40.119</b>	(9.552) <b>1.796</b>
ariation de la juste valeur des instruments financiers ifférences de conversion	- /E 077\	
ar dettes avec tiers	(24.116)	(24.722) 722
ar dettes avec regroupement d'entreprises et avec entités associées	(289)	(224)
harges financières	(24.405)	(24.946)
	3.683	4.235
<ul> <li>dans regroupement d'entreprises et dans entités associées</li> <li>dans tiers</li> </ul>	2.769	2.930
De valeurs négociables et autres instruments du patrimoine	2.740	2 020
- dans regroupement d'entreprises et dans entités associées	9.262	21.943
l'articipations en Instruments de patrimoine	0.0/0	24.042
roduits financiers	15.714	29.108
ÉSULTAT D'EXPLOITATION	30.421	55.334
ésultats par cession d'actifs et d'autres	(128)	104
ertes dépréciation et résultat dans cessions d'actifs	(128)	104
otations pour amortissements d'actifs	(7.618)	(1.877) ( <b>7.916</b> )
utres charges de gestion	(2.183)	
ertes dépréciation et variation provisions opérations commerciales	(16.174)	(13.991)
npôts	(6.230)	(23.097)
ervices extérieurs	(147.550)	(148.608)
autres charges d'exploitation	(172.137)	(187.573)
charges sociales	(63.008)	(58.298)
raitements et salaires	(231.092)	(235.051)
Charges de personnel		
ubventions incorporées au résultat d'exploitation	(294.100)	( <b>293.349</b> )
roduits accessoires	7.766 812	6.494 485
Autres produits d'exploitation	8.578	6.979
Détérioration des marchandises, matières premières et autres approvisionnements	- 0 F70	1.214
ravaux réalisés pour autres entreprises	(239.596)	(337.365)
Achats de matières premières et d'autres approvisionnements	(238.498)	(287.591)
Approvisionnements	(478.094)	(623.742)
es travaux réalisés pour ses propres immobilisations	1.360	578
/entes	972.560	1.160.253
	<b>972.560</b>	1.160.253
DPÉRATIONS CONTINUES Montant net du chiffre d'affaires	072 540	1 140 252
ADÉDATIONIC CONTINUEC	2014	2013 (*)
	Ejercicio	Ejercicio
	<del></del>	F

<sup>(\*)</sup> Chiffre présenté exlclusivement aux effets de comparaison



### © 2015 Elecnor

Direction et Edition : Subdirección de Comunicación

Conception et maquettage : JLC diseño gráfico

Photographie : Archivo Gráfico Elecnor

Impression : Graymo

Elecnor, S.A.
Paseo de la Castellana, 95
Edif. Torre Europa
28046 Madrid
www.elecnor.com

